



---

## DOSSIER DU MOIS

---



# BOLIVIE

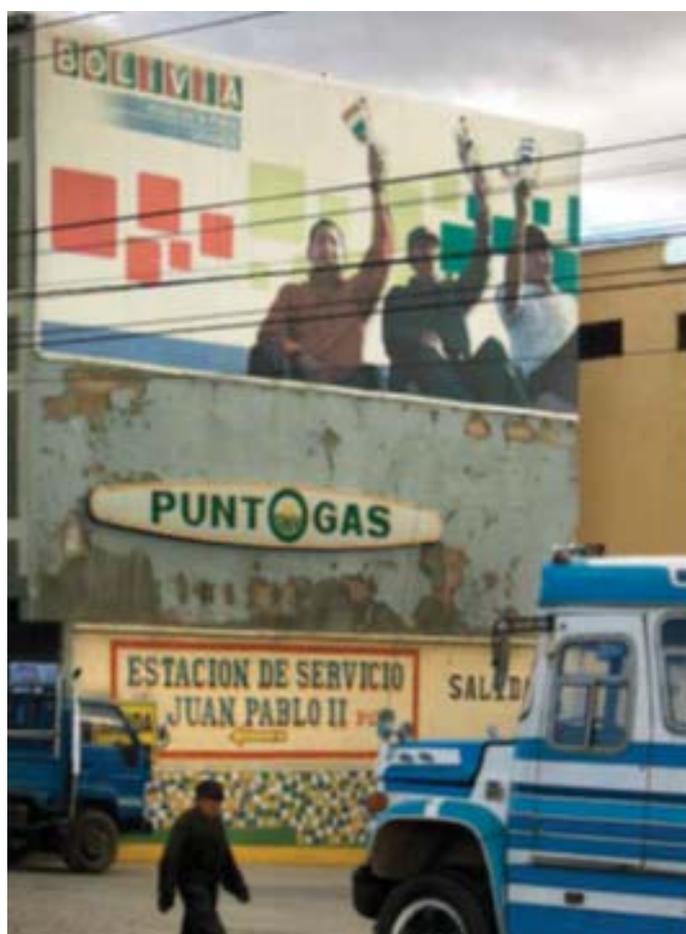
Portefeuille de documents  
sur les problèmes de développement.  
réalisé par Jean-Luc MULLIER

**Avertissement**

*C'est par souci d'entraide que le document a été réalisé, particulièrement pour les professeurs non-géographes qui doivent donner le cours de géographie.*

*Le fichier que vous venez d'ouvrir n'est pas destiné à l'Internet. Il ne doit donc pas être distribué aux élèves sous forme de fichier.*

*Il est réservé aux membres de la FEGEPRO (professeurs).*



Accès maritime	Hydrocarbure
Agrocarburants	IDE
Altiplano	IDH
Aménagement du territoire	Impérialisme
Analphabétisme	Indice de Gini
Autochtone	Indigène
Autoconsommation	Industrialisation
Autonomie régionale	Inflation
Axe central	Infrastructures
Banque mondiale	Insécurité alimentaire
Bassin versant	Interventionnisme
Blocages de développement	Investissement
Capitalisme Andino-Amazonien	Lithium
Chômage	Marché
Clientélisme	Migration
Colonisation	Monde entrepreneurial
Commerce équitable	Mondialisation
Communautés	Mouvement social
Conflit minier	Multiethnique
Consumérisme	Multinationale
Cordillère	Nappe phréatique
Corruption	Nationalisation
Coup d'Etat	Néocolonialisme
Cours mondiaux	Néolibéralisme
Croissance économique	Nina
Crue	Niveau de vie
Cultures lucratives	Oligarchie
Cultures vivrières	ONG
Déforestation	ONU
Démocratie	Organisation territoriale
Densité de population	Patriotisme
Dépenses publiques	Pays du Sud
Dette	PIB
Développement durable	Pic de consommation
Développement endogène	PNUD
Droit à l'eau potable	Populisme
Dynamique territoriale	Privatisation
Economie informelle	Produits primaires
Empire Inca	Prospection
Enclave	Réforme agraire
Environnement	Régime pluviométrique
Erosion	Répression
Etat	Salinisation
Etat plurinational	Secteur stratégique
Ethnie	Secteurs économiques
Exode rural	Séparatisme
Expropriation	Servage
FAO	Sexisme
FMI	Social-démocratie
Fracture ethnique	Socialisme
Fracture régionale	Sous-peuplement
Fracture sociale	Syndicat
Gisement	Taux de change
Groupe BRIC	Transfert de technologie



## Documents

### Doc 1

**La Bolivie est le pays le plus haut et le plus isolé de l'Amérique Latine. Il n'a pas de côtes maritimes** et est entouré par le Pérou au Nord-Ouest, par le Brésil au Nord et à l'Est, par le Paraguay au Sud Est, par l'Argentine au Sud et par le Chili à l'Ouest.

On distingue **trois grandes zones** en Bolivie :

- ▶ La première est celle des hauts plateaux de l'**Altiplano**, une région pratiquement désertique à une altitude d'environ 4000 mètres. Elle englobe 10% du pays et s'y concentre 70% de la population dont un tiers de la population urbaine.
- ▶ La deuxième zone est une **vallée** féconde située à une altitude comprise entre 1800 mètres et 2700 mètres.
- ▶ La troisième zone comprend les tropiques de la **basse terre** qui s'étendent jusqu'aux frontières du Brésil, de l'Argentine et du Paraguay et qui couvrent 70% du territoire. La pluie est abondante et les températures sont relativement élevées.

La Bolivie est divisée en neuf départements, qui sont organisés en province et en cantons. Sucre est la capitale de la république ainsi que le siège de la cour suprême de justice. La Paz est le siège des pouvoirs exécutif et législatif.

<http://www.abc-latina.com/bolivie/geo.htm>

### Doc 2

La Bolivie est divisée en trois grandes zones géographiques naturelles, chacune étant couverte par trois départements.

- ▶ La **zone andine** (2500m - 6500m) : cette zone géographique englobe les départements de La Paz, Oruro et Potosí. Elle représente 28 % du territoire national et comprend les régions montagneuses des **Cordillères** Occidental, Real et Oriental ainsi que le plateau andin (**altiplano** : vaste région aride à 3500 - 4000m d'altitude).
- ▶ La **zone sub-andine** (2000m - 2500m) : cette zone géographique englobe les départements de Cochabamba, Chuquisaca et Tarija. Elle représente 13 % du territoire national et est consti-

tuée d'une succession de chaînons montagneux de moyenne altitude délimitant de larges vallées tempérées, comme celles des **Yungas** aux environs de La Paz.

- La **zone de basses terres (llanos)** (<2000m): cette zone géographique englobe les départements de Santa Cruz, Beni et Pando. Elle représente 59 % du territoire national. Ce sont des régions chaudes des plaines du bassin amazonien ainsi que la région semi-aride du Chaco.

On a souvent tendance à se représenter la Bolivie comme un pays perché au milieu des Andes. En réalité, plus de la moitié (59%) du pays se trouve dans les basses terres.

[http://www.guidebolivia.com/divers/geographie/fr\\_index.htm](http://www.guidebolivia.com/divers/geographie/fr_index.htm)

### Doc 3

Grande comme deux fois la France, la Bolivie abrite une **très grande diversité de milieux naturels**.

La carte géographique actuelle du pays a été dessinée par les différents conflits qui l'ont opposé au cours du temps à ses voisins. Entre son indépendance d'aujourd'hui, le pays s'est vu régulièrement amputé de nombreuses parties de son territoire, dont la plus préjudiciable a été la **perte de son accès à la mer** au profit de son voisin chilien. Cette frustration nationale fait encore l'objet d'inlassables revendications de la part du gouvernement de La Paz.

À l'Ouest, le paysage est façonné par la Cordillère des **Andes**, immense chaîne de montagnes qui traverse toute l'Amérique du Sud et qui prend, en Bolivie, le nom de Cordillère Royale. Les hauts plateaux, appelés Altiplano, s'étendent à plus de 3000m d'altitude et offrent des paysages plus incroyables les uns que les autres. Le fameux lac Titicaca, majestueux, à 3800m; des sommets qui dépassent souvent les 6000m (dont le Sajama, à 6500m), des volcans comme le Payachata, les déserts de sels d'Uyuni et de Coipasa au sud-ouest...

En descendant des hauteurs, les **vallées subandines** sont à mi-chemin entre les Andes et l'Amazonie. Comprises entre 500 et 2500m, elles bénéficient d'un climat humide, chaud et d'une végétation luxuriante, où poussent indistinctement le café, le maïs, le blé, et le raisin. La région au nord-est de La Paz, est appelée Yungas.

Puis on arrive à l'Orient, la partie orientale, qui en réalité recouvre la majorité du territoire bolivien (environ 70 %). L'**Amazonie** et ses forêts tropicales, humides, engloutie sous les eaux pendant la saison des pluies. Enfin, à l'extrême sud-est, la **plaine du Chaco**; à partir de Trinidad et vers le sud, la végétation n'est que savane, broussailles sèches et ressources minières et pétrolières.

<http://www.antipode-bolivia.com/la-geographie-generale-de-la-bolivia-passion-bolivia-fr>

### Doc 4

**En raison du phénomène climatique la Nina**, les pluies saisonnières pourraient se prolonger jusqu'à mi-avril.

**Les fortes pluies, inondations et glissements de terrain affectant la Bolivie depuis deux mois ont fait 52 morts et laissé plus de 13 700 foyers sinistrés, selon un bilan actualisé des autorités.**

Le bilan, présenté mercredi par le vice-ministre de la Défense sociale Hernan Tuco, inclut les 28 victimes d'un accident de car survenu fin janvier et provoqué par une rivière en crue.

Les autorités n'avaient auparavant pas inclus cet accident dans le bilan d'une vingtaine de morts à l'échelle nationale, après les intempéries qui frappent les neuf provinces du pays andin, mais surtout celles de Cochabamba (centre), La Paz (ouest), Beni (nord), Potosi, Oruro et Chuquisaca

(sud).

Selon Hernan Tuco, en raison du phénomène climatique la Nina, les pluies saisonnières pourraient se prolonger jusqu'à mi-avril et selon les projections pourraient alors affecter autour de 100 000 familles au total.

À La Paz, **les pluies ont fragilisé le sous-sol instable de la capitale**, sise au fond d'une vallée, et provoqué **des glissements de terrain** qui ont détruit 1 500 logements, sans faire de victimes grâce à des évacuations à temps.

*La Libre*

#### Doc 5

**La Bolivie est grande comme deux fois la France. Sa superficie est de 1 098 581 km<sup>2</sup> et sa population atteint plus de 10 millions d'habitants. Limitée par la Cordillère des Andes à l'ouest et l'Amazonie à l'est, elle n'a pas d'accès à la mer. La population est multi-ethnique avec des Amérindiens (30 % environ), des métis (30 % environ), des Européens (15 % environ), des Asiatiques et des Africains. La langue principale est l'espagnol, bien que les langues aymara et quechua soient fréquemment utilisées.** La constitution de 2009 reconnaît 36 langues officielles.

Le territoire bolivien est composé de deux régions géographiques bien distinctes. La **partie ouest** du pays est traversée par deux cordillères d'orientations nord-sud qui bordent un vaste plateau (l'Altiplano) et **c'est dans cette région que vit la majeure partie des Boliviens**. La Cordillère occidentale, aride, abrite plusieurs sommets, dont le Nevado Sajama (6542 mètres). Le haut plateau est bordé au nord-est par la Cordillère royale où l'on trouve entre autres le Nevado Illimani, l'Illampu et la ville de La Paz. Les massifs de la Cordillère orientale abritent des vallées humides et possèdent des contreforts recouverts de forêts. Dans la **partie est** du pays s'étendent de vastes plaines alluviales qui bénéficient d'un climat tropical. Le nord de ces terres basses appartient au bassin amazonien et est en grande partie recouvert de forêt. Plus au sud, les terres sont intégrées au bassin du Rio Paraguay.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/bolivie/presentation-de-la-bolivie/article/geographie-et-histoire-94521>

#### Doc 6

##### **Données générales**

##### **Données géographiques**

**Nom officiel** : État plurinational de Bolivie (depuis mars 2009)

**Superficie** : 1 098 580 km<sup>2</sup>

**Capitale(s)** : La Paz (3640 m. d'altitude ; 900 000 habitants, 1,7 million avec El Alto) : capitale administrative (siège des pouvoirs exécutif et législatif) ; Sucre (250 000 habitants) : capitale constitutionnelle

**Villes principales** : Santa Cruz (1,5 million), capitale économique, El Alto (860 000), Cochabamba (600 000), Oruro (215 000), Tarija (175 000), Potosí (150 000)

**Langues officielles** : espagnol et 36 langues indiennes (art.5 de la Constitution)

**Monnaie** : le boliviano (10 BOL = 1 €)

##### **Données démographiques**

**Population** : 10, 2 millions d'habitants

**Croissance démographique** : 1,4 %

**Espérance de vie** : 66,5 ans

**Mortalité infantile** : 49 ‰

**Taux d'alphabétisation** : 86,7 %

**Religions** : catholicisme (95 %), églises protestantes

**Indice de développement humain 2009** (PNUD) : 113<sup>e</sup> (0,723)

Coefficient GINI: 60,1

### Données économiques

PIB (2010): 18,3 Mds USD

PIB par habitant (2010): 1801 USD

Taux de croissance (2011): 5,2 %

Taux de chômage (2010): 7,8 %

Taux d'inflation (2010): 7,2 %

Dettes publiques (2010): 3,2 Mds USD, soit 17 % du PIB.

Exportations (2009): 4,8 Mds \$

Importations (2009): 4,39 Mds \$

### Politique intérieure

#### Institutions

Pays longtemps connu pour son **instabilité politique** (160 coups d'État depuis l'indépendance en 1825), la Bolivie ne connaît véritablement la **démocratie que depuis 1982**.

**Constitution.** La nouvelle Constitution a été approuvée par référendum au mois de janvier 2009.

**Pouvoir exécutif.** Le président est élu pour cinq ans au suffrage universel direct, dès le premier tour s'il obtient 40 % des suffrages et 10 % d'avance sur son principal concurrent. Il forme le Gouvernement et ne peut être réélu consécutivement qu'une seule fois.

**Pouvoir législatif.** La Chambre des députés est composée de 130 membres, élus pour un mandat de cinq ans; une moitié est élue au scrutin majoritaire et l'autre à la proportionnelle. Sept députés sont élus dans le cadre de circonscriptions indigènes. Le Sénat compte 36 membres, élus pour cinq ans sur une base départementale (chacun des 9 départements élit 4 sénateurs).

**Justice.** Le système judiciaire est coiffé par la Cour suprême, dont les douze juges sont nommés par le président et doivent recevoir deux tiers des voix du Congrès. Le Tribunal constitutionnel est composé de dix magistrats élus.

**MAS** (Movimiento al Socialismo), **parti du président Morales**. Créé en 1997, il fédère différents mouvements sociaux, syndicaux ou indigènes. Il est aujourd'hui la première force politique du pays avec près des deux tiers des sièges au Parlement (24 sur 36 au Sénat; 84 sur 130 à l'Assemblée) et est à la tête de six départements sur neuf, et de trois des dix principales villes du pays.

#### Évolution politique

Après avoir été élu en décembre 2005, Evo Morales a lancé immédiatement une « **révolution démocratique et culturelle** », basée sur la **nationalisation des hydrocarbures et sur une nouvelle Constitution garantissant les droits des populations autochtones**. Le premier mandat d'Evo Morales, a été marqué par de nombreux épisodes de violences, notamment ceux intervenus à la fin de l'été 2008 dans les départements de l'est du pays, la « Demi Lune » (Beni, Pando, Santa Cruz et Tarija). La nouvelle constitution a été approuvée par référendum en janvier 2009.

**Evo Morales a été réélu le 6 décembre 2009**, avec près de 63 % des suffrages, face à une opposition fragmentée et désunie (l'ancien préfet de la région de Cochabamba, Manfred Reyes est arrivé en 2<sup>e</sup> position avec seulement 27 % des voix), alors que son parti le MAS remportait le même jour les deux tiers des sièges au Congrès. En avril 2010, le succès du MAS aux élections départementales et municipales a été plus modéré (il n'a remporté que trois des dix plus grandes villes du pays) et, à partir de l'été 2010, **plusieurs manifestations parfois violentes sont venues rappeler au Président l'impatience de la population. Les mineurs ont paralysé la ville de Potosí au mois d'août 2010, avant que des manifestations n'éclatent dans plusieurs villes du pays en décembre 2010, en protestation contre l'augmentation des prix des carburants. En avril 2011, des mouvements de grèves paralysaient plusieurs villes du pays, contraignant le gouvernement à accepter une augmentation salariale de 10 % en faveur des enseignants, de la police, de l'armée et du personnel de santé, et de 6,5 % pour les pensions de retraite. En août, plusieurs centaines d'Indiens d'Amazonie de la province du Beni**

ont entrepris une marche de protestation de 600 km vers La Paz, pour contraindre les autorités à abandonner leur projet de construction d'une route nord-sud cofinancé par le Brésil, qui devait traverser une zone écologiquement sensible d'un million d'hectares (parc naturel du Tipnis), dans laquelle résident 50 000 Indiens moxenos, yurakarés et chimanes. Cette manifestation est arrivée à La Paz le 18 octobre, mais a été marquée le 25 septembre par une violente **répression policière**, créant un profond émoi dans le pays. À la suite de ces incidents, le Président Morales a convoqué en décembre 2011 un grand débat national (« sommet social »), qui a réuni l'ensemble des acteurs de la société civile et de la vie économique et politique du pays. À l'issue de cette réunion, une feuille de route a été établie **visant à améliorer le « bien-être économique » de la population pour les trois années à venir.**

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/bolivie/presentation-de-la-bolivie/article/presentation-2655>

## Doc 7

### **La Bolivie, pays enclavé, pays peau de chagrin**

La Bolivie fait partie, avec le Paraguay, des rares pays sans mer du continent sud-américain. Pour des États nés de la primo-mondialisation, la « méditerranéité », au sens littéral d'un pays situé au milieu des terres, est une tare difficile à supporter. Elle a des conséquences économiques indubitablement handicapantes, surtout à l'heure où le pays, à la tête de la deuxième réserve de gaz du continent, voudrait bien posséder un port pour exporter lui-même cette nouvelle richesse de son sous-sol. Elle a aussi pour effet de modeler le « territoire imaginé » par la communauté bolivienne et d'entretenir une mémoire géopolitique à vif.

Pour comprendre ces deux points, il faut se rappeler que la Bolivie, lorsqu'elle accède à l'indépendance en 1825, n'est pas un pays sans littoral. C'est seulement à la suite d'un processus historique de démantèlement territorial tous azimuts qu'elle se retrouve ainsi en-serrée au milieu des terres. La peau de chagrin bolivienne tient en deux chiffres : celui des 2,5 millions de km<sup>2</sup> du territoire reconnu à l'indépendance et celui des quelques 1 million de km<sup>2</sup> de la superficie actuelle du pays. 53 % du pays a été perdu au cours d'un premier siècle de vie indépendante agitée. La perte du littoral en 1878 au profit du Chili n'est donc que la plus douloureuse d'une série de reculs frontaliers où les cinq voisins ont eu leur part. Plus inacceptable que les autres, cette perte a servi de cristallisateur à une mémoire géopolitique construite sur la double conviction que le pays est menacé dans sa survie et qu'il est invivable géographiquement. Les révoltes populaires d'octobre 2003, qui ont conduit à la fuite du président régulièrement élu un an auparavant, témoignent de la vigueur de cette mémoire. C'est pour refuser que le gaz soit exporté par le Chili, ennemi héréditaire depuis qu'il a « volé la mer bolivienne », que les Boliviens sont descendus dans la rue.

L'enclavement a aussi été une donnée de base qui a permis à tout un peuple de façonner son territoire imaginé, unique référence commune d'une société bolivienne divisée par biens des lignes de fractures (culturelles, sociales et régionales). Ce territoire est centré sur les Andes. Là se trouve le macizo boliviano, le massif andin et bolivien. C'est l'Altiplano, cœur de la Bolivie, fondement de son identité et de l'image qu'il propose de lui à l'étranger. On sait bien en France que la Bolivie est le pays des lamas et des paysans en ponchos anachroniques.

(...)

### **La Bolivie, un pays de faible densité incapable d'occuper ses périphéries**

Retournons au point de vue du géographe pour tenter d'analyser cette construction symbolique du territoire. Car, cet imaginaire ne répond pas seulement à des angoisses collectives de disparition et d'encerclement. Il donne sens à un mode d'occupation territoriale déterminé par des facteurs structurels contre lesquels les Boliviens se trouvaient fort démunis.

Le premier d'entre eux tient à la faible densité du pays. Avec quelque 8 habitants par kilomètre carré la Bolivie donne l'impression de nager dans des habits territoriaux trop grands pour elle. Il faut dire qu'elle ne fut pas, au contraire de ses voisins, un pays d'immigration au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle, au grand dam des élites dirigeantes qui tentèrent en vain d'attirer les étrangers européens.

L'impression de sous-peuplement est d'autant plus accusée que la répartition de la population est fort inégale. L'Altiplano assez densément occupé, surtout le long de l'axe central qui joint les trois principales villes du pays (La Paz, Cochabamba, Santa Cruz), laisse place à l'Est à des espaces nettement moins peuplés.

(...)

À ce facteur démographique s'ajoute la faiblesse de l'État bolivien. Pour prendre possession de ces terres, il faudrait pouvoir compter sur un appareil d'État efficace, capable d'organiser et d'accompagner de vastes mouvements de migration en direction des frontières intérieures du pays – comme ce fut le cas dans nombre d'autres pays. Malgré un discours volontariste, l'État bolivien fut incapable de le faire. Les seuls programmes de colonisation semi-dirigés s'établiront aux pieds des Andes, loin des espaces orientaux qui restent vides.

Le résultat de ce double processus est que la région orientale a vécu longtemps sur un mode paradoxal son intégration au pays. Marge au temps suspendu, son incorporation effective semblait impossible, tandis que peu à peu elle s'imposait dans l'imaginaire national comme la meilleure partie du pays et sa réserve d'avenir.

#### **L'arrimage récent de la frontière de l'Est**

À partir de 1985, cette construction symbolique commence à être remise en cause par une politique volontariste d'aménagement du territoire. Pour la première fois dans l'histoire de la Bolivie, le discours rémanent sur la conquête de l'Est semble devoir trouver quelques échos dans la réalité de l'organisation territoriale.

Déjà, quelque 30 ans auparavant, l'achèvement de la première route nationale avait montré à quel point les infrastructures de communication pouvaient être un levier capable de faire reculer la frontière interne. En 1954, la route La Paz – Cochabamba – Santa Cruz, allait déclencher un mouvement de fond de migrations internes en direction du piémont andin et bouleverser pour toujours la géographie du pays. La capitale orientale, Santa Cruz, qui ne disposait que de 43 000 habitants en 1950, est aujourd'hui la deuxième ville du pays, avec un million d'habitants.

*Géococonfluences*

#### Doc 8

**La Bolivie, pays du centre-ouest de l'Amérique du Sud, est délimitée au nord et à l'est par le Brésil, au sud par le Paraguay et l'Argentine, et à l'ouest par le Chili et le Pérou. Le pays est divisé en neuf départements.**

**La Bolivie peut se découper en cinq régions géographiques :** l'Altiplano, les hautes vallées, les Yungas, les forêts tropicales des basses terres et le Chaco. L'Altiplano, dont le nom signifie « haut plateau », s'étend à l'ouest, bordé par deux chaînes de montagnes andines : la Cordillère occidentale fait office de frontière naturelle entre la Bolivie et le Chili ; la Cordillère orientale, elle, sépare l'Altiplano des basses terres et des hautes vallées. Le lac Titicaca, le deuxième d'Amérique du Sud pour sa grandeur, se trouve sur l'Altiplano ; il se déverse dans le Rio Desaguadero, qui lui-même se jette dans le Poopó, un lac salé et peu profond.

**L'Altiplano est la partie du pays la plus peuplée.** C'est là que vivent la plupart des Quechuas et des Aymaras, les deux principaux peuples autochtones du pays ; les Métis y sont aussi nombreux. **Les trois villes principales sont La Paz, la plus grande ville du pays, située au nord**

**de l'Altiplano, Potosí, connue pour ses mines d'argent, et Oruro. Le climat de ce haut plateau est sec et frais : si les températures peuvent atteindre 18C le jour, elles descendent facilement au-dessous de zéro la nuit.**

Les hautes vallées, au sud-est de l'Altiplano, jouissent d'un climat tempéré : le printemps semble y régner à l'année. Elles abritent les villes de Sucre, Cochabamba et Tarija. Les Yungas (« terres chaudes »), qui se trouvent au nord-est de La Paz, constituent la démarcation entre l'Altiplano et les basses terres; on cultive dans cette région tropicale le café, la canne à sucre, la coca et des agrumes.

Les basses terres du bassin amazonien, au nord, et de l'Oriente, à l'est, sont principalement couvertes de forêts tropicales qui abritent une faune variée, notamment des cabiais – le plus gros rongeur du monde –, des paresseux, des lézards, des loutres géantes et des dauphins d'eau douce. Le climat est très chaud et très humide et les précipitations sont abondantes. Plusieurs peuples autochtones habitent les basses terres, notamment les Guaranis. Santa Cruz est la plus grande ville de l'Oriente.

Le Chaco est une région isolée du sud-est du pays; c'est une plaine aride et venteuse, qui s'étend en Argentine et au Paraguay. On y rencontre des flamands roses, des tamanoirs géants et des tapirs.

### **Survol de l'économie**

**La plupart des Boliviens des régions rurales vivent de l'agriculture.** Pomme de terre, maïs, quinoa, banane, café, blé, coca, riz, canne à sucre, haricot, manioc, carotte, orange et noix du Brésil constituent les principales cultures. La production vise essentiellement à **satisfaire aux besoins de la famille et de la communauté**, l'excédent étant vendu au **marché local**. Dans les petites villes, le jour du marché est une importante activité sociale.

Presque tout le pays étant montagneux, les Boliviens ont aménagé des petits **champs en terrasses** à flanc de montagne. Sur l'Altiplano, on entoure souvent ces champs d'une rigole remplie d'eau pour empêcher la récolte de geler par les nuits froides. Dans le département de Beni, situé dans la partie septentrionale du pays, on pratique l'**élevage de bovins**; dans le Tarija, au sud, on cultive la vigne pour la production du vin.

**Plus de 30 % des travailleurs œuvrent dans les services, 10 % travaillent dans le secteur manufacturier (textile et vêtement, notamment) ou la métallurgie et 5 % dans l'industrie minière. Le sol bolivien est riche en étain, en argent, en or, en minerai de fer, en zinc, en plomb, en antimoine, en tungstène et en cuivre. Les conditions de travail dans les mines restent dangereuses, mais des efforts sont déployés pour les améliorer. Bon nombre de travailleurs sont syndiqués.** Les deux plus grands syndicats du pays sont la Fédération bolivienne du travail et le Syndicat des enseignants.

**Bien que le coût de la vie soit très bas en Bolivie, de nombreuses familles ont peine à se procurer l'essentiel, même lorsque les deux parents travaillent. Plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté.** Certains survivent en troquant toutes sortes de produits et services ou en travaillant dans des usines ou des ateliers clandestins. **Les enfants de familles pauvres travaillent** souvent dans les villes comme cireurs de chaussures, vendeurs ambulants ou domestiques. Bien que l'**économie souterraine** procure du travail et produise des biens à faible coût, les conditions de travail peuvent y être dangereuses.

**Les femmes jouent un rôle clé dans l'économie bolivienne.** Si, dans les régions rurales, elles contribuent largement au fonctionnement des fermes, dans les villes elles sont de plus en plus nombreuses à travailler comme professionnelles ou à occuper des postes dans les affaires.

### **Langues parlées**

La langue officielle de la Bolivie est l'**espagnol** ; c'est la langue des affaires et de l'enseignement. La plupart des hispanophones connaissent aussi une **langue autochtone** et plus de 55 % de la population parle soit quechua, soit aymara.

Avant la conquête inca, qui fit se répandre le quechua, l'aymara était la langue dominante du pays. À l'origine, ni le quechua ni l'aymara ne s'écrivaient ; aujourd'hui, l'une comme l'autre sont utilisées à l'écrit et il existe des journaux dans ces deux langues.

**L'aymara et le quechua se sont enrichis de mots espagnols, et inversement**, l'espagnol bolivien a emprunté nombre de termes et d'expressions aux deux langues autochtones : le mot inti, par exemple, qui signifie « soleil » en aymara et en quechua, ou le mot tata, qui veut dire « père » ou « vieillard », sont tous deux passés dans l'espagnol. Dans une ville comme Cochabamba, le quechua et l'espagnol sont très mélangés.

On parle plusieurs langues dans la partie amazonienne du pays, notamment le chiquitano, le guaraní, le chiriguano, le guayrayu et le tsimané. Certaines comptent moins d'une centaine de locuteurs et risquent donc de disparaître. **Avec chaque langue qui s'éteint, c'est une culture, une histoire et une vision du monde qui disparaissent.**

### Religions et croyances

**Environ 95 % des Boliviens sont catholiques.** Mais pour beaucoup, notamment dans les régions rurales, l'appartenance à l'Église catholique n'est pas exclusive : **il n'est pas rare en effet que des catholiques rendent aussi un culte aux dieux et déesses autochtones.**

(...)

**Nombreux sont les Boliviens qui font des offrandes aux dieux et aux esprits.** Les esprits malins, en particulier, sont facilement contrariés et il convient de les apaiser si on veut conserver santé et prospérité. Pour s'en protéger, on porte aussi des amulettes et des talismans ; les images de Pachamama, la déesse de la Terre, sont réputées très bénéfiques. Et comme Pachamama engendre les récoltes, on lui fait offrande de boissons alcoolisées, de coca ou de nourriture, principalement avant les semailles.

La Constitution bolivienne garantit la liberté de culte. Le pays compte de petites communautés bahaïes et juives, de même que de nombreuses sectes protestantes : Mennonites, Mormons, Témoins de Jéhovah, Adventistes du septième jour, parmi d'autres.

(...)

### Histoire

Les premiers habitants de la Bolivie appartenaient à la culture Tiahuanaco, apparue il y a plus de 2000 ans et dont on trouve des vestiges près du lac Titicaca. La civilisation Tiahuanaco commença à s'affaiblir vers le XIII<sup>e</sup> siècle. Au XV<sup>e</sup> siècle, les Incas, un peuple quechua qui venait du nord (du Pérou d'aujourd'hui) s'emparèrent de l'Altiplano, donnant naissance à une multitude de petites collectivités nommées ayllus, dont certaines existent encore de nos jours.

En 1538, les Espagnols conquièrent l'Empire inca. Ils forcèrent les peuples autochtones à travailler dans les mines d'argent du pays et firent également venir des Africains comme esclaves. Les Autochtones, menés par Tupac Amarú, se révoltèrent en 1780 contre les colons espagnols, mais le soulèvement fut maté.

En 1809, les Boliviens, sous la direction de Pedro Domingo Murillo, formèrent un gouvernement et déclarèrent la guerre aux occupants espagnols. Malgré l'exécution de Murillo, ils poursuivirent leur lutte. En 1824 et 1825, Simón Bolívar et Antonio José de Sucre remportèrent des batailles décisives au Pérou et en Bolivie, et la Bolivie devint une république indépendante, avec Antonio José de Sucre comme premier président. De nombreuses dictatures militaires se succédèrent, jusqu'à ce qu'en 1883 un parti civil prit le pouvoir et inaugurât un

demi-siècle de gouvernement non militaire.

À cette époque, la Bolivie et le Chili se disputaient des terres de la côte pacifique riches en nitrates. En 1879, le conflit dégénéra en ce qui fut nommé la guerre du Pacifique : la Bolivie y perdit son unique accès à l'océan. La guerre du Chaco (1932-1935), qui mit aux prises la Bolivie et le Paraguay, eut elle aussi pour enjeu la possession de ressources naturelles. Au sortir de cette guerre, la Bolivie avait perdu une autre partie de son territoire et les militaires boliviens renversèrent le gouvernement civil et reprirent le pouvoir.

Dans les années 1940, un nouveau parti vit le jour : le M.N.R. (Mouvement nationaliste révolutionnaire) qui se donnait comme première mission de nationaliser les mines d'argent du pays. En 1952, le M.N.R. prit le contrôle de l'État, nationalisa les mines et appliqua toute une série d'autres mesures économiques et sociales, dont une réforme du système d'éducation et l'instauration du suffrage universel. En vertu de la loi sur la réforme agraire, promulguée en 1953, de nombreuses terres furent confisquées à leurs propriétaires et redistribuées aux Autochtones. Ces mesures ont transformé la vie de très nombreux Boliviens.

Le M.N.R. perdit le pouvoir en 1964. Les années 60 et 70 furent marquées par de nombreux coups d'État qui forcèrent à l'exil des milliers de citoyens. Ce n'est qu'au milieu des années 80 que la démocratie revint et d'importantes réformes économiques furent entreprises. Si la situation économique s'est grandement améliorée au cours des années 90, la Bolivie demeure l'un des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud. Sous le président actuel, Hugo Banzer Suárez, le gouvernement a comme objectif de privatiser les sociétés publiques, d'attirer les investisseurs étrangers et d'améliorer le système d'éducation.

Centre Anti-Racism, Multiculturalism and Native Issues (AMNI), Faculté de travail social, Université de Toronto

<http://agora.qc.ca/dossiers/Bolivie>

## Doc 9

1544	Découverte des mines d'argent de Potosi.
1555	Potosi, décrétée ville impériale par Charles Quint.
Moitié du 18 <sup>e</sup>	Déclin de l'exploitation des mines d'argent de Potosi.
1781	Immense révolte indienne. Sièges de La Paz par Tupac Katavi.
1809	Appel à la révolte de Pedro Domingo Murillo.
1810 - 1820	Guérilla rurale contre les troupes espagnoles.
1824	Victoire décisive du maréchal Sucre à Ayacucho.
1825	Création de la république de Bolivar (ex- Haut pérou).
1879 - 1883	Guerre du Pacifique. La Bolivie perd définitivement son accès à la mer.
1901	Guerre de l'Accre avec le Brésil. La Bolivie perd une grande partie de son territoire.
Début 20 <sup>e</sup>	L'exploitation de l'étain remplace celle de l'argent.
1932 - 1935	Guerre du Chaco avec le Paraguay. La Bolivie perd 200 000 km <sup>2</sup> .
1946	Renversement de Gualberto Villarroel, un militaire progressiste qui voulait s'attaquer au pouvoir des propriétaires de mines. Il est pendu à un réverbère.
1952	Révolution ouvrière et paysanne.
1964	Coup d'état militaire du général Barrientos.
1967	Mort d'Ernesto "Che" Guevara, dans le sud du pays.
1971	Création d'une "Assemblée du Peuple" courte période de pouvoir de la gauche. Coup d'état mené par le général Meza.
1978	Une grève de la faim déclenchée par deux femmes de mineurs, met fin à la dictature.

1979	Première élection d'une femme à la présidence de la république, Lydia G. Tejada.
1980	Nouveau coup d'état sanglant mené par le général Meza.
1982	Retour à la démocratie avec le gouvernement de gauche d'Hernan Siles Zuazo.
1985	Paz Estensoro, leader historique de la révolution de 1952, revient au pouvoir.
1986	Marche des mineurs sur La Paz stoppée par l'armée.
1989	Election du président Jaime Paz Zamora.
1993	Election de Gonzalo Sanchez de Lozada et de Victor Hugo Cardenas, premier vice-président indien du continent.
1997	Election à la présidence du général Hugo Banzer Suarez, déjà au pouvoir entre 1971 et 1978 et que ses opposants continuent d'appeler "le dictateur"
1998	Tremblement de terre qui raye de la carte les villes de Mizque et Totora. Bilan 250 morts.
Octobre 2003	Evo Morales prend la tête d'une révolte contre le président libéral Gonzalo Sanchez de Lozada, qui la réprime dans le sang (80 morts).
18 dec 2005	Evo Morales est élu président de la république dès le premier tour avec 53,72 % des voix.

<http://www.abc-latina.com/bolivie/histoire.htm>

### Doc 10

Avant la colonisation européenne, le territoire bolivien appartenait à l'Empire Inca, plus grand « État » de l'Amérique précolombienne. L'Empire espagnol a conquis la région au XVI<sup>e</sup> siècle. Pendant la période coloniale espagnole, la région s'appelle « Haut-Pérou » ou « Charcas ». Après avoir déclaré son indépendance en 1809, la Bolivie a vécu 16 années de guerre, avant la mise en place de la République, tirée du nom de Simón Bolívar qui rédigea lui-même la constitution en 1825. Officiellement créée en 1825, la Bolivie s'est heurtée immédiatement aux ambitions de ses voisins, avec lesquels elle est entrée en guerre à plusieurs reprises. Les conflits avec le Brésil (1860, 1903) lui ont fait perdre la moitié de son territoire, la guerre contre le Chili (1879) l'a privée de son accès à la mer et elle a dû céder le sud du pays à l'Argentine et au Paraguay (guerre du Chaco de 1932-1935).

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, un renouvellement du paysage politique s'est opéré avec le mouvement nationaliste révolutionnaire (Movimiento Nacionalista Revolucionario), créé en 1941 et qui allait jouer un rôle-pivot dans la vie politique du pays jusque dans les années 1960. Malgré l'opposition de l'armée, il accède au pouvoir en 1952, octroie le suffrage universel, engage sous la pression paysanne une réforme agraire en 1953 et nationalise, moyennant de fortes indemnisations, les mines des trois principaux « barons de l'étain » du pays. Sa politique interventionniste s'infléchit progressivement et s'ouvre à l'influence des États-Unis. Entre 1963 et 1982, les militaires occupent le devant de la scène, souvent à la faveur de nombreux coups d'Etat. À partir des années 1990, une nouvelle figure politique émerge en la personne d'Evo Morales par la voie du syndicalisme agricole (il dirige sans interruption depuis le milieu des années 1990 le mouvement des cultivateurs de la feuille de coca). Elu député en 1997, le parti qu'il a créé, le Mouvement vers le socialisme (MAS), devient le premier parti d'opposition au Congrès en 2002. Evo Morales arrive la même année en seconde position à l'élection présidentielle. Il devient en 2006 le premier président de la République de Bolivie issu d'une communauté indigène.

### Doc 11

**En 1879, la Bolivie a perdu 120 000 km<sup>2</sup> et 400 km de côtes.**

Hier, les festivités du Jour national de la mer en Bolivie ont battu leur plein. Cette fête patrio-

tique en présence d'Evo Morales et de milliers de Boliviens n'a pas eu seulement pour but de commémorer la Guerre du Pacifique (1879-1884) *durant laquelle le pays a perdu son littoral*. Ce fut l'occasion pour le Président de faire le point sur l'avancement des revendications maritimes qu'il mène au nom du pays.

Le 14 février 1879, le Chili a pris possession des villes d'Antofagasta, Atacama, Calama, Tocopilla, Blanket et Mejillones, après avoir mis fin à la résistance du colonel Eduardo Abaroa, l'un des grands héros de Bolivie.

La Bolivie a alors perdu 120 000 km<sup>2</sup> et 400 km de côtes, une portion de territoire que la Bolivie réclame au Chili depuis le XIXe siècle, alors que le Traité de 1904 définit les limites entre les deux États. Aujourd'hui encore, la Bolivie demande au Chili un « accès souverain » à l'océan Pacifique. Ce vendredi 23 mars, Evo Morales a déclaré dans son discours que la Bolivie était un pays pacifiste et que donc, les revendications maritimes du pays passeraient devant un tribunal international. « Il s'agit d'un travail de longue haleine, qui nécessite du temps »

Le Sénateur Fidel Surco (du parti MAS), a quant à lui déclaré : « En tant que peuple bolivien, nous avons fait part aux autorités chiliennes de nos revendications maritimes. Des rencontres internationales ont eu lieu entre le Chili et la Bolivie. En 2011, nous avons remis aux autorités chiliennes une proposition concrète concernant l'utilité d'un accès à la mer pour la Bolivie. Malheureusement, le Chili a rejeté notre proposition. »

**La Bolivie est l'un des deux seuls pays d'Amérique latine privé d'accès à la mer.** À l'échelle mondiale, 42 pays n'ont pas de littoral, dont trente comptent parmi les moins développés. Historiquement, **la position de ces pays est considérée comme désavantageuse car ils ne peuvent miser sur l'exploitation des ressources marines, ni sur le transport maritime dans le cadre de leurs relations commerciales.**

*La Libre*

## Doc 12

Après une histoire remplie d'horreurs et une suite ininterrompue de dictatures, il semble que la Bolivie s'achemine maintenant vers la démocratie, mais au cours de cette période de transition l'infrastructure nécessaire à son application n'apparaît pas encore tout à fait au point. Les peuples amérindiens qui habitent la Bolivie ruent dans les brancards depuis 1992, notamment lors de grandes manifestations dénonçant la commémoration du 500<sup>e</sup> anniversaire de la découverte de Christophe Colomb (1492). Les protestations ont pris de l'ampleur dans les années 2000 lors des luttes des mouvements sociaux et autochtones contre les politiques de privatisation des richesses naturelles.

Même si la Bolivie s'est dotée, en août 2001, d'un président « indigéniste » en la personne de Jorge Quiroga Ramírez (qui ignorait le quechua et l'aymara, mais connaissait l'anglais), les défenseurs des droits de l'homme se font harceler et emprisonner dans le pays. De plus, selon un rapport de l'ONU, de nombreux autochtones furent « victimes de pratiques esclavagistes, allant de l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants au travail servile, voire même au servage ».

En août 2002, Gonzalo Sánchez de Lozada devenait le nouveau président... jusqu'en octobre 2003, alors que les protestations de la majorité autochtone ont littéralement explosé, mais les réformes du gouvernement parurent trop timides. Carlos Diego Mesa Gisbert devint président de la Bolivie, ce qui n'a pas empêché deux partis politiques de prendre de l'expansion : le Movimiento al Socialismo (« Mouvement vers le socialisme » ou MIP) et le Movimiento Indígena Popular (« Mouvement indigène populaire » ou MAS). Le MIP, fondé en 2000, prônait la création d'un État pour les Aymaras. En 2004, les principales organisations amérindiennes et paysannes du pays créèrent un « Pacte de l'unité » (Pacto de Unidad) afin de faire front commun. Puis elles exigèrent la tenue d'une assemblée constituante afin de récrire la Constitution de 1967. Une nouvelle crise

politique aboutit à la démission du président Mesa. Le Congrès trouva un successeur acceptable, et l'armée n'est pas intervenue et les institutions ont tenu le coup.

### **L'État plurinational d'Evo Morales**

En décembre 2005, Evo Morales, un Amérindien aymara, chef du MAS (« Movimiento al Socialismo » : « Mouvement vers le socialisme »), a été élu à la présidence de la Bolivie, une première dans un pays où près de 70 % de la population est indigène. C'était aussi un tournant vers la gauche, une véritable rupture politique qui s'est dessinée pour la Bolivie, au grand dam des 20 % de Boliviens qui se partageaient la moitié du revenu national, regroupés au cœur de La Paz et dans les provinces de l'Est. Evo Morales avait pour objectif de mettre fin à « l'État colonial » et aux privilèges des firmes multinationales; il s'opposait à l'impérialisme américain et se voulait le porte-parole des populations défavorisées (c'est-à-dire non blanches). À cet égard, il se rangeait aux côtés du Métis Hugo Chávez, président du Venezuela. Le nouveau président voulait aussi nationaliser les hydrocarbures et renégocier tous les contrats des entreprises étrangères dans un délai de 180 jours: l'État devait être propriétaire de toutes les ressources naturelles, y compris à la bouche du puits, et en contrôler la production et la commercialisation.

Le gouvernement bolivien d'Evo Morales a préparé une nouvelle constitution, qui accorde des droits aux indigènes et fait du quechua et de l'aymara, en plus d'autres langues, des langues officielles en Bolivie, à côté de l'espagnol (castillan). La nouvelle Constitution a été présentée aux électeurs et fut approuvée le 15 janvier 2009 à l'occasion d'un référendum. En fait, la Constitution de 2009 pose les bases de la reconstruction démocratique et sociale du pays, en reconnaissant les nations autochtones (ou indigènes), l'autonomie départementale, le contrôle sur les ressources naturelles, le renouvellement des institutions de l'État au sein d'un pluralisme juridique, politique, culturel et linguistique.

En même temps, le mouvement autochtone réclamait la mise en place d'un « État plurinational » (« Estado Plurinacional ») reconnaissant le droit à l'autodétermination de tous les peuples autochtones et des descendants d'Africains à l'intérieur du territoire bolivien. Le Pacto de Unidad, ou Pacte de l'unité, une coalition des principales organisations autochtones et paysannes, présentait sa politique visant à transformer radicalement l'État-nation bolivien. L'octroi du statut de « nation » aux peuples autochtones était réclamé pour permettre la restitution des territoires ancestraux, l'autogouvernance sur ces territoires, et le pluralisme juridique, politique, culturel et linguistique.

(...)

Le Pacto de Unidad demandait que 35 langues soient reconnues comme langues officielles de l'État bolivien, soit 34 langues indigènes en plus de l'espagnol, et que l'État protège et favorise le développement de ces langues dans les régions et territoires où elles sont parlées par la majorité. L'une des revendications importantes concernait le « pluralisme juridique » : il s'agissait de reconnaître différents systèmes de justice « communautaire indigène » dont le statut devait être égal à celui de la justice « ordinaire ». Il fallait harmoniser les champs de juridiction et des mécanismes de coordination entre ces deux types de justice, mais pour les autochtones il était nécessaire de mettre fin aux siècles de discrimination en matière d'accès à la justice et de traitement égal devant la loi. Pour rendre accessible à tous l'État bolivien plurinational, les fonctionnaires devraient en principe apprendre l'aymara, le quechua ou le guarani.

Cette nouvelle ouverture aux peuples indigènes ne pouvait que heurter l'élite traditionnelle qui croyait depuis l'indépendance qu'il fallait assimiler la population autochtone à la société dominante des Métis au moyen de son intégration dans des organisations de type syndical et par l'octroi de droits politiques modernes. Pour les autochtones, le nouveau discours d'autonomie culturelle et politique ne pouvait qu'impliquer un partage du pouvoir et de nouvelles règles du jeu. Pour Washington, Evo Morales a rejoint le clan des dirigeants sud-américains hostiles à son endroit, tels le Vénézuélien Hugo Chavez et l'Équatorien Rafaël Correa, sans parler du Cubain Fidel Castro. Pour beaucoup de Boliviens, Morales est un champion de la cause autochtone et sa popularité

ne se dément pas (avec 65 % d'opinions favorables, selon les sondages), mais l'opposition à son endroit demeure vive dans la région de Media Luna, qui comprend les départements de Santa Cruz, de Tarija, de Beni et de Pando, là où se trouvent les principales ressources naturelles du pays. En fait, le président Morales s'est mis à dos les « Q'aras », l'élite blanche longtemps au pouvoir. Fait à signaler, le président Morales ne parle ni l'aymara de sa région d'origine, ni le quechua de sa région d'adoption.

Enfin, compte tenu que la Bolivie est située sur la planète Terre, les droits énumérés et reconnus chez les indigènes peuvent se heurter à des difficultés d'application, notamment au sujet des grandes compagnies pétrolières qui ont obtenu de nouvelles concessions sur les terres ancestrales de l'Est bolivien. En mai 2006, la « nationalisation » promise des hydrocarbures s'est finalement traduite par une renégociation des contrats avec les entreprises pétrolières étrangères. Selon la législation bolivienne, les grandes compagnies transnationales ont le droit d'exploiter les ressources dans la mesure où celles-ci font partie d'accords ponctuels avec les indigènes. Or, il est relativement facile pour ces firmes de manipuler les indigènes, ce qui a pour effet d'annuler les droits ancestraux inscrits dans la Constitution. De plus, la législation ne prévoit aucun mécanisme permettant aux citoyens de recourir devant des organismes indépendants s'ils sont spoliés de leurs droits. Par ailleurs, les autonomies prévues ne sont pas dotées de ressources financières adéquates, avec le résultat qu'elles peuvent être facilement réduites à l'impuissance. En février 2007, Evo Morales a renvoyé son ministre de l'Éducation (Félix Patzi), qui soutenait une réforme de l'éducation en mettant l'accent sur les langues indigènes au détriment de l'espagnol. C'était là une façon pour le président Morales de prendre ses distances avec le mouvement indigéniste radical. C'est pourquoi, malgré de grandes avancées, beaucoup d'indigènes sont déçus. Cependant, en 2012, le président Morales a promulgué la Loi des droits et des politiques linguistiques (Ley de Derechos y Políticas Lingüísticas), qui reconnaît officiellement toutes les langues employées sur le territoire national, un total de 36, et le droit des communautés indigènes de recevoir un enseignement dans leur langue maternelle.

(...) La Bolivie demeure un pays déchiré. L'élection d'Evo Morales aurait accru les tensions entre la majorité indienne pauvre et la minorité blanche riche. Les autonomies régionales auraient accentué les divergences entre la région de l'Est appelée la « Demi-Lune » (région « Media-Lune »), c'est-à-dire la région métisse et blanche formée des départements amazoniens du Beni, du Pando, de Santa Cruz et du Tarija, et la région de l'Ouest, la Bolivie andine, aymara et quechua. Tandis que les pauvres n'ont pas davantage de pain, les riches n'ont plus la paix et empêcheraient Evo Morales de gouverner. Depuis des décennies, les communautés indigènes demandent la démarcation de leurs territoires, mais les titres de propriété ne sont que partiellement attribués, et 80 % des terres sont restées aux mains des héritiers des grands propriétaires. Des hommes armés au service des propriétaires terriens rendent le travail parfois impossible aux fonctionnaires du gouvernement. Néanmoins, la majorité des communautés disposent d'un titre de propriété collectif sur leurs terres, bien que la bataille ne soit pas gagnée pour autant. La Bolivie demeure toujours aux bords de l'éclatement; les menaces séparatistes des provinces riches sont toujours présentes. (...)

<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/amsudant/bolivie.htm>

### Doc 13

#### La Population Bolivienne

Comme dans bien d'autres pays d'Amérique Latine, l'arrivée des colons espagnols a engendré, avec le temps, un certain nombre **de métissages de population et de mélanges** d'influences. Cela a abouti à la grande **diversité ethnique** que le pays connaît aujourd'hui.

La Bolivie est, avec le Pérou, l'un des pays d'Amérique du Sud qui comprend la plus **grande proportion de population indigène** : 60 % sont ou Quechua, ou Aymara.

Depuis les années 70 et 80, ces populations se sont fortement organisées pour revendiquer leurs

droits (l'abolition de l'esclavage ne date que de la révolution de 1952...).

Malgré la forte présence indigène, une **élite blanche** héritée de la colonie espagnole a toujours la mainmise sur les affaires du pays. L'arrivée au pouvoir d'**Evo Morales, premier Président indigène** de la Bolivie et en Amérique Latine, a, dans une certaine mesure, modifié ce statu quo ; une nouvelle orientation politique est proposée au pays. Malgré tout, le monde des finances et du commerce reste la chasse gardée de la minorité blanche.

Entre ces deux opposés, on trouve une infime minorité de population noire africaine, descendants des esclaves amenés d'Afrique, des émigrés asiatiques (surtout chinois), et certains groupes d'Européens émigrés après la Seconde Guerre mondiale (allemands, autrichiens et italiens), ainsi que des métisses, issus du mélange de ces différents groupes.

**Cette diversité ethnique et culturelle est une grande richesse** : les métissages culturels (danses, arts, gastronomie, littérature, artisanat) traduisent une identité plurielle et en mouvement permanent. Et à la fois, elle représente une grande fragilité pour le pays, où les blocages et les conflits sociaux et économiques se succèdent et se multiplient.

<http://www.antipode-bolivia.com/la-population-bolivienne-passion-bolivia-fr>

#### Doc 14

La population bolivienne est majoritairement d'origine indigène avec 69 % de la population totale. On compte ensuite 22,5 % de Métis ou Mestizos (ou parfois Cholos) et environ 5 % de Blancs, principalement d'origine espagnole, voire portugaise, mais il y a aussi des individus d'origine allemande, autrichienne, grecque, américaine, britannique ou irlandaise, italienne, russe, etc. En Bolivie, les termes « Blanc » et « Cholo » réfèrent à de nombreuses significations et toutes sortes d'implications sociales. Ainsi, « Blanc » désigne davantage un statut socio-économique que la couleur réelle de la peau ; « Cholo » n'est plus l'équivalent de « Métis », car il désigne maintenant des Métis bilingues (d'origines indigène et blanche ou « pure indigène ») qui ont avancé dans l'échelle socio-économique. On compte donc parmi ces « Blancs » des Asiatiques, généralement des Japonais et des Chinois. Il existe aussi une petite communauté d'Afro-Boliviens (1,1 %), des descendants des esclaves africains, qui parlent tous l'espagnol.

Tous les Boliviens métis, d'origine espagnole de l'époque coloniale ou d'origine latino-américaine (Pérou, Argentine, Chili, Colombie, etc.) parlent l'espagnol (souvent appelé castillan) comme langue maternelle. Les autres parlent le portugais, l'allemand ou le Plautdietsch, le japonais ou le chinois mandarin, l'anglais, l'italien, le russe ou le grec.

#### Les indigènes

Les indigènes sont majoritaires en Bolivie. Ils représentent 69 % de la population. Parmi ceux-ci, 30 % sont des Quechuas et 25 % des Aymaras. Les autres groupes indigènes sont des Chiquitano, des Guaranis, des Arawaks, des Ignaciano, des Chimané, des Movima, des Trinitario, des Itonama, des Tanaca, etc. Le tableau qui suit ne présente que les communautés comptant plus de 2 000 membres.

La Bolivie est un pays multilingue avec une bonne quarantaine de langues, presque toutes amérindiennes. Quelque 43 % des Boliviens parlent l'espagnol comme langue maternelle. Presque toutes les autres langues appartiennent aux langues amérindiennes, mais la plupart, sauf quelques-unes, ne comptent que fort peu de locuteurs.

<http://www.tfq.ulaval.ca/axl/amsudant/bolivie.htm>

Peuples et langues de Bolivie  
(...)

Le pays est officiellement reconnu comme **plurinational** par la Constitution de 2009 : les minorités ethniques sont nombreuses, 27 selon les dires du président Morales (Aymara, Quechua, Moxo, Guarani, Chiquito, Pano, Chipaya, Arauco, Chapacura...).

Leur existence pose souvent problème aux dirigeants : les revendications d'un traitement différencié, d'un droit d'autogestion, de la reconnaissance d'un appareil judiciaire parallèle sont courantes, et cela va même jusqu'à des remous séparatistes qui secouent fréquemment la scène politique nationale.

Retour sur la situation délicate d'un pays tiraillé par la force centrifuge de son incroyable diversité.

La construction sociale qui rend possible la prise de conscience d'une identité ethnique, puis la revendication d'une spécificité culturelle, et donc par conséquent politique, voit ses débuts dans les années 1970/1980. Surgissant du ressentiment ethnique, social, économique, politique et historique de la domination de l'élite coloniale blanche et européenne, **les indigènes commencent à s'organiser pour revendiquer la reconnaissance et la revalorisation de leur culture.**

**Ils se basent sur une réappropriation de leur histoire et des peuples dont ils sont les héritiers, malgré la chute démographique, sociale et morale qu'a représentée la colonisation.**

Le peuple Aymara est un des plus organisés et un des plus vindicatifs du continent. Les syndicats et représentants de communautés rurales aymara sont redoutés pour leur intransigeance et leur capacité à mobiliser des masses en cas de conflit (rappelons que El Alto est principalement peuplé de migrants ruraux aymara, qui sont donc à deux pas des institutions politiques du pays).

En Amazonie, l'isolement en terme de communication et de transport d'un certain nombre de villages a permis la conservation de leur identité culturelle et de leur organisation sociale propre. Plus encore que les peuples andins, les spécificités sociales et culturelles des différents groupes humains peuplant l'Amazonie restent relativement intactes.

**L'un des grands dangers qui pèsent sur ces peuples sont les projets d'extraction d'hydrocarbures, ou, comme récemment, des projets de construction de route à très fort trafic**, par exemple entre le Brésil et Santa Cruz. Ce projet aurait détruit toute une partie des territoires indigènes ; mais de fortes manifestations, une véritable solidarité nationale entre peuples indigènes (les aymaras ont manifesté en solidarité aux peuples amazoniens), ainsi que des appels à des alliés internationaux, etc. ont réussi à mettre un stop à ce projet.

Cela montre bien la **force d'organisation des populations indigènes en Bolivie particulièrement.**

**L'arrivée au pouvoir d'Evo Morales a été extrêmement forte au niveau symbolique.** Un cultivateur de coca, issu de la culture et de la tradition andine, est arrivé au sommet d'un Etat hérité de la colonie ; c'est une véritable reconnaissance pour toutes les personnes qui pratiquent le rituel d'offrande à la Pachamama, qui mâchent de la feuille de coca, et reconnaissent le pouvoir des Apus autant que celui de la Vierge Marie.

**Le mépris intrinsèque que représentait la domination l'élite coloniale dans toutes les sphères (économique, sociale, ET politique) recule d'un pas, et l'héritage préhispanique est réhabilité.** Morales reconnaît d'ailleurs le caractère plurinational de l'Etat bolivien,

les différents peuples et leurs cultures comme une richesse de la Bolivie, mettant le doigt sur un aspect que l'élite blanche préférerait oublier, se baignant de l'illusion d'être elle-même un pays européen.

Malgré tout, l'égalité supposée entre Boliviens de différentes origines ethniques reste une déclaration de bonnes intentions, réelle uniquement sur le papier, du fait de la discrimination, du racisme et de la très inégale répartition des richesses qui perdurent en Bolivie jusqu'à l'heure d'aujourd'hui.

<http://www.antipode-bolivia.com/peuples-et-langues-de-bolivia-passion-bolivia-fr>

**Doc 16**

La Bolivie compte un peu plus de 9 millions d'habitants pour une superficie de 1,1 millions de km<sup>2</sup>. (...) La pression sur la ressource en eau n'en est pas moins importante, chacun des usagers participant à sa pollution ou à sa surexploitation.

Les conditions climatiques dans le pays sont très diverses et la quantité d'eau disponible est très inégalement répartie.

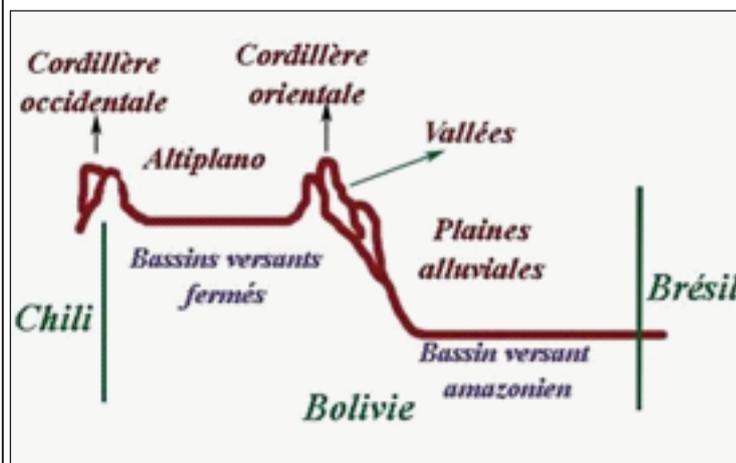
Du bassin amazonien à l'Altiplano, on passe de quelques centaines de mètres à 4 000 mètres d'altitude. Les modes de vie, les activités et le rapport à l'eau changent d'autant. Mais, le lien entre eau et pauvreté est toujours assez étroit. Sur près de la moitié du territoire, l'eau est en quantité insuffisante.

**Bassins versants de Bolivie**

La diversité de la Bolivie est avant tout une diversité d'altitudes. On distingue habituellement quatre zones : les cordillères, l'Altiplano, les vallées et les plaines alluviales. 60 % du pays est situé à une altitude inférieure à 500 m tandis que 25 % est au-dessus de 2 500 m.

Cette diversité se traduit bien entendu sur le climat, sur la faune et la flore, les modes de vie...

On distingue trois grands bassins versants : - le premier est composé des cordillères et de l'Altiplano, à l'ouest de la Bolivie. C'est un bassin versant fermé, c'est-à-dire sans exutoire jusqu'à l'océan. Les précipitations y ruissellent jusqu'au lac Titicaca, au lac Popo ou bien aux salars (grande étendue de sel couvert d'une dizaine de centimètre d'eau pendant la saison des pluies) situés au sud-ouest du pays. - le second, au sud-est de la Bolivie, alimente le Rio de la Plata qui s'écoule en direction de Buenos Aires après avoir traversé le Paraguay - le troisième, le plus important en superficie puisqu'il couvre 66 % du pays, est celui de l'Amazonie. Les cours d'eau principaux y sont le Béni, le Mamoré, et l'Itenez, à la frontière avec le Brésil. Il couvre le centre, le nord et l'ouest du pays.



Cette division en trois grands bassins versants reste très générale.

Le schéma ci-contre représente le profil de la Bolivie d'est en ouest. On y distingue les trois grandes régions : cordillères, altiplano, vallées et basses plaines. Les paysages y sont aussi diversifiés que l'altitude. Glaciers sur la cordillère, végétation basse et paysage sec sur l'Altiplano, forêt tropicale dans les vallées qui sont souvent très abruptes et où l'on trouve cascades, cultures en

terrasses... et enfin plaines cultivées ou bien jungle au nord et à l'est dans les basses plaines.

#### Le climat

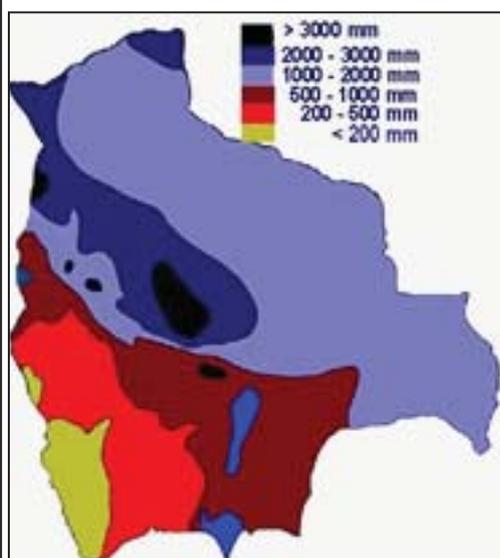
Les précipitations moyennes en Bolivie sont d'environ 1 400 mm. Le maximum de précipitations est enregistré dans le Chaparé, au centre du pays, avec plus de 5 000 mm par an.

Le bassin versant amazonien est le plus arrosé tandis que le bassin de l'Altiplano l'est le moins.

La pluie n'est pas répartie non plus de manière uniforme au cours de l'année. La saison des pluies s'étend principalement de décembre à mars. Ces 4 mois représentent de 60 à 80 % des précipitations annuelles. De mai à août, il ne tombe pas une goutte.

Enfin, d'année en année, les pluies sont très différentes, et le débit des cours d'eau comme le niveau d'eau dans les lacs varie beaucoup.

#### Les eaux souterraines



Les nappes phréatiques de Bolivie sont très importantes puisqu'elles sont souvent utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'irrigation. Par exemple, la ville de Santa Cruz utilise quasi exclusivement des puits pour aller chercher l'eau distribuée aux habitants.

Certaines nappes sont surexploitées, ce qui pose parfois des problèmes entre les différents utilisateurs. C'est par exemple le cas à Cochabamba. (...)

Au sud de l'Altiplano, qui est la région qui dispose du moins d'eau, où certaines années connaissent la sécheresse, les réserves en eaux souterraines sont relativement importantes. Cependant, ce sont des nappes captives, non renouvelables. Elles sont en effet emprisonnées sous une couche de roche imperméable et

l'eau ne peut pas donc pas s'infiltrer et les remplir.

#### Usages

Les usages de l'eau peuvent être classés en deux catégories. D'une part ceux qui consomment réellement l'eau (Usages domestiques, irrigation, activités industrielles, minières et pétrolières) et ceux qui ne la consomment pas (hydroélectricité, pêche, transport, usages récréatifs et touristiques, et écosystèmes).

L'**irrigation** représente 80 % de la consommation bolivienne.

Un peu moins de 220 000 personnes utilisent l'irrigation, pour apporter de l'eau sur plus de 220 000 hectares. Parmi ces agriculteurs, on trouve des familles qui cultivent un petit bout de terrain pour ses besoins de base, ou de grandes exploitations de plus de 500 hectares. Les exploitations de plus de 100 ha consomment à peu près autant d'eau que celles de moins de 100 ha. Plus d'un tiers de la consommation d'eau pour l'irrigation se fait dans le département de Cochabamba.

Hormis dans ce département où l'eau provient en majorité de puits, l'eau d'irrigation est principalement captée dans les cours d'eau.

Les rendements des systèmes d'irrigation traditionnels varient entre 18 et 30 %, ceux des systèmes améliorés entre 35 et 50 %. Beaucoup d'eau prélevée dans les nappes ou les cours d'eau s'évapore ainsi sans avoir été utilisée. Outre ce gaspillage qui rend les besoins de l'agriculture si importants, ce phénomène pose un problème de salinisation des sols.

Généralement, l'eau d'irrigation est gratuite. Les agriculteurs exploitants de petites propriétés sont souvent très pauvres et ne pourraient pas payer cette eau. Cependant, cette gratuité n'incite pas aux économies.

(...)

[http://www.eaudela.org/pages/print-menu-Eau-s\\_menu--test-1-lien-bolivieminesexemples.html](http://www.eaudela.org/pages/print-menu-Eau-s_menu--test-1-lien-bolivieminesexemples.html)

## Doc 17

L'égalité hommes-femmes : un sujet encore et toujours d'actualité et la Bolivie ne fait pas exception à la règle. Dans la province de Cercado, le Comité d'intégration des organisations économiques paysannes de Cochabamba (CIOEC) a mis en place un programme de formation sur l'égalité des sexes. En avril dernier s'est tenu le premier atelier : adressé uniquement aux femmes, il a été entièrement consacré à la notion d'estime de soi.

Susana Wilma Gamboa Perez est coordinatrice de projets et chargée de la promotion de l'égalité des genres au sein de CIOEC. C'est elle qui est à l'initiative de cet atelier : « CIOEC Cochabamba regroupe l'ensemble des Organisations économiques rurales (OECA) de la province, qui sont majoritairement composées de femmes. Pourtant, le comité de direction ne compte que 2 femmes parmi ses 6 membres : une secrétaire et une assistante. » L'histoire commence lorsque Wilma, irritée par ce constat, décide de mettre en place un programme de formation pour s'attaquer au problème de représentativité et de valorisation des travailleuses.

C'est dans un hôtel à la périphérie de Cochabamba qu'a eu lieu le premier atelier de ce genre. Pendant 2 jours, 16 représentantes et associées aux organisations paysannes se sont réunies pour effectuer un atelier dit d' « intégration des femmes leaders des OECA ». Une commission regroupant des femmes dites leaders de chaque OECA a en effet été créée, afin qu'elles puissent discuter « avec transparence, démocratiquement » des sujets qui les concernent. Cette formation vise donc à renforcer la commission et à lui donner du poids. Au cours de ces 2 journées, diverses activités ont été mises en place, avec comme objectif d'aborder les concepts de respect, d'acceptation de soi, d'autoévaluation, etc. : autant d'outils nécessaires à ces femmes pour développer leur estime de soi.

Un « Pacte de confiance »

Renforcer son rôle et sa place en tant que femme au sein de la CIOEC et des organisations paysannes n'est pas une mince affaire. Plus qu'une simple volonté d'affirmer le rôle des femmes, ce type de rencontres se veut l'expression d'un véritable engagement, « pas seulement envers la CIOEC et les OECA mais envers [soi]-même », souligne Wilma. Pour officialiser cet engagement, un Pacte dit « de confiance » a été co-rédigé : chaque participante y a inscrit un mot de son choix, puis y apposé une main enduite de peinture et son prénom. Le chemin vers l'égalité des sexes est long et semé d'embûches, mais nécessaire et Frères des Hommes est fière de soutenir la CIOEC dans ce nouveau projet!

FDH.org



**Il reste encore beaucoup de chemin à faire pour que le milliard et demi de personnes sans accès à l'eau potable et les 2,6 milliards sans même accès à des latrines publiques fassent partie des humains ayant droit à une vie digne de leur nom.**

Une opinion de Ricardo Petrella, Président de l'IERPE

Ricardo Petrella

Ce 28 juillet, l'Assemblée générale des Nations unies a finalement approuvé, par 124 voix favorables, 41 abstentions et aucun vote contraire, la résolution « Le droit à l'eau potable et à l'assainissement » présentée par un groupe de 35 pays du « Sud » du monde (aucun pays de l'Union européenne n'y figure, très édifiant!).

L'initiative de la résolution a été prise par Evo Morales, président de la Bolivie, engagé depuis toujours dans la défense du droit à l'eau et de l'eau comme bien commun. L'une des premières décisions qu'il prit après son élection, fut de nommer un ministre de l'Eau et d'inscrire le droit à l'eau dans la Constitution du pays. L'idée d'une résolution des Nations unies sur le droit à l'eau fut proposée par Evo Morales à la « Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre Mère » qu'il organisa en mars 2010, dans le but d'élaborer un plan global d'action pour la sauvegarde de la vie des peuples et de la Terre Mère, face à l'échec des propositions et négociations imposées par les puissants du « Nord ».

Des trois points affirmés par la résolution, le plus important est le premier qui dit « L'Assemblée Générale déclare que le droit à l'eau potable salubre et propre est un droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et des tous les droits de l'homme ».

Le deuxième point, peu innovateur, se limite à inviter les États et les organisations internationales à fournir des ressources financières et à favoriser des transferts de technologies, dans le cadre de la coopération internationale en faveur des pays en voie de développement.

Le troisième est de nature tactique : la résolution donne son soutien aux travaux en cours du rapporteur spécial sur le droit à l'eau du Comité des droits humains des Nations unies. Le premier point suffit cependant pour considérer la résolution comme un fait historique important, un pas en avant significatif sur le chemin de l'accès à l'eau potable pour tous.

S'agissant d'une résolution non contraignante, elle n'a aucune valeur juridique. Les États et les organisations internationales n'en tirent aucune obligation. D'ailleurs ce ne serait ni la première ni la dernière fois que les États, surtout forts et grands, ignorent, voire agissent contre, les résolutions de l'Onu, même contraignantes.

Il est évident cependant que 62 ans après la Déclaration universelle des droits humains, le droit à l'eau est pour la première fois formellement reconnu par la plus importante autorité politique mondiale. Les États pourront continuer à ne pas respecter le droit à l'eau, mais désormais le principe de ce droit est introduit dans le patrimoine mondial des principes.

Le « progrès » de la civilisation humaine se fonde toujours sur l'affirmation de principes. Sans principes « constitutionnels », il n'y pas d' « Etat de droit », ni de justice, ni de liberté. On se rend compte de cette simple vérité ces derniers temps en Italie.

L'histoire démontre qu'une fois affirmés, les principes donnent aux êtres humains une grande force émancipatrice, une légitimation inaliénable, un pouvoir de lutte et de revendication qu'aucune « puissance » ne peut, à long terme, effacer ou affaiblir.

Tôt ou tard, le principe se réalisera. C'est pour cette raison que les principes font peur aux dominants. La résolution reflète encore une fois une nette division « Sud- Nord ». 33 des 35 pays signataires de la proposition proviennent du « Sud ».

Parmi les pays qui se sont abstenus, après avoir essayé durement de torpiller la résolution, figurent les USA, le Japon, le Canada, Israël, l'Australie et, bien entendu, le Royaume-Uni, auxquels s'ajoutent 15 autres pays de l'Union européenne, parmi lesquels on trouve l'Autriche, la Pologne, la République tchèque et aussi (hélas) la Suède, le Danemark, les Pays Bas.

La très grande majorité des oui vient des pays de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie (le groupe Bric : Brésil, Russie, Chine et Inde, ensemble ils représentent 2,8 milliards de personnes, a voté pour. Onze pays de l'UE seulement ont voté pour le oui, parmi eux aussi l'Italie (une surprise qui pose quelques questions) et la France (une vraie mystification).

Pas de « surprise », en revanche, pour le vote favorable de la Belgique, de l'Allemagne, de la Norvège, de l'Espagne et, en dehors de l'UE, de la Suisse. On peut constater que les dirigeants de nombreux pays du « Nord » n'aiment pas que l'on puisse, pire doive, parler de droits, en particulier des droits collectifs, fondamentaux, qui comportent une responsabilité sociale, collégiale et sont indissociables des biens communs, patrimoine de l'humanité et de la vie.

Quelles peuvent être les implications de la résolution pour l'Union européenne qui, on l'a vu, a été incapable d'exprimer une position commune ? Pour la Commission européenne, qui ces dernières années a ouvertement pris position en faveur de la marchandisation de l'eau et a exprimé, avec force, sa préférence pour l'inclusion des services hydriques parmi les services d'intérêt économique et, donc, disponibles au marché, la résolution constitue une gifle politique et morale.

La vie, lui dit l'ONU, n'est pas une marchandise. La résolution devrait inciter la Commission à abandonner son mépris croissant des droits humains et des biens communs.

Pour le Parlement européen, en revanche, qui a adopté depuis 2003 plusieurs résolutions en faveur du droit à l'eau, elle devrait le conduire à renforcer ses engagements dans cette direction. Je pense, en particulier, à la révision de la politique de l'eau envers l'Afrique, à l'exclusion des services hydriques des négociations commerciales bilatérales et OMC, à l'abandon des MBI (Market Based Instruments) comme solution clé pour la promotion du développement durable et pour la lutte contre la sécheresse, les inondations et le changement climatique au sein de l'UE.

Il reste encore beaucoup de chemin à faire pour que le milliard et demi de personnes sans accès à l'eau potable et les 2,6 milliards sans même accès à des latrines publiques fassent partie des humains ayant droit à une vie digne de leur nom.

## Doc 19

Avec ses 10 millions d'habitants, la population bolivienne est aussi variée que ses paysages. La Bolivie est un des rares pays d'Amérique latine où la population est majoritairement d'origine indienne ( $\pm 62\%$ ) ou plus exactement « amérindienne ». Les Quéchuas et les Aymaras qui habitent principalement l'Altiplano et les vallées sont les deux plus grands communautés. Dans la partie orientale vivent de nombreuses autres communautés amérindiennes comme les Chiquitanos, Guaranis, Guarayos, Chiriguanos, Chacobos, etc. Le reste de la population bolivienne est composée de métis ou Cholos

et de blancs ou Criollos descendants des Espagnols ( $\pm 10\%$ ). La population bolivienne est donc multiethnique.

La principale langue en usage est l'espagnol, héritée de l'époque coloniale. Mais la Constitution bolivienne de 2009 reconnaît 37 langues officielles dont l'Aymara, le quechua et le guarani qui sont les trois langues amérindiennes les plus en usage aujourd'hui. La multiculturalité en Bolivie a permis de développer une grande diversité d'expression dans l'art, la littérature, la musique et même la gastronomie !

OXFAM

Doc 20

Les zones rurales à population indienne étaient auparavant les plus négligées, avec un taux d'alphabétisation compris entre 23 % (pour les hommes) et 50 % (pour les femmes). Le taux d'illettrisme des zones rurales était encore plus élevé : 58 % parmi la population masculine et 70 % parmi la population féminine, contre 20 et 27 % dans les zones urbaines respectivement.

Sur le terrain, les parents et les communautés étaient la plupart du temps tenus à l'écart et exclus du cadre scolaire, et non autorisés à participer à la définition des contenus pédagogiques, entre autres. La répartition des ressources privilégiait l'enseignement primaire (41 %) par rapport au secondaire (9 %). Les universités recevaient, elles, 30 % de ces fonds et l'administration 20 %.

La loi bolivienne de 1994 sur la réforme de l'éducation doit amener de grandes évolutions qualitatives et quantitatives suivantes : 1) création d'un cadre institutionnel décentralisé et souple ; 2) participation des communautés locales au processus éducatif ; 3) rationalisation du financement du secteur de l'éducation ; 4) amélioration de la gestion des universités publiques ; 5) prise en compte de la diversité culturelle et linguistique (éducation interculturelle bilingue) ; 6) réforme des programmes de formation des enseignants et des programmes scolaires ; 7) modernisation de l'infrastructure existante et mise en place d'une infrastructure supplémentaire.

La réforme de l'éducation en Bolivie constitue un instrument à long terme (elle devrait s'étendre sur 20 ans). La nouvelle approche pédagogique (le constructivisme), qui fait du professeur traditionnel autoritaire un passeur de savoir, limite les pouvoirs de l'enseignant et doit faire part d'une attitude nouvelle, fondée sur la participation. En associant les langues et les sculptures indiennes, les réformes favoriseront une nouvelle identité bolivienne et l'édification d'une société civile plus démocratique et tolérante.

*Mathilde Alonso Pérez  
Université Lyon 2*

La situation des zones rurales ne s'est que très sensiblement améliorée. L'exode rural continue vers les trois grandes villes du pays (La Paz et sa banlieue tentaculaire d'El-Alta, Cochabamba et Santa Cruz, alors que l'agriculture n'a pas atteint un niveau de mécanisation nécessaire pour être entretenue par peu de mains... Les jeunes qui persistent à vivre dans les municipalités de taille moyenne des départements à vocation rurale, joignent les deux bouts en devenant chauffeur de taxis.

*Défis sud*

Doc 21

Dans une Amérique latine ayant majoritairement viré à gauche depuis le tournant du millénaire, c'est probablement dans la Bolivie d'Evo Morales qu'est engagé le processus de transformation sociale le plus ambitieux du continent. À l'instar d'Hugo Chavez au Venezuela ou de Rafael Correa en Equateur, et à la différence de Lula au Brésil, le nouveau président n'a cessé d'affirmer sa volonté de « rupture » avec les années néolibérales et manie un discours de la confrontation – contre ses adversaires internes, contre les puissances « impérialistes ».

Mais l'expérience bolivienne a surtout deux caractéristiques qui lui donnent une charge symbolique et une portée « refondatrice » qu'on ne retrouve pas ailleurs : d'une part, premier président indigène, Evo Morales ne s'en prend pas seulement aux injustices socioéconomiques ou au néocolonialisme des multinationales étrangères, il prétend aussi en finir avec le « colonialisme interne » de l'Etat bolivien et l'exclusion structurelle, depuis l'indépendance, de la majorité indienne du pays ; d'autre part, cette refondation n'est pas envisagée comme la mission d'un homme ou d'un groupe d'élus, mais comme la responsabilité d'un « gouvernement des mouvements sociaux » qui confère une dimension participative inédite, bien que non

dénuée d'ambiguïtés, à sa gestion des affaires publiques.

Les premières initiatives du président Morales dès son arrivée au pouvoir (...) confirment sa volonté de rupture avec la politique « traditionnelle » : réduction du salaire présidentiel et de celui des hauts fonctionnaires, augmentation du salaire minimum, « nationalisation » des hydrocarbures, lancement d'une réforme agraire, mise en place d'une Assemblée constituante. À la grande satisfaction de ses admirateurs au sein de la gauche internationaliste, le nouveau gouvernement n'a apparemment pas peur de bousculer les intérêts économiques et politiques locaux et internationaux pour se donner les moyens d'accomplir ses deux principales promesses – la « réappropriation » des ressources naturelles et la « refondation » de la nation.

Cette dynamique de changement prometteuse ne tarde cependant pas à se gripper. Dès la seconde moitié de l'année 2006, les discussions autour des règles de fonctionnement de l'Assemblée constituante s'enlisent, le démarrage des travaux est repoussé pendant plus de sept mois. Les difficultés du nouveau gouvernement ne font que commencer...

La nature chahutée du scénario bolivien, succession ininterrompue de bras de fer politiques entre le gouvernement et l'opposition dégénérant régulièrement en affrontements violents, offre d'abord une illustration saisissante de la capacité de nuisance d'une oligarchie conservatrice politiquement diminuée, mais déterminée à abuser de ses ressources institutionnelles et médiatiques pour enrayer un processus politique qu'elle juge contraire à ses intérêts.

Elle témoigne aussi de la complexité d'une entreprise de transformation sociale par la voie démocratique dans un pays où les écarts sociaux abyssaux, recoupent des discriminations ethniques pluriséculaires. Une complexité face à laquelle la dynamique interne du Mouvements vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales – coalition de mouvements sociaux et politiques hétérogènes – constitue à la fois une force et une faiblesse.

(...)

La renaissance de la contestation sociale a pour berceau la région du Chaparé, dans le Tropic de Cochabamba, où des flots de migrants – paysans andins fuyant la sécheresse de l'Altiplano et ouvriers licenciés suite aux fermetures des mines de Potosí et Oruro – sont venus grossir les rangs des cultivateurs traditionnels de coca au long des années 1980. C'est dans ce creuset atypique qu'un nouveau type de syndicalisme fait son apparition, qui combine les traditions organisationnelles des populations paysannes et le savoir-faire militant des anciens mineurs. Un syndicalisme qui se renforce dans la résistance aux politiques d'éradication de plus en plus répressives menées sous l'orientation (et avec la participation directe) de la Drug Enforcement Administration (DEA) états-unienne.

L'ampleur et le dynamisme du syndicalisme cocalero, les longues marches à travers la Bolivie et une certaine « héroïsation » de leurs confrontations avec les forces policières et militaires leur donnent progressivement un poids décisif au sein du mouvement paysan national – la CSUTCB (la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans– et font bientôt de la feuille de coca le symbole fédérateur de la résistance nationale à une élite néolibérale au service des intérêts impérialistes.

Deuxième temps fort de ce cycle de mobilisations, la « guerre de l'eau » de Cochabamba, en 2000, est gravée dans la mémoire des militants boliviens comme la première victoire populaire contre les forces politiques et économiques néolibérales. Elle met aux prises une multinationale de l'eau, « Agua del Tunari », détenue à 55 % par une filiale de la compagnie américaine Bechtel et soutenue par un gouvernement qui lui-même obéit aux préceptes de la Banque mondiale en matière de gestion de l'eau, et une population révoltée par la hausse des prix entraînée par la privatisation et décidée à bloquer la ville pour faire respecter ses droits.

Au-delà de la victoire des insurgés et de l'expulsion d'Agua del Tunari, c'est l'efficacité du

dispositif organisationnel adopté à Cochabamba qui va marquer le champ militant bolivien et inspirer bien des convergences par la suite. (...)

La « guerre de l'eau » a un effet désinhibant. Les nombreux groupes sociaux qui s'estiment victimes de discriminations socio-économiques, culturelles et politiques laissent peu à peu exploser leur mécontentement. Les années 2000 et 2001 sont rythmées par les vagues de soulèvements indigènes de l'Altiplano. Le gouvernement est régulièrement obligé d'envoyer l'armée pour briser les barrages routiers tenus par les troupes du chef aymara Felipe Quispe. Divers secteurs socioprofessionnels se radicalisent à leur tour, à l'instar des professeurs et des policiers, et lorsqu'en 2003 le gouvernement annonce sa volonté de confier à un groupe privé l'exportation du gaz naturel national via le Chili, la révolte populaire prend une envergure nationale.

La vente de gaz au rabais via l'ennemi chilien ancestral est vécue par la majorité pauvre de la population comme un nouvel épisode dans une histoire de spoliation des ressources naturelles qui n'a que trop duré. (...)

Les paysans de l'Altiplano d'abord, puis les comités de quartiers de la ville d'El Alto, les cocaleros et les mineurs enfin joignent leurs forces pour bloquer les routes qui mènent à la capitale et paralyser le pays. La répression, meurtrière et disproportionnée, qui s'abat sur les manifestants, loin de permettre au gouvernement de reprendre le contrôle de la situation, fait définitivement basculer le rapport de force en faveur des manifestants. Le 17 octobre 2003, le président Gonzalo Sanchez de Lozada fuit la capitale en hélicoptère.

Le président déchu est remplacé par son vice-président, Carlos Mesa, qui accepte de donner suite à « l'agenda d'octobre » : la nationalisation des ressources naturelles et la convocation d'une Assemblée constituante. Un référendum sur le gaz est organisé en juillet 2004, qui voit la population opter pour la récupération de la propriété des hydrocarbures par l'Etat bolivien. Mais les réticences du gouvernement à promulguer une loi sur les hydrocarbures, déjà votée par le parlement, qui prévoit un partage « 50/50 » des bénéfices et une renégociation des contrats avec les multinationales, lui aliènent le soutien du MAS et des dirigeants sociaux et replongent le pays dans la crise. Les préparatifs d'une deuxième guerre du gaz auront finalement raison du gouvernement Mesa le 6 juin 2005. La voie est libre pour le MAS d'Evo Morales...

Dans la foulée du renoncement de Carlos Mesa, le MAS fait un tabac aux élections de décembre 2005 : Evo Morales rafle 53,7 % des votes pour la présidentielle et sa formation remporte la majorité absolue à la Chambre des députés et obtient cinq départements sur neuf. Le parti d'Evo a habilement réussi à capitaliser l'effervescence sociale des mois et des années précédentes. En agissant à la fois au niveau institutionnel – Evo Morales est élu au parlement en 1997 où il défend ardemment la cause des cocaleros, au point de se faire destituer en 2002 – et au niveau social – le MAS est dans la rue et participe aux mobilisations.

Deux caractéristiques importantes de ce parti atypique méritent d'être examinées, en ce qu'elles permettent à la fois d'expliquer son succès électoral et de comprendre les difficultés et les tiraillements auxquels il fait face dans l'exercice de ses responsabilités gouvernementales. Tout d'abord, le nom complet du parti d'Evo Morales est « MAS – IPSP », pour « Mouvement vers le socialisme – Instrument politique de souveraineté des peuples ». Or dans cette combinaison, « IPSP » a sans doute davantage d'importance que « MAS », car le parti est avant tout considéré comme un « instrument politique » – « leur » instrument politique – par des mouvements sociaux, les syndicats paysans en l'occurrence, qui désirent être « directement » présents au sein des espaces de prise de décision politique. Le MAS-IPSP est donc le prolongement politique d'un mouvement paysan qui entend garder un contrôle direct sur ses élus.(...)

L'enjeu du capitalisme « andin-amazonien » est de faire coexister et d'articuler entre eux des secteurs économiques généralement jugés incompatibles. Le rôle de chef d'orchestre de cette nouvelle configuration économique revient à l'Etat. Ce qu'expliquait le vice-président un mois avant de prendre les commandes du pays (en décembre 2005): « il s'agit de construire un État fort, qui puisse articuler de manière équilibrée les trois plates-formes “conómico-productives” qui coexistent en Bolivie : la communautaire, la familiale et la “moderne-industrielle”. Il s'agit de transférer une partie de l'excédent des hydrocarbures nationalisés pour encourager la mise en place de formes d'auto-organisation, d'autogestion et de développement commercial proprement andines et amazoniennes » (García Linera, 2005).

Ce capitalisme d'Etat d'un genre nouveau connaît un début d'application dans la politique d'investissement productif menée par le gouvernement depuis 2006. Une politique dont les résultats sont défendus par le même Álvaro García Linera après deux ans et demi de gouvernement: « grâce à l'investissement public, le gaz est industrialisé (usine de LPG à Campo Grande, usine séparatrice de gaz dans le Chaco, usine thermoélectrique dans le Chapare), des activités métallurgiques liées aux mines sont relancées (Huanuni, Vinto, Coro Coro, etc.), les petits producteurs dépendants du marché interne sont soutenus via l'Entreprise publique d'appui à la production agricole (EMAPA) et des usines sont créées en vue d'approvisionner le marché national en papier, carton, etc. » (García Linera, 2008).

Une tendance « industrialisante » semble cependant s'imposer au sein du ministère de l'économie, au grand dam des partisans de la promotion de modes d'organisation économiques « populaires », « indigènes » ou « communautaires ». Elle assimile la modernisation de l'économie bolivienne au développement d'une grande industrie contrôlée par l'Etat, dans la tradition « nationale - développementaliste ».

Pour les principaux décideurs en matière de politique économique, l'objectif numéro un est donc la mise en place d'unités de transformation des matières premières que la Bolivie exporte traditionnellement sous une forme brute. D'où les gros investissements dans l'industrialisation du gaz ou des mines, ainsi que les immenses ambitions affichées par le gouvernement dans l'exploitation du lithium, ce métal essentiel dans la fabrication des batteries de voitures électriques de demain, dont la Bolivie détiendra plus de la moitié des réserves mondiales.

Outre les tensions entre tendances « industrialisantes » et « communautaires », le tableau est obscurci par un certain nombre de faiblesses en matière de gestion, qui jettent un doute sur les capacités du gouvernement « masiste » à gérer la transition économique dans la cohérence et la durée.

<http://www.cetri.be/spip.php?article1332>

## Doc 22

L'énorme succès qu'a connu le Sommet Mondial des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Mère Terre qui s'est déroulé à Cochabamba (Bolivie) du 19 au 22 avril 2010, a confirmé le rôle bien mérité de son initiateur—le président bolivien Evo Morales—en tant que défenseur important de l'environnement. Depuis qu'il a été élu en tant que premier président indigène en 2005, Morales n'a cessé de dénoncer la menace présentée par la crise climatique et par la destruction environnementale. Morales a pointé du doigt la vraie cause du problème: le système capitaliste, « consumériste » et entraînée par la recherche de profit.

Evo Morales dirige un puissant mouvement indigène qui fait pression pour la réalisation de changements en Bolivie et dans la région, et dont un des mots d'ordre est la restauration de l'harmonie avec la nature. Ce mouvement révolutionnaire indigène, conduit par des organi-

sations indigènes et paysannes, a renversé du pouvoir l'élite bolivienne traditionnelle en combinant des batailles électorales et des insurrections de masse. Il a commencé sa lutte pour la création d'une nouvelle Bolivie « plurinationale » fondée sur l'intégration et l'égalité des 36 nations indigènes de la Bolivie.

Il y a un immense sens de fierté et d'empowerment [prise en charge de sa destinée économique, autonomisation] en Bolivie, un pays dont les habitants autochtones ont été traditionnellement exclus. Cette fierté indigène revitalisée a été le caractère clé de la conférence de Cochabamba, reflétant le rôle important des mouvements indigènes et paysans de la région dans les luttes environnementales.

La déclaration finale de la conférence soulignait avec force « la récupération et le renforcement du savoir, de la sagesse et des pratiques ancestrales des peuples indigènes » en tant qu'alternative au modèle capitaliste dévastateur. Le vice-ministre bolivien Raul Prada a affirmé que la conférence incarnait le début d'une « révolution mondiale du Vivir Bien » un concept indigène aymara qui signifie « vivre bien et non au détriment d'autrui »

Outre ces éléments de « cosmovision » indigène, la déclaration exprimait une position fortement anticapitaliste et anti-impérialiste, que reflétait également l'ambiance de ce sommet : « Pour qu'il puisse exister une harmonie avec la nature, il faut d'abord qu'il y ait de l'équité entre les êtres humains. » On y dénonçait clairement le fait que « les pays développés sont la principale cause du changement climatique » et on les y interpellait pour qu'ils « assument leur responsabilité historique ».

Le capitalisme impérialiste qui a profité aux firmes multinationales du Premier Monde [centres impérialistes] n'a pas seulement intensifié les divisions entre les riches et les pauvres à l'intérieur des pays et détruit l'environnement. Il a également renforcé les divisions-inegalités plurielles entre les pays développés et les pays sous-développés.

Après avoir découpé et partagé le monde entre eux, les « pays développés », tels que les États-Unis et l'Australie, ont utilisé leur domination sur des pays du Tiers-monde pour les maintenir en état de sous-développement. Les économies des pays sous-développés ont été orientées vers l'extraction des matières premières au profit des économies des nations impérialistes. Cette orientation des économies des pays du Tiers-Monde vers la production de matières premières peu chères pour l'exportation, à la merci des prix des marchés mondiaux, souvent manipulés par des spéculateurs, au lieu de pouvoir se consacrer à un développement intérieur équilibré, contribue à maintenir ces pays dans un état permanent de dépendance et de pauvreté.

Aucun pays ne démontre ce système mieux que la Bolivie. Il y a quatre cents ans, la ville minière de Potosi était la troisième plus grande ville du monde. Des millions de tonnes d'argent ont été extraits – aidant à financer une partie du développement industriel européen.

Aujourd'hui, des milliers de travailleurs de coopératives travaillent dans les mines d'argent creuses de Potosi dans des conditions sous-humaines, qui leur permettent juste de survivre. La Bolivie, dont les ressources ont enrichi l'Europe, est la nation la plus pauvre d'Amérique du Sud, son économie dépend des exportations de minerais brut et de gaz.

<http://www.cahiersdusocialisme.org/2010/05/24/debat-bolivie-entre-la-terre-mere-et-une-%C2%ABeconomie-d'extraction%C2%BB/>

### Doc 23

En avril 2009, devant ses homologues latino-américains, le président américain Barack Obama déclarait : « Nous devons apprendre les leçons de l'histoire pour promouvoir la paix. » L'attitude de Washington lors du récent coup d'Etat au Honduras indique que l'ère des interventions des États-Unis en Amérique latine n'est cependant pas révolue. Parfois selon des

modalités inattendues.

Outre la « carotte » économique et le « gros bâton » de l'intervention militaire (auquel le récent coup d'Etat au Honduras vient d'offrir un bain de jouvence imprévu), les États-Unis ne manquent pas d'idées pour contenir les velléités émancipatrices de leurs voisins du Sud. L'une des méthodes consiste à soutenir les revendications indépendantistes d'élites locales dont l'« identité » serait remise en cause par... les politiques de redistribution des gouvernements progressistes. Une stratégie utilisée au Nicaragua au début des années 1980 . Et, plus récemment, en Bolivie.

En décembre 2005, M. Evo Morales est élu président de la Bolivie. Soutenu par la petite bourgeoisie urbaine, le dirigeant du Mouvement vers le socialisme (MAS) séduit aussi les organisations indigènes lors d'une campagne qui fait la part belle au discours identitaire. Or, l'Etat plurinational promu par le MAS suscite bientôt une revendication inattendue : celle d'élites locales défendant un « "séparatisme" social » auquel le projet de nouvelle Constitution — qui « entérine différents niveaux d'autonomie, indigène, municipale ou régionale, sans définir leur articulation » — ouvre la voie, selon elles. Tout pousse, bien sûr, les États-Unis à soutenir un tel mouvement : de la défense de minorités opprimées... à la possibilité de déstabiliser les autorités boliviennes.

Rapidement, la stratégie américaine identifie le département de Santa Cruz comme un objectif prioritaire : l'économie de la Bolivie dépend de ses ressources naturelles (hydrocarbures, or et fer, notamment). Egalement riches en gaz et en terres fertiles, ceux de Tarija, de Pando et du Beni — qui, avec celui de Santa Cruz, constituent la région dite de la Media Luna (« demi-lune ») — se joignent bientôt aux revendications de Santa Cruz, dont la capitale du même nom se transforme en foyer de l'opposition à M. Morales.

[http://www.monde-diplomatique.fr/2010/06/CALVO\\_OSPINA/19232](http://www.monde-diplomatique.fr/2010/06/CALVO_OSPINA/19232)

#### Doc 24

Entretien avec Guillermo Hillcoat, maître de conférences à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et spécialiste de l'Amérique Latine.

Economie et société : Champion des coups d'état en Amérique Latine, quelle est l'origine de l'instabilité sociopolitique de la Bolivie ?

Guillermo Hillcoat : La Bolivie souffre d'une fracture sociale et ethnique profonde qui n'a jamais été dépassée. La population est composée à 85 % d'amérindiens et le pays ne s'est jamais remis de la colonisation qui a cassé la dynamique locale existante. Après trois siècles de colonisation et deux siècles d'indépendance, cette population indigène n'a pas réellement accédé au pouvoir jusqu'à l'élection Evo Morales, le président actuel.

Economie et société : Quelle est la marge de manœuvre du président Morales pour ramener la Bolivie vers de nouveaux horizons ?

G. H. : Morales est arrivé avec une légitimité très forte. Après une crise aigüe en 2005, il est arrivé au pouvoir avec 50 % des votes. Aucun parti politique avant celui de Morales n'a réussi à récolter plus de 20 % des voix. Dès son arrivée au pouvoir, Morales a renégocié les contrats d'exploitation des ressources naturels avec les entreprises étrangères implantées en Bolivie pour augmenter les revenus fiscaux. Ceci lui a donné un levier pour mettre en œuvre son programme politique.

Mais la Bolivie reste la Bolivie : un pays traditionnellement dépendant de ressources naturelles avec des finances qui restent fragiles et surtout une gouvernance difficile. Il existe aussi un risque de problèmes diplomatiques car les relations entre Morales et les États Unis ont déjà conduit au non-renouveau de l'accord de commerce préférentiel entre les deux pays.

Economie et société : La quasi-totalité des exportations boliviennes sont composées de matières

premières. Quels sont les risques d'une telle dépendance pour l'économie bolivienne ?

G. H. : C'est un problème, non seulement pour le gouvernement de Morales, mais pour les gouvernements de tous les pays qui détiennent des ressources naturelles. Mais c'est aussi une chance, encore faut-il qu'une partie de ces revenus soit contenue dans un fond intergénérationnel pour éviter que la monnaie nationale s'apprécie, ce qui découragerait les autres activités commerciales. La diversification reste essentielle pour protéger le pays contre des chocs externes tels qu'une baisse du prix de gaz.

[http://www.economieetsociete.com/Les-enjeux-de-la-Bolivie-d-aujourd-hui\\_a114.html](http://www.economieetsociete.com/Les-enjeux-de-la-Bolivie-d-aujourd-hui_a114.html)

#### Doc 25

Le 21 Décembre 2012, Coca-Cola devra quitter la Bolivie.

La compagnie américaine Coca-Cola ne sera plus autorisée au sein des frontières boliviennes dès le 21 décembre 2012. Une façon pour le gouvernement de marquer la fin du calendrier maya et celle « du capitalisme ».

Cela pourrait bien ressembler à la fin du monde pour Coca-Cola. La Bolivie souhaite très vite voir disparaître la célèbre bouteille rouge et blanche de ses rayons de supermarchés, rapporte Forbes. Le ministre des Affaires étrangères du pays, David Choquehuanca souhaite voir déguerpir la compagnie américaine le 21 décembre 2012, date à laquelle le calendrier Maya entre dans un nouveau cycle.

Car selon le ministre, ce jour tant attendu marque la fin du capitalisme et le début de la vie en communauté:

« Le 21 décembre 2012 est la fin de l'égoïsme, de la division. Le 21 décembre 2012 doit être la fin de Coca-Cola et le commencement du mocochinchi » (une boisson locale à la pêche), a déclaré David Choquehuanca vendredi dernier.

#### Doc 26

Bolivie, « les quatre contradictions de notre révolution »

En juin dernier, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont loué la « solide gestion macroéconomique » du gouvernement bolivien. Quelques mois plus tôt, les rues de La Paz avaient résonné des cris de manifestants exigeant une revalorisation salariale. Certains dénonçaient un retour au néolibéralisme sous l'égide du président Evo Morales. En serait-ce fini du virage à gauche latino-américain symbolisé notamment par l'élection en 2005 de ce syndicaliste paysan et indigène ?

En Bolivie, le clientélisme n'a pas été éradiqué ; les nouvelles élites reproduisent certains travers de leurs prédécesseurs ; des conflits sociaux éclatent régulièrement. L'administration Morales a-t-elle pour autant trahi ? Les difficultés actuelles ne révèlent-elles pas plutôt des tensions propres aux mouvements de transformation sociale ? M. Alvaro García Linera penche pour cette dernière hypothèse. Vice-président de l'Etat plurinational de Bolivie, il défend le bilan du gouvernement. Ancien guérillero, sociologue, auteur de nombreux ouvrages, il réfléchit sur les obstacles au changement. Cette dualité rend son témoignage original : rares sont les intellectuels confrontés aux rigueurs que la réalité impose à leurs théories ; tout aussi rares, les dirigeants politiques qui examinent les implications théoriques de leur action.

par Alvaro Garcia Linera, septembre 2011

De 2000, année des premières mobilisations sociales massives dénonçant la privatisation de l'eau, à 2009, date de la réélection du syndicaliste paysan Evo Morales à la présidence (lire « Etapes-clés » et « Chronologie »), la Bolivie a connu un conflit fondamental opposant le peuple à l'empire américain et à ses alliés de la bourgeoisie bolivienne, attachée au néolibéralisme.

L'élection de 2009, dont l'administration Morales est sortie renforcée, a atténué ces menaces extérieures. De nouvelles contradictions ont alors surgi, au sein du bloc national-populaire, entre les différentes classes qui conduisent le processus de changement, à propos des modalités de son pilotage. Quatre de ces tensions, secondaires par rapport au conflit central contre l'impérialisme, se situent néanmoins au cœur du processus révolutionnaire bolivien : d'un côté, elles en menacent la poursuite ; de l'autre, elles permettent d'imaginer les moyens de passer à l'étape ultérieure.

La première tension créatrice concerne le rapport entre l'Etat et les mouvements sociaux. La population attend du gouvernement des actions promptes, qui apportent des réponses concrètes à ses besoins matériels. Alors que cela exige une centralisation efficace des prises de décision, notre gouvernement est constitué de représentants d'organisations sociales indigènes, paysannes, ouvrières et populaires dont la dynamique propre requiert de « prendre le temps ». Celui du débat, de la délibération et de l'analyse de propositions variées. Le fonctionnement de ces mouvements implique également la démultiplication du nombre de participants à la prise de décision. Le gouvernement du président Morales — un « gouvernement des mouvements sociaux » — est le lieu où s'opposent et doivent se résoudre des dynamiques contraires : concentration et décentralisation des décisions ; monopolisation et socialisation des actions exécutives ; rapidité des résultats et lenteur des délibérations.

Pour tenter de résorber cette contradiction, nous avons avancé le concept d'« Etat intégral » : le moment où la société s'approprie progressivement les processus d'arbitrage, dépassant ainsi la confrontation entre l'Etat (en tant que machine à centraliser les décisions) et le mouvement social (en tant que machine à les décentraliser et à les démocratiser).

Un tel objectif ne s'envisage pas sur le court terme. Il résulte d'un mouvement historique fait d'avancées et de reculs, de déséquilibres qui inclinent l'aiguille tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, mettant en jeu soit l'efficacité du gouvernement, soit la démocratisation des décisions. La lutte (et elle seule) permettra de maintenir l'équilibre entre ces deux pôles pendant le temps nécessaire à la résolution historique de cette contradiction.

La deuxième tension créatrice oppose l'ampleur du processus révolutionnaire — qui découle de l'incorporation croissante de différents groupes sociaux ainsi que de la quête d'alliances larges — et la nécessité d'en cimenter la direction indigène, paysanne, ouvrière et populaire, laquelle garantit l'orientation politique.

L'hégémonie du bloc national-populaire exige la cohésion des classes travailleuses. Elle implique également le rayonnement de leur leadership (historique, matériel, pédagogique et moral) sur le reste de la population afin de s'assurer son soutien. (...)

Une troisième tension créatrice s'est manifestée avec beaucoup d'intensité depuis un an. Elle vient de la confrontation entre l'intérêt général et celui, particulier, d'un groupe, d'un secteur ou d'un individu. Entre la lutte sociale, commune et communiste et les conquêtes individuelles, sectorielles et privées.

Le large cycle de mobilisations qui a démarré en 2000, avec la « guerre de l'eau », a d'abord connu une dimension locale. Mais ce conflit concernait directement l'ensemble du pays, lui aussi menacé par les projets de privatisation de l'eau. Il y eut, plus tard, la « guerre du gaz », la lutte pour une Assemblée constituante et la construction d'une démocratie plurinationale : autant de revendications portées de manière sectorielle par des indigènes et des ouvriers, qui touchaient néanmoins l'ensemble des opprimés, et même la nation tout entière.

(...)

L'émergence de ces exigences — imaginées sur les barricades, lors des blocages de routes, dans les manifestations et au cours des insurrections populaires — a permis de construire un programme de prise du pouvoir capable de mobiliser et d'unifier progressivement la majorité du peuple bolivien. Après la victoire, en 2005, le gouvernement s'est consacré à le mettre en œuvre. (...) Si nous étudions le cycle de la mobilisation comme une courbe ascendante qui, d'après l'expérience historique, se stabilise puis décline peu à peu, nous constatons que la première étape — ou phase ascendante — se caractérise par l'agrégation croissante des secteurs sociaux, la construction d'un programme général et l'apparition, de la part des classes « subalternes », d'une volonté organisée et concrète de prendre le pouvoir.

La stabilisation de la mobilisation, au plus haut point de la courbe, correspond à la fois au moment de la mise en œuvre des premiers objectifs universaux et à celui des résistances les plus fortes des groupes sociaux appuyant le pouvoir néolibéral sortant : tentative de coup d'Etat, mouvements séparatistes, etc.. C'est la phase « jacobine » du processus qui, en amenant le mouvement social converti en pouvoir d'Etat à se défendre, recrée de nouvelles mobilisations et de nouveaux horizons d'universalité de son action.

Depuis le début du second mandat de M. Morales, en 2010, nous connaissons donc une troisième étape de la mobilisation, déclinante : celle qui se caractérise par la tension au sein du bloc national-populaire entre les aspects généraux et particuliers. Le dépassement de cette contradiction proviendra du renforcement de la portée universelle de notre projet. Si le particularisme corporatiste venait au contraire à triompher, la perte de dynamisme de la révolution marquerait le point de départ d'une restauration conservatrice.

Cette tension entre revendications universelles et particulières au sein du peuple a toujours existé. C'est d'ailleurs le propre des révolutions : de sujet fragmenté et individualisé — aspect dominant —, le peuple est progressivement amené à se constituer en instance collective. Mais nous abordons de toute évidence une nouvelle étape de la mobilisation, comme le suggère le récent conflit entre deux fractions de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), l'une alliée au pouvoir, l'autre non.

En avril 2011, des professeurs d'école membres de la COB se sont mis en grève avec pour principale revendication le relèvement des salaires. Depuis 2006, l'administration Morales a pourtant augmenté les traitements des travailleurs de la santé et de l'éducation de 12 % net d'inflation. Dans le même temps, d'autres branches de l'administration publique (ministères, par exemple) ont vu leurs salaires gelés. Ceux du vice-président, des ministres et des vice-ministres ont, eux, été réduits de 30 à 60 %. La baisse a été encore plus importante pour le président. On peut concevoir que les fonctionnaires de la santé et de l'éducation réclament de nouvelles augmentations, mais elles ne peuvent provenir que d'un accroissement des revenus du pays.

La politique menée par le président Morales vise en effet à améliorer les conditions de vie des plus démunis et à centraliser les ressources issues des nationalisations et des entreprises d'Etat. Il s'agit de créer une base industrielle dans le domaine des hydrocarbures, des mines, de l'agriculture et de l'électricité de façon à générer une richesse durable et à utiliser les ressources du pays pour améliorer la qualité de vie des travailleurs, tant à la ville qu'à la campagne.

En répondant favorablement aux revendications salariales des enseignants, on utiliserait les ressources obtenues grâce aux nationalisations pour n'améliorer les revenus que de certaines branches du tertiaire. On laisserait ainsi de côté le reste du pays, c'est-à-dire la majorité. On rendrait par ailleurs plus difficile une stratégie d'industrialisation (l'achat de machines ou la construction d'infrastructures, par exemple), permettant d'accroître les richesses que produit le pays... et de les redistribuer.

(...)

Profitant de cette tension à l'intérieur du bloc national-populaire, la droite a apporté le concours de ses médias aux manifestants : des dirigeants syndicaux que les journalistes en vue méprisaient hier encore en raison de leur origine sociale devinrent du jour au lendemain des vedettes de la télévision.

« Gouvernement des mouvements sociaux », nous cherchons à soumettre au débat public les différences qui existent au sein du bloc national-populaire. Nous essayons de résoudre les tensions entre tendances corporatistes et universelles par des voies démocratiques, en encourageant l'avant-garde (indigènes, paysans, travailleurs, ouvriers et étudiants) à brandir le drapeau de l'intérêt commun, lequel ne signifie pas l'effacement de l'individu ou de l'intérêt privé, mais son existence raisonnable dans un cadre plus général.

La quatrième tension créatrice émane de l'opposition entre la nécessité de transformer nos matières premières (l'industrialisation) et celle de respecter la nature, le « bien vivre ».

On nous reproche de ne pas avoir procédé à une « véritable » nationalisation des ressources naturelles et de laisser des transnationales s'emparer d'une partie des richesses du pays. Mais nous passer des sociétés étrangères impliquerait de maîtriser les technologies dont elles disposent : celles liées à l'extraction, mais également à la transformation des matières premières. Ce n'est pas le cas. Il ne peut donc y avoir de nationalisation totale des ressources naturelles sans phase d'industrialisation.

Parvenir à engager une telle dynamique garnirait les caisses de l'Etat puisque les biens manufacturés et les produits semi-finis comportent une valeur ajoutée supérieure à celle des matières premières non transformées que nous exportons aujourd'hui. La phase d'industrialisation favorise par ailleurs les progrès tech-

nologiques et procure un ensemble de savoirs scientifiques susceptibles de constituer un tremplin pour de nouvelles activités industrielles, intensives en technologie, mais aussi en main-d'œuvre.

Il n'est pas simple de progresser sur cette voie. D'abord, parce que nous n'avons pas d'expérience en ce domaine, ce qui nous oblige à apprendre en avançant. Au demeurant, la modernisation industrielle exige des investissements colossaux : une usine pétrochimique coûte près de 1 milliard de dollars, une usine thermique électrique entre 1 et 3 milliards. Enfin, il s'agit d'un processus long : trois ans, au moins, sont requis avant que ne fonctionnent les sites industriels les plus petits, cinq ou six pour ceux de taille moyenne et dix (au moins) pour les plus grands.

Le gouvernement a pris la décision d'édifier une industrie du gaz, du lithium, du fer et de certaines réserves d'eau. Des intellectuels ont interprété ce processus de construction d'entreprises publiques comme l'émergence d'un capitalisme d'Etat, contraire à la consolidation d'une vision « communautariste » et communiste. À nos yeux, le capitalisme d'Etat des années 1950 a placé les grandes entreprises au service de clientèles particulières : bureaucratie, groupes patronaux, grands propriétaires terriens, etc. En revanche, l'utilisation des excédents générés par l'industrialisation que la Bolivie encourage désormais donne la priorité à la valeur d'usage, pas à la valeur d'échange : la satisfaction des besoins avant le profit. C'est le cas des services de base (eau, électricité, etc.), élevés au statut de droits humains et donc distribués parce qu'ils sont jugés nécessaires, et non pas rentables. C'est aussi le cas de l'achat de produits agricoles par l'Etat, qui vise à garantir la souveraineté alimentaire du pays et la disponibilité de denrées vendues à des prix « justes » : fixés de façon à ce que les produits soient accessibles aux consommateurs, ils n'évoluent pas en fonction de l'offre et de la demande.

La plus-value issue de l'industrialisation offre ainsi à l'Etat la possibilité de mettre en cause la logique capitaliste de l'appropriation privée. La génération de telles richesses provoque néanmoins un ensemble d'effets néfastes pour l'environnement, la Terre, les forêts, les montagnes. Et quand la nature se trouve agressée, les êtres humains souffrent, en bout de course. (...)

Les forces productives du monde rural et l'éthique professionnelle des agriculteurs portent sur nos rapports à la nature un regard opposé à la logique capitaliste. Elles nous proposent de voir la nature comme partie d'un organisme vivant, total, auquel l'être humain et la société appartiennent aussi. Selon cette vision, l'utilisation des capacités productives naturelles doit se faire dans le cadre d'une attitude respectueuse de cette totalité et de sa reproduction.

(...)

Les tensions créatrices qui tiraillent le bloc national-populaire au pouvoir en Bolivie caractérisent les dynamiques de transformation sociale : les révolutions ne sont-elles pas des flux chaotiques d'initiatives collectives et sociales, d'élans fragmentés qui se croisent, s'affrontent, s'additionnent et s'articulent pour de nouveau se diviser et se recroiser ? Autant dire que rien n'y est défini par avance.

Alvaro Garcia Linera

Vice-président de l'Etat plurinational de Bolivie. Auteur de *Pour une politique de l'égalité. Communauté et autonomie dans la Bolivie contemporaine*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2008.

*Monde diplomatique*



## Doc 27

L'année 2012 confirme la tendance observée depuis déjà 12 ans : les conflits sociaux se multiplient en Bolivie. Les mouvements sociaux récents sont le résultat d'un processus de transition engagé depuis les années 2000, d'un modèle néolibéral vers un nouveau modèle politique et social.

La guerre de l'eau de Cochabamba en 2000 – mobilisations sociales contre la privatisation du système municipal de gestion de l'eau – a amorcé symboliquement le processus. Les guerres du gaz en 2003 et 2005 – mobilisations liées principalement à l'exploitation du gaz naturel – ont suivi, ainsi que certaines poussées autonomistes en 2007 et 2008. Dans chaque cas, le pays était proche de la guerre civile.

Si le Président Evo Morales a permis une pacification relative des mouvements sociaux depuis 2006, le risque que ceux-ci dégénèrent en graves conflits reste important(...). Pour prévoir l'évolution économique et politique de la Bolivie, il convient d'analyser le risque de conflit social, qui est un élément clé de la stabilité du pays. En effet, la force des conflits sociaux en Bolivie a de toute évidence un impact négatif sur la santé économique du pays. (...)

L'arrivée au pouvoir d'Evo Morales à la présidence de la République, en décembre 2005, a initié une nouvelle relation entre le gouvernement et la société, dans laquelle la politique devient primordiale devant le secteur économique. L'Etat répond dorénavant aux demandes de la population en accroissant son pouvoir régulateur, en particulier sur l'économie. L'arrivée au pouvoir de la gauche a ouvert les vannes de la revendication sociale.

Ainsi, le Président Evo Morales a accédé aux revendications des communautés locales de Sacaca et Charcas, au nord du département de Potosi (sud du pays), le 8 juillet dernier, en annonçant la nationalisation des gisements d'argent, d'indium et de gallium de Mallku Khota. Si Evo Morales a alors proclamé que « nationaliser est notre obligation », la décision a été prise après de violents incidents, dont l'objectif était de faire pression sur le gouvernement pour obtenir la rupture du contrat avec l'entreprise canadienne South American Silver qui exploite les gisements.

Pour défendre leur cause, les communautés locales ont enlevé deux ingénieurs de l'entreprise, le 28 juin, avant de les libérer le 8 juillet, et quatre employés d'une filiale de South American Silver, le 2 juillet, qui ont réussi à s'enfuir. L'opération de sauvetage des otages menée le 5 juillet a été un fiasco, entraînant de violents affrontements entre la police et les communautés, qui ont fait un mort parmi les Indiens. South American Silver avait annoncé, en mai dernier, le début des opérations minières à ciel ouvert, qui devaient entraîner le déplacement de plusieurs communautés. Les habitants de la région étaient également préoccupés par le sort de quatre rivières, qui alimentent actuellement 47 communautés.

Le Président Morales a finalement cédé, au détriment de South American Silver, alors qu'il avait signé un accord d'exploration avec l'entreprise en 2006, sans consulter les communautés locales. Cette nationalisation suit de peu celle de la mine de Colquiri (département de La Paz), exploitée par Sinchi Wayra, filiale de l'entreprise suisse Glencore. Le décret d'expropriation a été promulgué le 21 juin dernier, après trois semaines de violents conflits dans la région.

Par ce seul exemple, on comprend l'analyse de l'économiste Roberto Laserna, spécialiste bolivien des conflits sociaux, qui a souligné l'effet « boule de neige » des mouvements en Bolivie. Chaque revendication acceptée entraîne de nouvelles revendications. Il existe une ambivalence. Si le gouvernement de gauche a toujours empêché que les revendications dégénèrent en guerre civile, il existe un risque réel lié aux revendications sous la présidence de Morales. Le gouvernement cède largement aux demandes de plusieurs secteurs sociaux, entraînant un risque accru d'émergence de nouvelles revendications de la part d'autres secteurs de la société jusque-là peu mobilisés. (...)

Au-delà de la conjoncture, il est vrai que la culture politique bolivienne ne privilégie pas la recherche du consensus. Fernando Calderón Gutiérrez, spécialiste des conflits sociaux en Amérique Latine, a vu en Bolivie s'enraciner une « culture politique du conflit ».

Tout d'abord, chaque secteur a tendance à dénier à son interlocuteur une légitimité essentielle pour maintenir un dialogue respectueux. Le cas du conflit du Tipnis en est une bonne illustration. Les indigènes du territoire dénommé Tipnis (territoire indigène et parc naturel Isiboro Sécuré) ont organisé, en juin 2012, leur neuvième marche de protestation, qui a duré plus de 60 jours pour arriver à La Paz, la capitale du pays. Ils contestent la construction d'une route sur leur territoire,

projet du gouvernement d'Evo Morales très controversé depuis son origine.

Dès la huitième marche en 2011, Evo Morales avait accusé le mouvement d'être lié aux intérêts conservateurs de l'Orient bolivien (trois départements de l'Est qui ont lutté pour obtenir un statut autonome). Il a ensuite dénoncé leur lien avec l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), et donc avec l'impérialisme américain. Enfin, Evo Morales a accusé les opposants à la route d'avoir des liens avec des Organisations Non Gouvernementales internationales. Ces accusations avaient clairement pour but de délégitimer le mouvement.

Deuxième trait de conflictualité bolivien, les manifestations de rue, voire les affrontements, constituent la condition préalable à la recherche d'un compromis. En ces termes, le consensus paraît impossible. A titre d'exemple, la grève de 52 jours menée par les médecins, en avril et mai dernier, a inévitablement abouti à des affrontements avec la police, faisant de nombreux blessés.

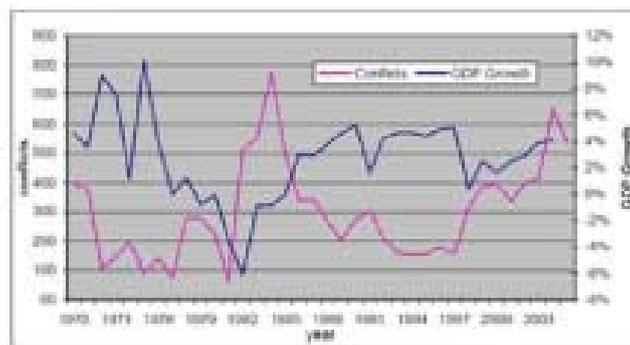
Enfin, la majorité de la population est faiblement représentée au niveau politique. Ces secteurs se voient donc obligés de rechercher d'autres canaux pour faire entendre leurs revendications. Même si certains efforts ont été faits, avec la Constitution de 2009, pour faciliter les mécanismes de concertation et ouvrir la participation politique à une plus grande partie de la population, le conflit reste une part fondamentale des mouvements sociaux. Les protestations extrêmes et l'absence de consensus sont largement acceptées par la population.

Si un regard étranger pourrait être surpris par la violence des luttes en Bolivie, l'œil expert doit se préparer à un risque constant de conflit violent, caractéristique enracinée dans la culture bolivienne. Toutefois, le rôle de l'Etat reste fondamental pour limiter la portée de chaque conflit.

(...)

#### Un frein à la croissance et l'investissement

L'importance des conflits sociaux en Bolivie soulève la question cruciale du lien entre conflit et économie. Trois économistes, José Luis Evia, Roberto Laserna et Stergios Skaperdas, ont démontré dans une étude menée en 2008 que les conflits coûtent à la Bolivie des points de croissance. Comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous, l'augmentation du nombre de conflits est en général corrélée avec une diminution de la croissance du PIB.



Source: Social Conflicts Watch Program- CERES (Bolivia) and INE.

Les conflits ont également un effet négatif sur la croissance à plus long terme en Bolivie, car ils affectent l'incitation à produire, à investir et à innover.

(...)

Les conflits sociaux font partie intégrante de la vie politique et économique de la Bolivie. Si leur effet déstabilisateur est indubitable d'un point de vue économique, il doit être mesuré au niveau politique. Certes, les conflits sociaux remettent constamment en jeu les équilibres de pouvoir et la stabilité politique du pays. Pourtant, ceux-ci n'ont jamais remis en cause la démocratie rétablie en 1982, ce qui est remarquable sachant que l'histoire récente du pays, avant les années 1980, a été marquée par l'instabilité politique et les dictatures. Gray Molina, coordinateur du Rapport sur le Développement Humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en

Bolivie de 2004 à 2008, affirme même que les conflits représentent une manière paradoxale d'assurer la continuité du pays. (...)

<http://grupoirena.com/newsletter/juillet-2012/288-les-conflits-sociaux-un-fort-risque-economique-et-politique>

## Doc 28

La Belgique est membre du Fonds indigène latino-américain, réuni à Bruxelles ces 27 et 28 mars. Son vice-président explique à "La Libre" **les difficultés de la Bolivie face aux multinationales.**

La Belgique a accueilli mardi et mercredi le conseil d'administration du Fonds indigène. Créé il y a 20 ans, ce Fonds regroupe 22 pays - 19 d'Amérique latine et des Caraïbes et 3 « extrarégionaux », les anciens colonisateurs du continent que sont l'Espagne et le Portugal, et... la Belgique. **C'est en effet dans la logique de la coopération belge en Amérique latine, axée sur les pauvres.**

**Jusqu'ici, le Fonds indigène a servi à « faire progresser le sort des indigènes, les rendre visibles, développer les universités inter-culturelles, renforcer les organisations indigènes, préserver des traditions »,** explique à la « Libre Belgique » son vice-président, David Choquehuanca, ministre bolivien des Affaires étrangères. « Mais ce n'est pas assez. Il faut le relancer, le repenser - voire l'élargir. Voir comment s'inspirer de la culture d'harmonie des peuples indigènes pour influencer le modèle de développement occidental, qui a provoqué cette situation de crises multiples - financière, alimentaire, climatique, éthique... C'est de ça que nous discutons à Bruxelles », ajoute M. Choquehuanca.

**La Bolivie, dirigée depuis 2006 par un Président d'origine indienne, Evo Morales, s'efforce d'accroître les droits collectifs des Boliviens,** dont ceux des indigènes, souligne M. Choquehuanca - d'origine indienne - « ce qui ne peut être fait du jour au lendemain ».

« Pour le moment, nous avons des problèmes avec la construction d'une route » au travers du parc naturel d'Isoboro Securé (Amazonie), projet qui a soulevé un tollé en 2011. « Certains ont participé à des marches pour s'opposer à la construction de la route, mais des exploitants illégaux sortent tous les jours du bois de ce parc, grâce à des routes à eux, aidés parfois par des dirigeants locaux. Nous avons adopté une loi pour que la route ne passe pas par le parc, qui est zone protégée. Après cela, d'autres habitants ont organisé une marche pour réclamer la route et demander pourquoi ils n'avaient pas été consultés avant l'adoption de la loi. On a donc décidé d'adopter une loi spécifique pour que ce soient les habitants qui décident, par consultation; leur choix sera respecté . Et maintenant il y en a qui s'opposent à la consultation ! », explique le ministre.

**En Bolivie, comme au Pérou et au Brésil, des Indiens manifestent aussi contre l'exploitation de mines en Amazonie. Le respect des droits des indigènes et l'exploitation minière sont-ils incompatibles ?**

« Ils sont complémentaires. Les indigènes ont le droit d'utiliser un avion, un portable, la technologie. Nous devons administrer les équilibres. Nous cherchons des relations harmonieuses entre l'homme et la nature; nous voulons le développement, mais aussi qu'il soit aimable avec la nature », répond M. Choquehuanca.

*La Libre*

Doc 29

**Une centaine de touristes sont bloqués à Potosi, une ville minière de Bolivie paralysée par un conflit social.** Certains voudraient partir depuis une semaine.

Pour le 9<sup>e</sup> jour consécutif, des professeurs, paysans, mineurs, bloquent des axes routiers vers Potosi, empêchant l'accès à cette ville de 160 000 habitants, située à 4 000 m d'altitude. **Ils réclament du pouvoir central davantage d'investissements dans leur région, notamment une route et un aéroport.**

Les touristes bloqués sont en colère. « On a des personnes qui souffrent de l'altitude, des asthmatiques. Nous sommes allés voir la Croix-Rouge qui nous a donné de l'oxygène. On nous a recommandé de redescendre au plus vite. Mais pour descendre, il faudrait pouvoir sortir... », s'est plaint à l'AFP un Français bloqué avec deux enfants.

(...)

Le conflit semble s'enliser jusqu'au début de la semaine prochaine, avec un dialogue au point mort vendredi entre La Paz et les grévistes, et un week-end de trois jours.

*La Libre*

Doc 30

**Un air de flûte de pan reste en suspens et les paysages défilent : montagne, salar, forêt amazonienne... Enclavée en pleine Amérique latine, la Bolivie jouit de merveilleuses richesses touristiques, mais subit aussi la pauvreté notoire de sa population. Un paradoxe teinté pourtant par la chaleur humaine des descendants de ces ethnies amérindiennes.**

“GRINGO !” Les dissemblances physiques ne peuvent en effet pas se cacher. Petits, à la peau souvent burinée, les Boliviens cachent toujours des sourires timides, mais sincères, entourés de cheveux noirs de jais, noués en tresse pour les femmes et surmontés d'un chapeau boule traditionnel. Authentiques, ils le sont. Fidèles à leur patrie, encore plus. Unique pays latino-américain à ne pas profiter d'un accès à la mer, la Bolivie continue à nourrir ses combats passés et actuels. En nommant Evo Morales au poste de président en 2006, tous les compatriotes ont notamment signé leur volonté de faire reconnaître les quelque trente-sept cultures amérindiennes composant leur territoire. Quechua, aymara..., des cultures ancestrales qui résonnent vivement par leurs langues toujours vivantes, mais aussi par leurs vestiges, éparpillés aux quatre coins du pays.

Avec son voisin le Pérou, la Bolivie partage notamment le lac Titicaca, soit l'un des plus grands lacs d'Amérique latine. Pour s'en approcher, on visite la ville de Copacabana, surtout connue comme étant le port d'embarquement pour les îles du soleil et de la lune. Sur ces péninsules larges de quelques milliers d'habitants, la modernité est oubliée. Pas de voiture ni de commerce de masse, seulement des sentiers et de l'artisanat. Entièrement préservée, l'Isla del Sol est même considérée comme sacrée. Selon les Indiens des Andes, il s'agit en effet du berceau du premier Inca qui aurait surgi des eaux. Longtemps peuplée uniquement d'un temple, l'île regorge aujourd'hui de ruines Incas passionnantes comme la Roca Sagrada (la roche sacrée) ou la Chincana (le labyrinthe).

Non loin de là et de la capitale La Paz, dort aussi la cité du Soleil de Tiwanaku, vestige d'une civilisation pré-Inca née sur la rive sud du lac Titicaca. Sur ce site cérémoniel, le temple de Kalasasaya côtoie la célèbre porte du soleil, considérée par certaines recherches comme un repère astronomique ou un observatoire. La pyramide à sept degrés d'Akapana a, elle, souvent été interprétée comme une figuration des montagnes de la Cordillère des Andes, la plus grande chaîne de montagnes au monde.

Pour les passionnés, des trekkings de rêve sont d'ailleurs à réaliser au cœur de ces montagnes. Emmenés par un guide autochtone, des randonnées à couper le souffle attendent les amoureux de la marche. Entraînés par une mise en jambes préalable conseillée, les plus téméraires peuvent même émailler leur parcours par l'ascension de l'un ou l'autre glacier, dont celle du Huayna Potosi, haut de quelque 6 088 mètres.

Des altitudes qui font tourner la tête ou plutôt la rendent douloureuse. Atterrir à La Paz, située à près de 3660 mètres, n'est d'ailleurs pas une sinécure. Une adaptation physique est indispensable et les Boliviens proposent toujours de l'adoucir par quelques infusions de feuilles de coca, une plante qu'ils préfèrent en général chiquer. Energisante, coupe-faim, réductrice de pression sanguine, la coca est aujourd'hui appelée la "cocaïne du pauvre". Si les conquérants espagnols avaient tenté de l'éradiquer, la qualifiant de "satanique", ils l'ont très vite réhabilitée au vu de son action sur la rentabilité des travailleurs.

Dans la mine de Potosi, notamment, les travailleurs d'aujourd'hui en font encore grand usage. Une manière aussi de soulager un labeur ardu et peu sécurisé qui a comptabilisé des millions de morts depuis 1545, date du début de l'exploitation de cette mine d'argent et d'étain. Désormais déclarée épuisée – mais toujours sollicitée par les Boliviens eux-mêmes –, la mine de Potosi a largement contribué à la grandeur passée de la royauté espagnole. Les habitants de la ville minière aiment d'ailleurs à dire qu'un pont d'argent – mais aussi d'ossements de mineurs – pourrait être construit entre la Bolivie et l'Europe, tant sa production fut importante.

Les colliers et bijoux d'argent, issus aujourd'hui de sources alentour, sont donc nombreux sur les marchés traditionnels comme celui de La Paz. Ces coquetteries côtoient d'ailleurs des tissus chamarrés de type andin, des charangos, instruments boliviens inspirés de la guitare, des statuettes Incas ou encore des fœtus de lamas séchés, porte-bonheur que les Aymaras ont coutume d'enterrer sous toute nouvelle maison pour éloigner les mauvais esprits.

Ces souvenirs, en poils de lama ou non, on les trouve partout en Bolivie, comme à Uyuni, ville touristique au départ de laquelle les 4x4 débutent leur virée féérique dans les salars. Les autres alternatives pour explorer ces terres de sel existent en effet peu, les tours opérateurs ayant la main mise sur l'offre touristique de la région. Mais une fois accepté cet aspect du parcours, l'aventure de trois à cinq jours en devient inoubliable. A perte de vue, les étendues blanches et craquantes à la semelle éblouissent. Tout n'est que ciel bleu et sel blanc avant que les couleurs ne jaillissent d'autres paysages environnants. Habités par des flamants roses, les lacs alentours exhibent leurs nuances virant du mauve au rouge. Un plaisir pour les yeux, un paradis de beauté. Et les surprises ne s'arrêtent pas, entre les cactus de l'île Incahuasi, l'arbre de pierre sculpté par le vent, les sources d'eau volcanique sulfurée et le plongeon dans des sources chaudes naturelles...

Un périple qui se termine par un arrêt à proximité du volcan Licancabur, frontière naturelle entre le Chili et la Bolivie surplombant la magnifique Laguna Verde.

Entre tous ces points d'intérêt éparpillés sur le territoire, il convient d'emprunter les bus boliviens au confort approximatif. Au vu des distances à parcourir, on y dort, on y mange, on y rêve, mais, surtout, on y patiente. Enfin, peut-être simplement que l'on prend le rythme latino-américain...

*Fanny Leroy LLB*

Doc 31

**Le président bolivien Evo Morales a annoncé la suspension d'un projet de route à travers un parc amazonien, à l'origine de la mobilisation d'Indiens amazoniens.**

« Tant que ce débat national se tient et afin que les provinces (concernées par le parc) en décident, le projet de route dans le Territoire indigène et parc national Isiboro Secure (TIPNIS) est suspendu », a déclaré le chef de l'Etat bolivien dans une déclaration lue lundi soir à la présidence.

**Le projet de route de 300 km reliant les provinces de Beni (nord) et Cochabamba (centre) devait traverser une réserve écologique, où vivent 50 000 Indiens amazoniens. Il était à l'origine d'une marche de protestation d'un millier d'Indiens amazoniens depuis 40 jours de Trinidad (nord) vers La Paz.**

La déclaration de Morales intervient après un tollé, et plusieurs manifestations en provinces lundi, en réaction à une intervention de la police dimanche, qui avait dispersé à coups de gaz lacrymogènes les marcheurs, dont des femmes et enfants, à Yucumo (nord-est) à mi-chemin de leur périple.

L'intervention avait fait deux blessés au moins chez les indigènes. Elle avait été condamnée par des défenseurs de droits de l'Homme et « profondément déplorée » par la chef de délégation de l'ONU en Bolivie. Le président n'a pas spécifié la durée de la suspension du projet.

(Belga)

Doc 32

**Défis Sud** : Pourquoi y a-t-il autant de conflits sociaux en Bolivie ?

**Fernando Molina** : Depuis la réélection d'Evo Morales, en 2009, le pouvoir bolivien a dû gouverner et les contradictions sont apparues. Les promesses de redistribution ont été difficiles à réaliser, malgré des conditions économiques parfois favorables. Cela a provoqué de nombreux conflits sociaux. Plusieurs anciens alliés, des organisations de la société civile ou des partis politiques, ont pris leurs distances avec le pouvoir. Cela s'est traduit par une série de poursuites et de condamnations d'opposants. Le pays est entré dans le cercle sans fin de conflits, car l'ancienne unité contre l'ennemi commun néolibéral a volé en éclats.



La Bolivie avance, Evo réalise



Depuis 2009, les protestations sociales ne cessent plus en Bolivie

DEFIS SUD

*Pour faire avancer la Bolivie, il faut rassembler les forces. Mario Tapia Laza, de l'ONG bolivienne Prorural, croit qu'il faut coordonner les appuis au monde rural et dépasser les querelles idéologiques*

Les femmes et les filles comptent pour 80 % du chiffre estimé de 800 000 personnes victimes de trafic transfrontalier chaque année, la majorité d'entre elles (79 %) à des fins d'exploitation sexuelle. Au sein du pays, davantage de femmes et de filles sont victimes de la traite, souvent à des fins d'exploitation sexuelle ou de servitude domestique. La traite des personnes est ainsi la troisième activité délictuelle la plus lucrative en Bolivie. Malgré les efforts du gouvernement, il n'existe que très peu de structures qui accompagnent et aident les victimes de la traite. PADEM et son partenaire local, le CECACEM (Centre de formation et d'assistance pour l'intégration de la femme) veulent mettre en place des actions de sensibilisation dans les collèges de San Borja, proposer une aide juridictionnelle pour les femmes qui décident de lancer des poursuites judiciaires et créer un centre d'accueil pour les femmes victimes d'exploitation à La Paz en leur proposant un parcours de réinsertion professionnelle.

*Programmes d'aide et de Développement destinés aux Enfants du Monde*

### Doc 33

La Bolivie vient d'être profondément secouée par les répercussions majeures des événements de Yucumo, cette localité amazonienne où **la police a violemment réprimé le 25 septembre dernier des manifestants indigènes qui protestaient contre la construction d'un projet de route traversant leur territoire**, le TIPNIS (Territoire Indigène Parc National Isiboro Sécure).

Ce n'est pas la première manifestation de fortes tensions entre le gouvernement d'Evo Morales et certains secteurs de sa base, mais c'est la plus traumatisante à ce jour. **Le mouvement indigène bolivien est profondément divisé. Une série d'organisations populaires et d'associations de droits de l'homme clament leur indignation contre l'action d'un gouvernement jadis perçu comme ami et allié.** La grève générale de protestation convoquée par la Centrale ouvrière bolivienne (COB) le mercredi 28 septembre a été inégalement suivie, mais des manifestations significatives ont eu lieu dans les grandes villes.

Depuis le sommet de Cochabamba, (...), la Bolivie avait assumé un rôle d'avant-garde, au moins sur le plan rhétorique, dans la représentation du point de vue et des intérêts des pays du Sud dans la lutte contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement. Le président Evo Morales est lui-même souvent perçu à l'extérieur de son pays comme l'incarnation de la défense de la « Pachamama », la Terre-mère vue par les peuples indigènes comme une entité vivante et sacrée.

**Le conflit du TIPNIS et la violence policière déchaînée contre les protestataires déstabilise cette image et suscite les réactions les plus contradictoires au sein de la gauche latino-américaine et du mouvement écologiste international. Une dirigeante indigène guarani accuse Evo Morales d'être une « contremaître des multinationales », entre autres brésiliennes et espagnoles, qui souhaitent exploiter les richesses de l'Amazonie bolivienne. D'autres, au contraire, parlent de manipulation des indigènes amazoniens par l'« impérialisme vert » des ONG du Nord, appuyées en sous-main par Washington.**

*<http://www.contretemps.eu/interventions/bolivie-evo-morales-entre-progr%C3%A8s-d%C3%A9senchantement>*

### Doc 34

Au-delà de sa forte production de coca, la Bolivie compte aussi dans ses principales cultures agricoles la culture de la **canne à sucre** et celle du soja. Destinées en priorité à la consommation intérieure et à l'exportation, les cultures de soja et de canne à sucre atteignent aujourd'hui des niveaux de production non négligeables (...)

D'après Victor Hugo Vasquez, le vice-ministre de l'Agriculture et du Développement rural, la production de soja est essentielle et demeure importante face à une demande mondiale accrue. En effet, il estime à 80 % la production destinée à l'exportation, le reste étant destiné à la consommation nationale.

De plus, Lucio Tito le directeur de l'INIAF a souligné que le cours du soja avait atteint fin août

des niveaux record à la bourse de Chicago, rappelant ainsi la nécessité d'accroître la culture de soja dans le pays. Il a ainsi rappelé que la prochaine campagne aurait pour but de promouvoir la production de soja dans le pays.

La Bolivie possède une agriculture très diversifiée au-delà du soja, et de la canne à sucre évoquée ici. Ainsi la production céréalière se concentre autour du **maïs**, du **riz**, et du **sorgho**. En matière de fruits et légumes, le pays connaît une production conséquente de **pommes de terre** et de **manioc**, ainsi que de **bananes** et d'**oranges**.

Article du 09/09/12 : [http://www.la-razon.com/economia/pais-cultivos-cana-azucar-soya\\_0\\_168463...](http://www.la-razon.com/economia/pais-cultivos-cana-azucar-soya_0_168463...)

### Doc 35

En Bolivie, les produits agricoles les plus importants sont les **agrumes** et le **café** (pour l'exportation) et les **légumes**, le **manioc** et les **bananes** (pour la consommation directe). La **coca** est aussi cultivée, principalement pour un usage local et traditionnel. Les terres sont dispersées : **55 % des paysans disposent de moins de 5 hectares de terres**. Les paysans n'ont aucun contrôle sur la vente de leurs produits : ils sont livrés, en général, au jeu des prix offerts par les intermédiaires.

Fondée en 1989, COAINE (Cooperativa Agropecuaria Integral Nor Este) s'étend sur plus de 720 ha, dont 90 % sont cultivés selon les principes de l'agriculture biologique. Les 10 % restants étant en phase de transition bio.

La coopérative regroupe 184 familles au sein de 11 colonies disséminées dans la jungle des Yungas. 4 autres groupements sont dans un processus d'intégration de la coopérative. Les producteurs sont tous propriétaires de 2 à 7 ha avec une moyenne de 4.

COAINE leur apporte une alternative. Pour augmenter la rentabilité du café, condition d'une réelle alternative à la culture de la coca, l'organisation intervient à différents niveaux, de la production à la commercialisation : augmentation de la qualité du café par de meilleures méthodes de culture, d'entreposage et de transformation, création d'un fonds de roulement et acquisition d'intrants agricoles et d'outils, assistance technique, promotion de l'agriculture biologique... Elle se charge aussi de rechercher des débouchés de vente directs.

(...)

La vente à un prix commerce équitable a permis à la coopérative de mettre en place différents projets, dont le financement du projet Arco en 2009. Un programme mis en place par Crimson Capital spécialisé dans les projets de développement et financé par Arco à 30 % et à 70 % par COAINE. Ce programme permet d'augmenter significativement la productivité en agriculture biologique par ha via une assistance technique pour la réhabilitation et la plantation de nouveaux arbres.

La coopérative a fourni par ailleurs à tous les producteurs un dépulpeur individuel et a investi dans un torréfacteur industriel pour ouvrir des débouchés sur le marché local.

<http://www.altereco.com/filieres/coop/26.Coaine-cafe.html>

### Doc 36

#### **Relier petits fermiers au marché en entretenant l'environnement**

(...)

Le projet de recherche portait sur les aspects entrées et sorties du marché de la pomme de terre. Le projet LiSFaMe a été mené en collaboration par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le International Potato Centre (Equateur), la Fundación PROINPA (Bolivie), la American University (Washington, D.C.) et l'université de Wageningen

(Pays-Bas).

Au cours de la décennie écoulée, les systèmes agricoles et les modalités d'organisation de la production agricole ont subi de profonds changements dans de nombreux pays en développement. Ces changements ont débouché sur de nouvelles dispositions organisationnelles et institutionnelles au sein de la chaîne de commercialisation des denrées alimentaires, telles que de nouvelles formes de contrats (préétablis au lieu de marchés au comptant) et l'obligation de respecter des niveaux et des normes privés de qualité et de sécurité sanitaire des aliments. (...)

L'effet net de la progression de la transformation agricole et de l'intégration des marchés sur le bien-être des populations pauvres est sujet à controverse, car il peut être double. D'un côté, le poids accru de la commercialisation éloigne les ménages agricoles de leurs objectifs traditionnels d'autosuffisance et les rapproche d'une prise de décision axée sur le profit et le revenu. De l'autre, le processus risque d'exacerber les niveaux de pauvreté du fait de la marginalisation des populations rurales pauvres. (...)

La commercialisation accrue des produits agricoles pourrait également exercer divers effets négatifs sur l'environnement. En particulier, l'intensification de l'utilisation des ressources naturelles, la perte de biodiversité due à l'érosion génétique des espèces locales et le recours à davantage de produits chimiques dans la production agricole soulèvent des inquiétudes.

Les effets de cette commercialisation accrue sur l'environnement et le bien-être des petits producteurs de pommes de terre ont été analysés pour l'Équateur et la Bolivie. La région andine convient parfaitement à ce type d'étude, parce qu'elle est la source et le centre de la diversité génétique d'un grand nombre de cultures importantes, dont la pomme de terre. Par ailleurs, l'agriculture andine s'appuie sur une base de ressources fragile du fait de sa topographie. D'importantes populations autochtones vivent dans cette région où sévit la pauvreté, en particulier dans les zones rurales.

L'examen de l'impact de la transformation agroalimentaire sur le fonctionnement des marchés agricoles, le bien-être des ménages et l'environnement confère un caractère novateur à ce projet. Le rôle des marchés dans le maintien d'une utilisation durable des ressources génétiques agricoles (RGA) est également analysé dans le cas de la Bolivie.

<http://www.fao.org/economic/esa/esa-resources/esa-projectarchive/esa-lisfame/fr/>

### Doc 37

**La FAO met ses services spécialisés à la disposition du Gouvernement bolivien pour mettre fin au commerce de cocaïne dans le pays.** À Cochabamba, dans les plaines tropicales à l'est des Andes, la FAO est en train de mettre en oeuvre un projet du Gouvernement bolivien visant à **élever le niveau de vie des familles agricoles** en introduisant de nouvelles pratiques de foresterie et d'agro-foresterie. **Le projet a pour but de diversifier et de renforcer les économies locales de sorte que les agriculteurs seront moins enclins à cultiver les feuilles de coca illégalement.**

Le projet a été financé par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) avec des fonds provenant de divers pays. (...)

Les tropiques de Cochabamba, où vivent environ 35 000 familles, couvrent une superficie de 3,7 millions d'hectares, pour la plupart de forêts. Même dans les zones colonisées, qui représentent un peu plus d'un demi-million d'hectares et où est cultivé l'essentiel du coca, 80 % des terres sont encore boisées.

Il est tout à fait sensé d'aider les communautés locales à faire une utilisation plus rationnelle

et plus rentable de leurs ressources forestières, affirme Greg Minnick, Conseiller technique principal de la FAO pour le projet. « Les forêts de cette région renferment une cinquantaine d'essences arboricoles qui ont une valeur commerciale. Ces ressources sont à la portée des familles rurales et elles offrent une source de revenus immédiate et durable. »

(...)

Les tropiques de Cochabamba ont essuyé de graves pertes en ressources forestières à cause de la culture des feuilles de coca et des pratiques d'agriculture de subsistance. Les fermiers débroussaillent et brûlent les forêts pour laisser la place aux cultures de coca et autres. Comme ils ajoutent rarement des éléments nutritifs au sol, la terre perd vite sa fertilité. En conséquence, les champs sont abandonnés et de nouvelles forêts sont défrichées. Au cours des 30 dernières années, ce cycle de déforestation s'est traduit par la perte de 300 000 hectares de forêts dans les tropiques Cochabamba. En dépit de ces pertes, les forêts sont encore plus que suffisantes pour fournir aux familles rurales des moyens d'existence durables.

**En dépit de l'extrême importance de la foresterie pour l'économie locale, les forêts des tropiques Cochabamba n'ont pas été aménagées selon des critères de développement économique à long terme.** « Souvent, les bûcherons travaillent durant la saison humide, ce qui provoque des dégâts considérables au sol, et ils coupent le bois trop près des rivières ou des cours d'eau, ce qui est cause d'érosion, affirme M. Minnick. En outre, ils prennent souvent les arbres les plus précieux et font des coupes qui endommagent le reste du couvert forestier. De nombreux opérateurs ne font aucun effort pour régénérer ou reboiser les terres après leur passage ».

Le projet du Cochabamba, qui a démarré en 1997 et se poursuivra jusqu'en 2002, vise deux types d'activités de développement. La première consiste à élaborer des plans d'aménagement forestier qui permettront la production durable de produits ligneux et non ligneux et la transformation locale du bois. Durant le projet, 30 plans d'aménagement forestier seront créés en collaboration avec les agriculteurs locaux.

**L'autre aspect du projet consiste à lancer des techniques d'exploitation associant l'agriculture et la foresterie.** Dans ces systèmes d'agroforesterie, les arbres et les cultures de couverture (légumineuses) s'alternent avec les cultures annuelles et pérennes. En association avec les jardins familiaux et l'élevage de petits animaux, ces systèmes sont conçus pour créer des revenus supplémentaires immédiats et améliorer la nutrition des ménages agricoles. À plus long terme, ils aident à diversifier la production vivrière et à réduire les menaces que constituent les marchés instables, les précipitations insuffisantes et les ennemis des cultures. Ils protègent également l'environnement en conservant la fertilité des sols et le couvert forestier.

Près de 2 000 familles rurales tireront profit des pratiques d'aménagement forestier et agroforestier adoptées durant le projet. (...)

Fao

## Doc 38

### **Agua es Vida !**

Dans la région andine, les précipitations ont diminué en raison du changement climatique. En 2009, La Paz et El Alto ont été confrontés à des pénuries en eau pour la première fois de leur histoire, de quoi inquiéter fortement ces populations qui se battent depuis des décennies pour leur droit à l'eau. Ce droit est d'ailleurs inscrit comme un droit fondamental dans la nouvelle constitution de l'Etat plurinational de Bolivie. Les scientifiques s'accordent pour dire qu'en 2055, 40 % de la population bolivienne sera confrontée à un manque d'eau, ce qui accentuera encore plus les inégalités sociales et menacera directement la sécurité alimentaire des Boliviens. C'est d'ailleurs pour cette raison que la lutte contre le changement climatique est devenue un combat majeur en Bolivie

OXFAM

Doc 39

Les agrocarburants sont présentés comme une solution à deux grands défis actuels de l'humanité : la crise climatique et la crise énergétique. Il s'avère aujourd'hui que ces agrocarburants constituent plutôt une source de problèmes qu'une solution, et tout particulièrement en Asie, en Amérique latine et en Afrique. En effet, la production d'agrocarburants prend le plus souvent la forme de vastes monocultures de canne, de palme, de soja... aux mains de l'agro-industrie et à destination des pays riches, soucieux de diversifier et de « verdir » leur approvisionnement énergétique.

En moyenne, il faut 200 kg de céréales pour nourrir un individu pendant un an. Avec cette même quantité de céréales, on produit entre 50 et 75 litres de bioéthanol. On comprend dès lors que le principal reproche qui soit fait aux agrocarburants est qu'ils nécessitent des terres généralement prélevées sur les cultures alimentaires ou les forêts. Dans le premier cas, cela contribue à augmenter les prix des denrées alimentaires sur le marché international et dans le deuxième cas, cela va augmenter les émissions de CO<sub>2</sub>, détruit la biodiversité et fragilise la situation économique et sociale des populations locales. La production mondiale d'agrocarburants a plus que triplé entre 2000 et 2008 et correspond à l'heure actuelle à plus de 2 % de la consommation mondiale de combustibles dans le monde

OXFAM

Doc 40

**La Bolivie est un pays riche en ressources naturelles.** Les activités minières ont toujours représenté une part importante de son économie. Cependant, la chute des prix des principaux minéraux sur le marché mondial a provoqué la diminution de cette part. De 10,3 % du PIB (richesse totale produite dans le pays) en 1980, les activités minières sont passées à 5,9 % pour la période entre 93 et 98. De plus, les produits extraits représentent une part importante des exportations boliviennes.

La grande majorité des gisements exploités sont situés dans le bassin versant fermé andin et sur le haut bassin du rio de la Plata.

**Les minéraux produits par la Bolivie sont notamment l'étain, l'or, l'argent, le plomb, l'antimoine, le zinc et le cadmium.** Ce sont pour la plupart des métaux lourds qui sont moins utilisés dans l'industrie que dans les années 70 ou 80. Ils ont en effet été remplacés par d'autres composants moins chers ou plus faciles à utiliser. C'est pourquoi leur prix a chuté rapidement. Par exemple, le prix de l'or a été divisé par 2 entre 1980 et 1992, celui de l'argent par 6. De plus, des années 50 aux années 80, les activités minières en Bolivie ont peu évolué. **Les techniques d'extraction n'ont pas été améliorées. Et les problématiques environnementales ont été superbement ignorées par le gouvernement et les entreprises.**

**L'enjeu est donc important à la fois pour l'économie bolivienne et pour son environnement.**

Il s'agit donc pour le gouvernement et les entreprises concernées de trouver des mesures efficaces sans mettre à mal le secteur minier déjà victime de la chute du prix des minéraux extraits.

(...)

Les activités minières comprennent l'aménagement des mines, leur exploitation, mais aussi les procédés de traitement des minéraux extraits pour les purifier ou les transformer.

L'exploration et la prospection sont les procédés de recherche de gisements de minéraux. Globalement, les activités qui y sont liées et qui peuvent être dommageables pour l'environnement, et plus spécialement pour l'eau, sont la création des accès, chemins, puits, tunnels et les tests effectués. Elles peuvent en effet provoquer une érosion importante ou bien rejeter dans le milieu des produits polluants.

En creusant la mine, les conditions d'écoulement des eaux superficielles et souterraines sont modifiées. Ainsi, les eaux superficielles peuvent par exemple pénétrer dans la mine, alors qu'elles

s'écoulaient superficiellement auparavant. (...). En passant, l'eau peut se charger en minéraux et polluer d'autres eaux superficielles ou les eaux souterraines. Ces métaux lourds qui peuvent polluer l'eau sont très dommageables pour l'environnement (voir cours sur la pollution). De plus, les eaux contaminées peuvent voir leur acidité augmenter, parfois même leur température. Ces eaux finissent par sortir de la mine et propagent cette pollution.

De plus, l'exploitation de la mine souterraine s'accompagne d'utilisation et de stockage de matériel à l'extérieur de la mine. Les produits utilisés (huiles, carburant, réactifs chimiques) qui se trouvent là peuvent être très dangereux pour l'environnement. Par ruissellement, les eaux pluviales peuvent ainsi être polluées à l'extérieur de la mine.

De plus, tous les matériaux extraits de la mine lorsqu'elle a été creusée sont stockés à l'extérieur. Ils peuvent être emportés par le ruissellement pluvial, ce qui augmente les apports de matériaux dans le cours d'eau. Les problèmes sont divers. Certaines parties du cours d'eau peuvent se combler, le cours d'eau a alors moins de place et les inondations sont plus importantes. Les matériaux peuvent aussi se déposer sur le fond qui change de structure, et toutes les conditions de vie du cours d'eau sont modifiées, certains invertébrés par exemple peuvent disparaître, puis ce sont à leur tour certains poissons qui s'en nourrissent... etc.

D'une manière générale, l'impact des mines à ciel ouvert sur le paysage est très important. Au-delà de l'eau, tout l'environnement est modifié. Des terres cultivables disparaissent, dans certains cas, l'écoulement des cours d'eau est modifié... Des conflits entre agriculture et activités minières apparaissent également souvent pour l'utilisation de la terre.

Les mines à ciel ouvert provoquent une augmentation de l'érosion des terrains, et une augmentation des apports de matériaux dans le cours d'eau, ce qui modifie tous les équilibres de cet écosystème comme on l'a vu ci-dessus.

De plus, l'exploitation de la mine génère des eaux très polluées rejetées sans traitement dans le cours d'eau le plus proche. L'eau qui s'infiltre est très polluée également et dégrade la qualité des nappes phréatiques.

D'une manière générale, les eaux polluées par l'activité minière présentent souvent une acidité importante.

L'extraction de l'or est une des activités les plus polluantes. En effet, pour obtenir de l'or pur à partir de la roche extraite, on utilise du mercure, réactif particulièrement dangereux pour l'environnement et la santé de l'homme. Ce produit pollue le sol et l'eau, et est incorporé par les plantes, le plancton, les poissons... et finalement par l'homme.

Les eaux polluées par les métaux lourds ne peuvent pas être utilisées pour l'approvisionnement en eau potable sans risques importants pour la santé. De plus, ce type de pollution porte préjudice à la pêche et à l'agriculture puisqu'elle provoque la diminution du rendement et de la qualité des produits.

Par exemple, la loi bolivienne impose un taux maximum d'arsenic dans l'eau rejetée de 0,5 mg/l, mais pour la consommation humaine ce taux doit être au maximum de 0,05 mg/l. Si les eaux de rejets de la mine ne sont pas assez diluées, l'eau est impropre à la consommation.

La pollution par radioactivité peut aussi être provoquée par les activités minières, par exemple pour l'extraction de l'uranium.

Parmi les autres produits polluants issus de l'activité minière, on peut aussi citer: - le cadmium, qui provoque des maladies des os, des reins... - le manganèse, bénéfique pour le corps humain à faible dose, toxique à forte dose - le plomb, qui provoque des maladies cardiovasculaires, et chez l'enfant, des problèmes dans le développement des capacités motrices ou du cerveau, - l'arsenic, qui provoque des maladies gastro-intestinales ou cardiovasculaires, des irritations des muqueuses, des cancers de la peau ou des poumons... - le chrome, qui provoque des dérèglements

gastro-intestinaux, dermatologiques, des poumons... - le cyanure... - Ces produits sont dangereux pour les employés de la mine qui les manipulent, pour les agriculteurs qui utilisent l'eau d'irrigation polluée, et enfin pour les consommateurs de l'eau polluée ou des produits de l'agriculture ou de la pêche dans lesquels se retrouvent ces polluants.

Les effets de la pollution des produits des activités minières sont très variables. Par exemple, si un grand cours d'eau reçoit des eaux acides d'une mine, son débit important peut permettre une dilution suffisante pour que les effets de la pollution soient quasi inexistantes. En revanche, pour un bassin fermé comme celui du lac Poopo en Bolivie, les métaux lourds s'accumulent et ne sont pas évacués. Les concentrations finissent par atteindre des niveaux très dangereux et les effets de la pollution sont catastrophiques.

Enfin, signalons également qu'une partie de la pollution des cours d'eau par les métaux lourds est totalement naturelle. Les sols riches en ces composés en relâchent une partie sous l'effet de l'érosion. L'importance de ce phénomène dépend bien entendu de la zone, mais globalement en Bolivie il est très faible comparé à la pollution minière.

La loi bolivienne oblige les exploitants de mine à rendre l'eau au milieu avec la même qualité qu'elle avait avant utilisation. Cependant, activités minières et préoccupation environnementales en Bolivie n'ont jamais fait bon ménage. La loi n'est tout simplement pas appliquée. Les entreprises qui ont vu le prix des minéraux chuter ne sont pas disposées à investir pour réduire la pollution générée. Parfois, le profit qu'il dégage de l'activité minière ne leur permet tout simplement pas de prendre des mesures environnementales

Selon la LIDEMA, ligue de défense de l'environnement, la loi est bonne, mais le problème est qu'elle n'est pas appliquée. On peut se demander si la loi n'est pas trop bonne. Trop contraignante, elle ne peut que très difficilement être appliquée dans l'économie bolivienne en développement. Et quitte à ne pas l'appliquer, la plupart des entreprises ne prennent aucune mesure. (...)

Certains cours d'eau présentent des concentrations en métaux lourds très importantes. De nombreuses communautés sont concernées et doivent consommer l'eau des rivières ou des nappes très polluées, ce qui pose des problèmes de santé évidents. (...)

#### Exemples :

##### 1. Le bassin versant du Lac Poopo

C'est un des cas les plus alarmants de Bolivie. Ce lac est situé à l'ouest du pays, au sud de La Paz. C'est le collecteur final de nombreux cours d'eau très chargés en pollution, notamment en métaux lourds. Ceux-ci s'y accumulent depuis de nombreuses années.

Il est alimenté par exemple par le rio San Juan de Sora Sora qui présentait les concentrations suivantes en 1983, époque où l'activité minière était à son apogée (les valeurs sont certainement moins importantes aujourd'hui mais restent conséquentes, et les métaux lourds présents à l'époque se sont accumulés dans le lac): - plomb : 7 ppm (partie par millions), soit 140 fois le taux maximum pour l'eau potable - cadmium : 1,3 ppm, soit 250 fois le taux maximum pour l'eau potable - Manganèse : 21,2 ppm, soit 210 fois le taux maximum pour l'eau potable - Etc. Pour de nombreux autres métaux lourds, les taux sont tout aussi élevés

Un autre point préoccupant est l'acidité des cours d'eau, de l'ordre de 5,5 (l'eau pure a une acidité, mesurée par le pH, de 7, sur une échelle allant de 0 à 14), et qui peut atteindre 4. Cette acidité est préjudiciable à l'environnement.

Un des dangers de cette pollution est l'absorption par les poissons de ces métaux lourds. Ainsi, pour les éléments cités ci-dessus, les taux relevés dans la chair des poissons sont de l'ordre de 10 à 1000 fois plus importants que ceux relevés sur des poissons d'un lac canadien « non pollué ». Les métaux lourds sont incorporés dans toute la chaîne alimentaire, et finissent par être ingérés par l'homme, provoquant de graves problèmes de santé.

De plus, dans ce bassin versant, certains producteurs de quinoa (une céréale typique des Andes) se trouvent très pénalisés puisqu'ils ne peuvent pas exporter leur production car elle comporte des concentrations en métaux lourds trop importantes. Cette quinoa est donc... consommée sur le marché local.

Toujours sur ce bassin versant, certaines eaux rejetées par les mines sont si acides qu'elles causent des dégâts aux conduites enterrées d'eau potable dans la ville d'Oruro. Elles s'infiltrent en effet, les perforant et s'introduisent dans les canalisations d'eau potable, ce qui pose de graves risques de santé publique. D'ailleurs, pour trouver une eau propre à la production d'eau potable, il faut creuser des puits à 80 à 125 m de profondeur, les couches supérieures étant trop

polluées. C'est le cas pour la ville d'Oruro. Les autres sources d'alimentation en eau « potable » dans le bassin sont malheureusement superficielles.

Dans cette même ville d'Oruro, sur 1 000 naissances 9,5 enfants souffrent de malformations liées à la pollution des activités minières.

La pollution du lac Poopo par les métaux lourds est due aux activités minières mais est aussi naturelle. Les métaux lourds contenus dans le sol se dissolvent naturellement dans l'eau et rejoignent le cours d'eau. Par exemple, 85% de l'arsenic est d'origine naturelle. Pour le plomb, le fer et le zinc, les valeurs sont respectivement de 75, 38 et 1 %. La part d'apport naturel varie donc d'un extrême à l'autre en fonction du métal considéré.

## 2. La pollution du Rio Pilcomayo

Potosi, depuis la colonisation, a toujours été le département comportant l'activité minière la plus importante. Les quatre cours d'eau qui traversent la ville du même nom, Potosi, sont l'Huaynamayu, le Chectakala, le Korimayu et la Rivera. Ces quatre rivières confluent à Potosi où en aval et forment un affluent du Rio Pilcomayo. Ce dernier se jette ensuite dans le rio Paraguay qui traverse le pays du même nom qui alimente lui-même le rio de la Plata, qui coule en Argentine.

Potosi compte de nombreuses mines, qui polluent ce cours d'eau. Il reçoit de plus la pollution des activités pétrolières de Tarija, plus en aval. Nombreux sont les indiens qui utilisent l'eau du Pilcomayo, ou du Rio Paraguay, faute de meilleures sources d'approvisionnement.

En 1996, l'opinion publique se tourne enfin vers ce cours d'eau lorsque la rupture d'une digue provoque une pollution telle que la Bolivie redoute qu'elle n'altère ses relations avec les pays voisins (le Paraguay et l'Argentine). Pourtant, les affluents du rio Pilcomayo reçoivent chaque année des quantités de métaux lourds bien supérieures à celles déversées lors de cet incident.

Quelques chiffres : Dans le Tarapaya, un des affluents du Pilcomayo, 3 000 tonnes d'arsenic, 8 000 de plomb et 250 de cadmium ont été rejetées depuis 1990. Les eaux de ce rio ont ainsi une concentration en arsenic entre 600 et 800 fois supérieure à celle fixée comme limite par l'OMS pour la consommation humaine. Cette substance provoque notamment à long terme des cancers de la peau, des poumons...

Année après année, les gouvernements n'ont rien fait, en dépit du fait que la loi sur l'environnement n'était pas appliquée. Dans un souci de développement des activités minières, ils ont même accordé des délais et des facilités aux différentes entreprises pour leur éviter d'avoir à résoudre ce problème.

Les protestations des populations, qui vivent au bord du Pilcomayo et de ses affluents contaminés, et des associations de défense de l'environnement ont été nombreuses. Outre les problèmes de santé, les populations subissent la baisse de la fertilité des sols et de la quantité de poissons (la perte pour ces populations a été estimée à environ 50 000 euros par an). Les poissons qui survivent sont de toute façon impropres à la consommation du fait de la grande quantité de métaux lourds qu'ils contiennent. Un autre exemple, les carottes produites dans les plaines inondables et vendues dans tout le pays contiennent des concentrations dangereuses de plomb. La biodiversité s'en trouve également gravement affectée.

Depuis avril 2003, la LIDEMA, « ligua de defensa del medio ambiente » (ligue de défense de l'environnement) a lancé une campagne pour mettre fin à la pollution du Pilcomayo. Un plan de gestion a alors été lancé par la Bolivie, l'Argentine et le Paraguay.

Les études menées sur ce rio montre que la pollution de la ressource en eau pose aussi de graves problèmes économiques, et qu'il est bien moins coûteux de la prévenir que de guérir. Cependant, ceux qui tirent partie du manque de protection et d'application de la loi ne sont pas ceux qui pâtissent des dégâts provoqués. Si le gouvernement ne joue pas son rôle, les premiers continueront à s'enrichir au détriment des seconds. (...)

<http://www.eaudela.org>

## Doc 41

### **Bolivie : la future Arabie Saoudite du lithium ?**

(...) Evo Morales, président de la Bolivie, était en visite officielle à Paris afin de négocier l'exploitation du lithium de son pays. Car le petit pays sud américain est bien décidé à profiter du boom de ce nouveau minerai à la mode dont il possède la plus importante réserve au monde.

Pays le plus pauvre de l'Amérique Latine en termes de revenu par habitant, la Bolivie détient pourtant une richesse phénoménale en ressources naturelles qui attire des pionniers depuis l'époque de la colonisation espagnole. **D'abord l'argent et ensuite l'étain, aujourd'hui ce petit pays, dispose de la seconde réserve de gaz naturel de l'Amérique du Sud, avec**

**des exportations vers le Brésil qui constituent 16% de son PIB. Cependant si on croit les experts, l'avenir de l'économie bolivienne ne dépendra pas de ses hydrocarbures mais de sa réserve d'une matière première en plein boom; le lithium. (...)**

Depuis quelques années, **le lithium a connu un essor considérable qui a fait grimper son prix de 350 dollars par tonne en 2003 à environ 3000 en 2008.** Ce fort accroissement de la demande est lié à la production de batteries ultralégères destinées aux téléphones et ordinateurs portables. Car le lithium est non seulement l'élément le plus léger du tableau périodique, il présente aussi l'avantage de fournir une autonomie énergétique plus importante que d'autres métaux utilisés dans la confection des batteries. Des atouts qui n'ont pas échappé à la vigilance des constructeurs automobiles qui commencent déjà à commercialiser des voitures hybrides aux batteries lithium-ion. Alors l'engouement actuel pour des voitures électriques pourrait vite transformer ce minerai en denrée la plus convoitée du 21<sup>e</sup> siècle.

Avec une réserve d'environ 5,4 millions de tonnes (près de la moitié du lithium au monde), selon un rapport de l'institut d'études géologiques des Etats Unis, la Bolivie est idéalement placée pour en devenir le premier fournisseur mondial. **Le gouvernement bolivien a bien compris l'enjeu de ce marché potentiel** et en mai 2008, l'Etat a investi 6 millions de dollars pour **ouvrir une usine pilote au Salar de Uyuni, un vaste désert de sel au sud-ouest du pays.** Selon un communiqué du gouvernement, ce premier chantier, situé à 3700 mètres d'altitude, « produira 20000 tonnes de carbonade de lithium par an ». De quoi répondre au besoin croissant exprimé par l'industrie de l'automobile. (...)

**Alors que les entreprises étrangères se bousculent pour établir des contrats d'exploitation de ce minerai miracle, le gouvernement socialiste d'Evo Morales compte mettre ses conditions au clair.** (...) Ivan Canelas, le porte-parole du président Morales a annoncé que le gouvernement accepterait que ces firmes exploitent le lithium « si elles garantissent que la production des batteries et, même, des voitures, se fasse sur place ». Des exigences destinées à assurer le développement économique du pays à long terme. Selon le ministre des mines, (...) « la Bolivie ne répétera pas l'expérience du 15<sup>e</sup> siècle ». Mais si la Bolivie veut être au rendez-vous de l'explosion de la demande du lithium prévue d'ici 2015, **ses dirigeants seront obligés de faire appel au savoir-faire technique des investisseurs potentiels.**

Une autre variable qui pourrait être décisive dans le choix d'un investisseur étranger est celle du **coût écologique.** Des activistes boliviens s'inquiètent déjà des conséquences de l'extraction du lithium dans le Salar de Uyuni, une merveille de la nature qui attire des milliers de touristes chaque année. Si la décision du gouvernement bolivien est finalement influencée par des critères verts, ce ne serait pas la première fois. En décembre 2007, la société minière Jingal a gagné un contrat pour l'exploitation du fer dans les réserves vierges qui se trouvent au sud-est du pays. En plus d'avoir proposé d'excellents termes économiques, la firme bénéficie d'une réputation irréprochable concernant la protection de l'environnement.

(...)

Malgré des négociations qui s'annoncent difficiles, les premiers prétendants à l'exploitation du lithium bolivien se sont déjà manifestés et parmi les intéressés; le groupe français Bolloré. Fabricant de batteries au lithium, le groupe cherche à sécuriser ses approvisionnements de ce métal pour sa voiture électrique, la Bluecar, construite en partenariat avec Pininfarina et prévue pour une commercialisation début 2010. Lors de sa visite en France au mois de février, le président de la Bolivie, Evo Morales s'est rendu au centre d'essai de l'industriel breton, Vincent Bolloré, pour tester un prototype de la première voiture 100 % électrique.

Tandis que le chef d'Etat bolivien s'est dit « satisfait » de sa visite en France, aucune annonce officielle n'a été faite concernant la proposition du groupe Bolloré pour l'exploitation du lithium bolivien. **Mais pour que la Bolivie tienne sa promesse comme « future Arabie Saoudite »**

**du lithium, il va falloir qu'elle trouve rapidement un allié étranger à la hauteur de ses exigences.**

[http://www.economieetsociete.com/Bolivie-la-future-Arabie-Saoudite-du-lithium\\_a113.html](http://www.economieetsociete.com/Bolivie-la-future-Arabie-Saoudite-du-lithium_a113.html)

## Doc 42

### **Bolivie : sur un baril de lithium**

**Le désert de sel d'Uyuni suscite toutes les convoitises. C'est le principal gisement mondial de lithium, utile aux véhicules électriques.**

Pour bien voir le trésor qui dort sous la croûte de sel, il faut d'abord plisser les yeux. Reflétant un soleil assassin, l'immense tapis de sel, d'une blancheur immaculée s'étend à perte de vue et courbe l'horizon. Nous sommes sur le salar d'Uyuni, le plus grand désert de sel au monde.

Le trésor, c'est un métal mou et léger nommé lithium, présent en très forte concentration dans les saumures. « Pour obtenir du lithium, il faut d'abord creuser de grandes piscines d'évaporation. Ensuite, les saumures sont transportées à l'usine où l'on obtiendra du carbonate de lithium grâce à un procédé chimique », explique Guillaume Roelants, qui suit le dossier au sein de la Coopérative minière bolivienne (Comibol), la société publique des mines.

À ses côtés, malgré la chaleur écrasante, des ouvriers sont en combinaison et passe-montagne pour éviter les brûlures du soleil. Guillaume Roelants a fait venir de La Paz une scie circulaire électrique pour découper la croûte de sel et réaliser des tests. « Nous voulons faciliter le travail de nos hommes. Jusqu'ici, ils devaient tout faire à la pioche », raconte-t-il. Le lithium était déjà utilisé dans l'industrie pharmaceutique pour soigner les troubles bipolaires (psychoses maniaco-dépressives) et dans la haute technologie pour les batteries des téléphones et ordinateurs portables. Mais ce qui pourrait bouleverser l'économie locale, ce sont les voitures hybrides ou entièrement électriques, qui utiliseront du lithium dans leurs batteries à raison de 5 à 15 kilos par véhicule. Avec la fin annoncée de l'ère du tout pétrole, ce métal a vu son cours exploser en seulement cinq ans, de 260 à 2300 euros la tonne.

**Si la présence de lithium dans le sous-sol est déjà une bonne nouvelle pour le pays, les réserves potentielles pourraient être synonyme de jackpot pour la Bolivie :** « Nous estimons que le salar d'Uyuni recèle environ 100 millions de tonnes de lithium, affirme Guillaume Roelants . (...) Selon les différentes estimations, le pays andin posséderait entre 40 et 70 % des stocks de lithium du globe. Un trésor qui n'a pas manqué d'aiguiser l'appétit des multinationales. Plusieurs groupes sont sur les rangs pour décrocher les licences d'exploitation : les japonais Sumitomo et Mitsubishi, le sud-coréen LG associé à General Motors et les français Bolloré et Eramet, une société spécialisée dans l'extraction et la transformation de métaux. Lors de sa visite de 24 heures en France en février, le président bolivien Evo Morales a rencontré Vincent Bolloré et conduit une Blue Car, la voiture électrique nouvelle génération produite par le groupe. Dès son retour à La Paz, le chef de l'Etat, pourtant connu pour ses positions « anti-impérialistes », se montre enthousiaste : « J'ai été impressionné, dit-il, par la volonté du groupe Bolloré d'investir dans l'exploitation et l'industrialisation du lithium ». Morales a toutefois posé des conditions : « **Nous avons besoin de partenaires, pas de propriétaires du lithium.** Il est hors de question que l'Etat perde le contrôle et la possession du métal. » **Le président bolivien estime qu'au moins 60 % des bénéfices de l'exploitation devront revenir à son pays, le plus pauvre d'Amérique du Sud.** En avril, une délégation de Bolloré et d'Eramet a fait le voyage à La Paz pour remettre une proposition au président Morales. Le projet prévoit 515 millions d'euros d'investissement et la construction d'une usine de batteries électriques. Philippe Bordarier, directeur du développement chez Eramet, assure « pouvoir répondre aux soucis de développement économique, social et environnemental du gouvernement bolivien ». « Ce que nous voulons, c'est aller vite », ajoute Thierry Marraud, directeur financier du groupe Bolloré. Le temps presse, en effet. **Le pic de consommation du lithium pour**

**les batteries automobiles est attendu dans une dizaine d'années. Les besoins sont énormes et l'exploitation actuelle du métal se révélera vite insuffisante.**

« Pour nous, c'est un enjeu stratégique, reconnaît Thierry Marraud, Nous craignons un renchérissement du prix du lithium et souhaitons sécuriser notre source d'approvisionnement. » « Les propositions de Bolloré, Mitsubishi et consorts induisent toutes à long terme une forme d'exclusivité, ajoute-t-il. **Certaines entreprises semblent avoir du mal à accepter que la Bolivie contrôle effectivement les plus grandes réserves du monde de lithium.** » À la fin des années 80 déjà, la société américaine Litco (Lithium Corporation) avait déjà négocié avec le gouvernement l'exploitation du métal. Un contrat « à l'ancienne » qui ne laissait que des miettes aux Boliviens. De fortes mobilisations sociales avaient finalement obligé le pouvoir à abandonner le projet.

Parmi les opposants de l'époque, Francisco Quisbert, 69 ans, dirige la Fédération des Travailleurs paysans du Sud-Altiplano. Aujourd'hui, Francisco soutient le projet d'exploitation du lithium. « Regardez, ce sont normalement des champs de quinoa. Et il n'y a que de la terre. Cette année, la saison des pluies a duré une seule nuit contre deux mois habituellement ! » Le village de Francisco, Calcha, est situé à trois heures de piste d'Uyuni, la porte du salar. Les deux activités principales, la culture de quinoa et l'élevage de lamas, sont mises à mal par les sécheresses. « Nous avons même retrouvé de la terre dans les estomacs des lamas qui ne trouvent plus de pâturages », assure-t-il. De ses neuf enfants, un seul est resté au village. Les autres, comme la plupart des jeunes, sont partis chercher du travail ailleurs. « Nous n'avons l'électricité que deux heures par jour, déplore-t-il. Il n'y a pas de système d'égouts, pas d'eau potable. **Nous espérons qu'avec les royalties du lithium, les choses s'amélioreront ici.** Le rêve serait de pouvoir installer un système d'irrigation pour nos cultures. » Mais le dirigeant syndical ne donne pas pour autant carte blanche au gouvernement : « L'entreprise doit être 100 % publique, prévient-il. Nous ne voulons pas de multinationales ici, même si apparemment le gouvernement est tenté. »

« Au-delà du gouvernement, ce sont les mouvements sociaux qui doivent garantir la bonne orientation du projet », confirme Marcelo Castro, ingénieur chargé de la construction de l'usine pilote d'extraction du lithium, située à mi-chemin entre Uyuni et Calcha. Une usine entièrement financée par l'Etat bolivien, qui devrait commencer à produire annuellement 40 tonnes de carbonate de lithium dès 2010. Quand la presse évoque la « Bolivie Saoudite » ou le « nouveau Moyen-Orient » dans les Andes, l'ingénieur coupe court : « Nous sommes modestes. Mon rêve, ce serait que, depuis les enfants jusqu'aux vieillards, tous sentent que ça vaut la peine de vivre sur cette terre, que les enfants aient les dents saines, que l'extrême pauvreté ne soit plus qu'histoire. »

**Les retombées économiques et sociales ne sont pas les seules préoccupations face à la future exploitation du lithium. Au-delà des royalties, l'impact sur le salar inquiète Marco Rivera, un militant écologiste de la Ligue de défense de l'environnement : « Nous ne sommes pas contre le développement, mais notre principal souci est l'utilisation massive d'eau douce indispensable à toute industrie minière. Or, la région du salar est semi-désertique et le pompage des nappes peut engendrer de sérieuses conséquences sur tout l'écosystème. »**

Malgré les assurances du gouvernement, qui promet de choisir le procédé le moins polluant même s'il s'avérait plus onéreux, l'inquiétude règne chez les tour-opérateurs d'Uyuni. Avec son air de Far West, ses rues poussiéreuses et son cimetière de trains, vestige d'une meilleure époque, la petite ville est le point de départ de toute excursion dans le salar, et vit presque dans sa totalité du tourisme. Quelque 80 000 voyageurs y sont passés l'an dernier, apportant devises et travail aux guides, chauffeurs, restaurateurs. Rosa Perez, vice-présidente de l'association de tourisme d'Uyuni, a une opinion bien tranchée : « Nous sommes contre ce projet. Il va défigurer le salar. Nous sommes en état d'alerte et nous espérons que le gouvernement va tenir ses engagements sur l'environnement. Car sans tourisme, il n'y a plus rien ici. »

Amoureux du salar au point de lui avoir consacré un roman policier, Olivier Magnier, professeur de lettres au lycée franco-bolivien de La Paz, est plus nuancé, mais tout aussi soucieux : « Couper

cette croûte de sel, c'est comme une entaille dans la peau », décrit-il. **Dans l'éternel débat entre préservation écologique et nécessités socio-économiques, Olivier Magnier rêve de tout concilier : « Le salar est un patrimoine énergétique et économique. Mais c'est aussi un patrimoine poétique. Si on pouvait faire vivre les deux, ce serait parfait. »**

*Libération*

#### Doc 43

Dispositifs nomades, véhicules électriques... les besoins en source d'énergie indépendante et en autonomie sont toujours plus grands. Pour les satisfaire, les batteries Li-ion semblent être la technologie la plus prometteuse. Mais y aura-t-il suffisamment de Lithium et à quel prix ?

Même si l'électronique consomme de moins en moins d'énergie pour réaliser une même tâche, la puissance des appareils augmente, ce qui annule en partie le gain réalisé. Pour une batterie d'ordinateur de 90 Wh par exemple, il faut environ 8 grammes de Lithium. Le développement dans un futur proche de véhicules hybrides rechargeables et électriques va nécessiter de fabriquer de plus en plus de batteries. Elles seront pour la plupart de type Li-ion car cette technologie (qui existe sous plusieurs déclinaisons) offre une densité d'énergie massique plus grande que celle de la technologie Ni-MH utilisée par exemple aujourd'hui comme batterie de puissance par la prius de Toyota véhicule hybride autonome n'ayant pas besoin de se recharger sur le réseau. En effet, la technologie Ni-MH a une densité énergétique plus faible (30-80 Wh/kg) quoique supérieure à celle du plomb (20-40 Wh/kg).

*Association des Ingénieurs industriels de l'Institut Meurice - juillet - août - septembre 2012*

#### Doc 44

**La Bolivie est le deuxième pays dont le revenu par habitant est le plus faible de l'Amérique Latine.** L'agriculture emploie près de la moitié de la population active, mais la productivité est très faible. Les principales cultures commercialisées sont le soja, le sucre et le café. Le bois est une importante source de revenus en devises de même que la viande et la transformation de peau de bovins de l'industrie du bétail. Il y aussi un important commerce illégal de coca, la plante qui produit la cocaïne, qui permet aux paysans d'avoir une meilleure situation bien que le Gouvernement coopère activement avec les États-Unis pour lancer une campagne destinée à supprimer les plantations. La Bolivie a des grosses **réserves minérales**, surtout d'**étain**, dont elle est le principal producteur mondial, et aussi de **gaz naturel, de pétrole, de plomb, d'antimoine, de tungstène, d'or et d'argent**. Le pétrole et le gaz suffisent largement aux besoins énergétiques du pays et à l'exportation. Le commerce extérieur, qui est basé sur les **matières premières**, se répercute sur la vulnérabilité de l'économie bolivienne qui **dépend de la fluctuation mondiale des prix**. Mais la découverte de nouveaux gisements, principalement de gaz et de pétrole, et de nouvelles formes de distribution (comme le gazoduc avec le Brésil inauguré en 1997) sont une espérance pour l'amélioration de l'économie. La Bolivie est membre des organisations suivantes :

- Association Latino-américaine d'Intégration (ALADI )
- Organisation Américaine de l'Economie (OEA)
- Mercosur
- Comunidad Andina
- Système Economique Américain (SELA),

- Pacte Amazonique et Países Miembros de la Cuenca del Plata.

En 1980, **l'inflation, la fluctuation sauvage du change et l'aggravation de la dette externe, ont enfoncé la quasi-totalité de l'économie bolivienne**, mais elle s'est remise à niveau peu à peu et elle est actuellement stabilisée. La plupart des problèmes actuels de l'économie reposent sur le manque d'investissements depuis des années. Les principaux partenaires commerciaux de la Bolivie sont ses voisins, le Brésil, l'Argentine et le Chili, les États-Unis suivis du Japon et des pays de l'Union Européenne principalement l'Espagne.

<http://www.abc-latina.com/bolivia/economia.htm>

#### Doc 45

##### **Situation économique**

La stratégie économique « nationaliste » menée par le Président Morales depuis 2006 (nationalisations, retrait du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), renégociation des accords bilatéraux de protection des investissements) a contribué à détériorer le climat d'investissement, mais les indicateurs macro-économiques demeurent satisfaisants et la gestion économique du pays a reçu les encouragements du FMI. Les taux de croissance sont compris entre **+ 4 et + 6 %**. **Elle détient les troisièmes réserves de gaz naturel (1 500 Mm<sup>3</sup>) d'Amérique du Sud, derrière le Venezuela**, et de nombreuses ressources minières (dont le zinc), ainsi que des cultures industrielles de soja, ainsi que d'importantes **réserves de lithium**. La Bolivie profite depuis plusieurs années **de l'explosion des cours des matières premières** (les exportations du pays -9 Mds USD en 2011- sont composées à plus de 80 % d'hydrocarbures et de minerais). Le solde budgétaire est positif et le solde de la balance commerciale a atteint 1,5 Md USD en 2011. Les réserves de change ont explosé depuis quelques années (10 Mds de USD en 2010 soit près de 45 % du PIB). Le faible intégration du pays sur les marchés financiers internationaux l'a également protégé des turbulences nées de la crise des subprimes à l'été 2008, même si elle a quelque peu subi l'onde de choc de la crise (chute des prix des matières premières ; diminution des transferts de fonds des émigrés - dont quelque 800 000 en Argentine - ; réduction de l'aide financière accordée par le Venezuela).

**En dépit de ces indicateurs favorables, la Bolivie, avec un PIB par habitant de 1 801 USD en 2010, demeure l'un des pays les plus pauvres de la région : un tiers de la population vit encore dans l'extrême pauvreté**, malgré quelques avancées dues à la politique de redistribution mise en place par le président Morales (aides pour encourager la scolarisation, pour les personnes âgées, pour les femmes enceintes). Ses principaux handicaps sont à la fois structurels (poids de l'économie informelle, qui représente 50 % du PIB et 84 % de l'emploi) et conjoncturels (importante inflation - 8 % prévu en 2011 - ; **dette externe importante - de 3,2 milliards de dollars en 2010 soit 15% du PIB-**).

(...)

**La Bolivie a opéré depuis 2008 un changement radical de sa politique étrangère**, désormais caractérisée par une rhétorique anticapitaliste et anti-américaine. L'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique (ALBA) offre une tribune privilégiée pour énoncer sa vision des relations internationales, proche de celles du Président Chavez, notamment pour dénoncer les excès du capitalisme.(...) Evo Morales s'est également rapproché de l'Iran, avec qui la Bolivie a établi des relations diplomatiques en 2007. **La Bolivie a rompu ses relations avec Israël, le 14 janvier 2009**, pour protester contre l'offensive à Gaza et Evo Morales a annoncé son intention de porter plainte contre Israël à la CPI pour « crime contre l'humanité ». **La Bolivie a reconnu l'Etat palestinien en décembre 2010**.

Les relations avec les États-Unis restent compliquées, depuis 2007. La Bolivie a demandé le départ de l'Ambassadeur américain et des services de la DEA (Drug Enforcement Administration) en

2008. En retour, les États-Unis ont « dé-certifié » la Bolivie, en la retirant du programme d'aide à la lutte contre les trafics de drogue « ATPDEA ». Evo Morales a annoncé au mois d'août 2011 sa « décision politique » (...) d'expulser l'agence américaine de coopération USAID. Les deux États ont néanmoins signé en novembre 2011 un accord-cadre de coopération bilatérale et, le 20 janvier 2012, un accord tripartite avec le Brésil portant sur le contrôle des frontières et la réduction des cultures de coca excédentaires en Bolivie.

**Avec l'Union européenne, les relations sont pragmatiques.** Membre de la CAN (l'UE et la CAN sont liées depuis 1998), la Bolivie a refusé, à l'inverse de la Colombie et le Pérou, de signer avec l'UE un accord commercial multipartite liant les deux zones. Elle bénéficie du cadre SPG+ sur la période 2009-2011, qui lui permet de soutenir ses exportations vers l'UE (échanges UE/Bolivie de presque 400 M€ par an). Dans le cadre de l'ICD, elle a bénéficié en 2010 d'une assistance financière de 84 M/EUR, orientée autour de trois priorités (soutien à l'augmentation et à la diversification des exportations – soutien à la lutte contre le trafic illicite de drogues – approvisionnement en eau et assainissement dans les zones périurbaines).

Sur les enjeux globaux, la Bolivie a une position en pointe sur le réchauffement climatique dans le cadre de la **promotion des droits « sacrés » de la Terre-Mère (« Pachamama »)**, qui mêlent défense de l'environnement et respect des droits des ancêtres. Elle a validé le compromis de Durban, après s'être opposée aux accords de Copenhague et de Cancun. Elle a été à l'origine d'une résolution adoptée par l'AGNU en juillet 2010 portant **reconnaissance d'un « droit » à l'eau potable et à l'assainissement** (un des objectifs du Millénaire).

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/bolivie/presentation-de-la-bolivie/article/presentation-2655>

#### Doc 46

**La Bolivie est le pays le plus pauvre de l'Amérique du Sud. (...) Les plus vulnérables sont les femmes et les enfants des régions rurales ainsi que les Autochtones, ces derniers formant 65 % de la population, qui compte 10 millions d'habitants. Cependant, la performance de l'économie bolivienne est assez bonne grâce aux prix élevés du pétrole, du gaz naturel et des minéraux, ce qui a contribué à la baisse du taux de pauvreté au cours des dernières années.** Même si le ralentissement économique mondial de 2009 a fait diminuer le taux de croissance économique du pays, la Bolivie est en meilleure posture que bien d'autres pays grâce à une gestion financière judicieuse et à la stabilité de son secteur financier. Elle possède la deuxième plus importante réserve de gaz naturel de l'Amérique du Sud, une ressource essentielle aux économies des pays voisins que sont le Brésil, l'Argentine et le Chili.

En 2011, la Bolivie occupait le **108<sup>e</sup> rang sur 187 pays pour ce qui est de l'indice du développement humain** (...). Toutefois, les indicateurs de santé y sont parmi les plus bas de l'Amérique : selon le Programme des Nations Unies pour le développement, 1 enfant sur 16 meurt avant l'âge de cinq ans et 1 femme sur 89 meurt pendant la grossesse ou l'accouchement. **La mauvaise santé des Boliviens est étroitement liée aux infrastructures inadéquates ou inexistantes.** Plus de 25 % des Boliviens n'ont pas accès à de l'eau potable et 44 % n'ont pas accès aux services sanitaires de base. (...)

La Bolivie a maintenu une démocratie plutôt pacifique depuis 1982. **Il lui reste toutefois du travail à faire pour renforcer la primauté du droit et améliorer le professionnalisme, la responsabilisation et la transparence de ses processus et de ses institutions démocratiques.**

**Depuis janvier 2006, le gouvernement de la Bolivie a adopté des réformes économiques et sociales pour répondre aux besoins fondamentaux des plus démunis. Un certain nombre de problèmes demeurent, comme les inégalités et l'exclusion - surtout**

**en ce qui concerne les peuples autochtones -, la relative nouveauté des institutions démocratiques, les tensions politiques internes et la faible diversification de l'économie.**

### **Priorités**

En 2009, dans le cadre du nouveau plan d'action pour accroître l'efficacité de l'aide du Canada, la Bolivie a été désignée comme l'un des pays ciblés par l'**ACDI**.

Le programme de l'ACDI en Bolivie tient compte des principes du plan national de développement du pays (en espagnol), qui expose les objectifs du gouvernement bolivien : **construire une nouvelle société plus équitable avec une économie vigoureuse en prenant en compte les dimensions sociale, démocratique et économique du développement.**

L'objectif du programme de l'ACDI en Bolivie est de **favoriser une société plus équitable, où la pauvreté est moindre et où la qualité de vie des personnes vulnérables et marginalisées est améliorée.** Plus particulièrement, l'ACDI s'emploie à améliorer l'avenir des enfants et des jeunes et à créer les conditions favorables à une croissance économique durable. L'ACDI continue également d'appuyer les principales institutions démocratiques et de surveillance, telles que la Cour électorale nationale et le Bureau du vérificateur général, pour renforcer les processus démocratiques, la responsabilisation et la transparence. Elle s'attaque aussi aux **défis environnementaux** en mettant l'accent sur les initiatives visant la responsabilité sociale des entreprises.

#### Enfants et jeunes

L'ACDI continue d'améliorer la santé des mères et de réduire la mortalité des enfants en améliorant l'accès aux soins de santé essentiels, en luttant contre la malnutrition et en favorisant l'accès durable à l'eau potable et aux services sanitaires de base.

#### Principaux résultats escomptés

La malnutrition sera réduite en permettant à un plus grand nombre d'enfants de moins de cinq ans de recevoir un apport en vitamine A.

La mortalité néonatale, juvénile et maternelle sera réduite grâce à l'augmentation du nombre d'accouchements dans les centres de soins de santé.

#### Croissance économique

**L'ACDI encourage la croissance économique durable grâce à des programmes de formation technique et professionnelle axés sur le marché et grâce à des programmes visant la responsabilité sociale des entreprises et le bien-être à long terme des collectivités.** Elle y parviendra notamment en responsabilisant les femmes en tant qu'acteurs économiques (en leur accordant un accès accru aux marchés, à la propriété, au crédit et à la technologie), de même qu'en renforçant le développement du secteur des hydrocarbures de façon durable.

#### Principaux résultats escomptés

L'accès des femmes aux marchés, à la propriété, au crédit et aux technologies sera accru.

Les jeunes Boliviens, particulièrement chez les populations autochtones, bénéficieront d'une formation sur les compétences pour l'emploi axée sur le marché local.

Des projets de développement durable seront mis en œuvre à l'échelle communautaire en collaboration avec des entreprises de l'industrie extractive, des administrations régionales et locales ainsi que des organisations non gouvernementales.

#### Vers une aide plus efficace

La Bolivie adhère à la **Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide**.

La Bolivie dirige activement le processus de planification en matière de coopération au développement. Les donateurs ont harmonisé leurs priorités avec le plan national de développement du pays et ont axé leur programme sur certains secteurs particuliers; la coordination entre eux ne cesse de s'améliorer.

### **Exemple de réalisations en 2010-2011**

#### **Enfants et jeunes**

À contribué à réduire de 53 % le nombre de décès attribuables à la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans, qui est passée de 749 décès en 2008 à 350 décès en 2010.

À aidé à accroître de 33 % le nombre d'enfants qui reçoivent des suppléments de micronutriments. Il était de 145 000 en 2009 et est passé à 192 000 en 2010.

À aidé à accroître de 73 % le nombre d'enfants qui reçoivent du zinc pour le traitement de la diarrhée. Il était de 166 739 en 2009 et est passé à 288 455 en 2010.

À renforcé la capacité du pays à produire les principaux suppléments de micronutriments (vitamine A, fer et zinc) nécessaires pour garder les enfants en santé et bien nourris, et a contribué à la réduction des coûts de ces suppléments et à la diversification de l'économie en Bolivie.

À participé à la formation de 550 travailleurs en santé communautaire, qui offrent maintenant de meilleurs services de soins de santé dans trois régions visées de la Bolivie, et qui ont permis d'obtenir les résultats suivants en 2010 :

- ▶ augmenter de 33 % le nombre d'enfants qui ont reçu la troisième dose du vaccin pentavalent, qui est passé à 96 % en 2010 comparativement à 72 % en 2005 ;
- ▶ augmenter le pourcentage d'enfants de six mois à deux ans qui ont reçu des suppléments de fer essentiels pour prévenir les déficiences mentales. Le pourcentage est passé de 52 % en 2009 à 91 % en 2010 ;
- ▶ améliorer l'accès à un approvisionnement en eau et à des services d'assainissement pour 10 205 filles et garçons d'écoles primaires.

#### **Croissance économique**

À contribué à la multiplication par quatre des recettes annuelles du gouvernement de 2005 à 2012, lesquelles s'élèvent à 2,2 milliards de dollars grâce au **Projet d'aide relatif à la réglementation dans le secteur des hydrocarbures**. Ce projet a financé d'importants programmes sociaux, comme la pension de la sécurité de la vieillesse, dont 775 000 personnes sont bénéficiaires, et la prime pour la persévérance scolaire, qui couvre certains des frais de scolarité de 1,8 million d'enfants d'âge scolaire. De plus, 800 000 adultes ont appris à lire grâce au programme national d'alphabétisation. Les services d'électricité ont été améliorés dans les régions rurales; la proportion des zones desservies est passée de 33 % en 2005 à 51 % en 2010, ce qui contribue encore davantage à la croissance économique et à la diversification de l'économie.

À permis d'augmenter le nombre d'élèves de sexe féminin au secondaire qui ont poursuivi des études postsecondaires dans le secteur des hydrocarbures, et a aidé 14 stagiaires de sexe féminin afin qu'elles obtiennent un emploi permanent dans ce secteur.

À participé à l'amélioration des compétences de 559 femmes dans les stratégies de commercialisation, les métiers techniques et les métiers non traditionnels, tels que la construction.  
(...)

Il y a deux décennies, un célèbre article sur les problèmes macroéconomiques du populisme a été interprété par certains comme un décret de bannissement des politiques fiscales expansives en Amérique latine. S'appuyant sur les exemples de l'Unité populaire de Salvador Allende, au Chili, et du premier mandat du Péruvien Alan García (1985-1990), les auteurs semblaient confirmer ce que les institutions financières internationales savaient et prêchaient depuis plusieurs années : **que les penchants révolutionnaires de la gauche latino-américaine ne donnaient jamais rien de bon, et qu'il fallait mieux se confier aux réformes structurelles néolibérales pour stabiliser l'économie et relancer la croissance après la sévère crise de la dette. Cette association entre gauche, populisme et effondrement économique perdura longtemps dans l'esprit des électeurs de la région.** Il a fallu attendre 1999 et l'investiture d'Hugo Chávez au Venezuela pour que la participation active de l'État dans les économies nationales et son intervention directe dans la résolution des problèmes sociaux par le moyen de stratégies redistributives à grande échelle redeviennent à l'ordre du jour.

Pourtant, l'analyse de Dornbusch et Edwards, même si elle contribuait à légitimer les politiques du Consensus de Washington, contenait des arguments valables. Douze ans après l'élection de Chávez, et malgré le succès relatif de ses politiques sociales, la turbulence des indices macroéconomiques vénézuéliens – notamment l'inflation – continue de soulever des questions quant à son impact sur les finances de l'État, minant la capacité d'intervention du gouvernement et érodant sa popularité auprès des classes populaires. Les politiques redistributives du processus bolivarien gagneraient-elles en efficacité dans un cadre macroéconomique plus stable à long terme ? **Le cas de la Bolivie d'Evo Morales permet de commencer à répondre à cette interrogation.**

Élu en décembre 2005 par 53,74 % des votants, **Evo Morales a immédiatement été comparé à son homologue Chávez. Ses premières décisions, notamment la nationalisation des hydrocarbures et la convocation d'une assemblée constituante, ainsi que son alignement avec le Venezuela sur des questions de politique extérieure, ont amené plusieurs analystes à inclure Morales dans la liste de la « mauvaise gauche » latino-américaine, par opposition aux « bons élèves » de la social-démocratie chilienne, brésilienne ou uruguayenne. Beaucoup allaient jusqu'à l'accuser de populisme, ravivant les fantômes de l'incompétence économique d'une gauche irresponsable.** Mais le Venezuela pouvait compter sur ses revenus pétroliers en monnaie étrangère pour financer ses programmes sociaux et atténuer les déséquilibres de sa balance de paiements. **La Bolivie ne disposait pas des mêmes atouts et devait faire face à une situation politico-sociale très différente. Le nouveau gouvernement bolivien l'a compris et la politique économique d'Evo Morales s'est vite démarquée de celle du président Chávez.**

Dans le tableau ci-après se trouve l'évolution des principales données macroéconomiques boliviennes depuis 2003 jusqu'à la fin de 2010.

An	PIB %	Inflation	IED % PIB	Exportations	Balance des paiements	Réserves Intern.	Dette extérieure	Déficit / excédent budgétaire % PIB
2003	2,7	3,94	2,4	1590	46	976	5142	-7,88
2004	4,2	4,62	0,9	2195	337	1123	5046	-5,54
2005	4,4	4,91	-3,4	2867	622	1714	4941	-2,24
2006	4,8	4,95	2,4	4088	1318	3178	3248	4,47
2007	4,6	11,73	2,7	4822	1591	5319	2208	1,73
2008	6,1	11,85	3	6933	1993	7722	2443	3,24
2009	3,4	0,26	2,4	5366	814	8580	2601	0,1
2010	3,8	7,18	3,3	6871	690	9730	2881	2

Sources : Instituto Nacional de Estadística de Bolivia (inflation, exportations), Banco Central de Bolivia (I.E.D. % P.I.B., balance des paiements, réserves internationales, dette extérieure publique, déficit/excédent budgétaire) et Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PIB %). Valeurs exprimées en millions de dollars.

Qu'est-ce qui ressort de ces chiffres depuis 2005 ? Rien de particulier, **si ce n'est l'amélioration**

de la plupart des indices. Et c'est là toute la nouveauté : un discours à consonance révolutionnaire et une pratique sociale réformatrice se font accompagner par des objectifs macro-économiques orthodoxes, privilégiant le contrôle des dépenses publiques, la réduction de la dette extérieure, la consolidation des réserves internationales, la stabilité des taux de change et des prix aux consommateurs, ainsi que l'équilibre de la balance de paiements. Certes, cette situation macroéconomique plutôt favorable masque quelques problèmes : d'un côté, l'inconstance de l'inflation, qui fait craindre une nouvelle poussée des prix et rend la planification à moyen et long terme plus difficile ; de l'autre, le faible niveau de l'investissement étranger direct, l'un des plus bas de la région, dans un pays qui ne peut pas compter que sur ses capitaux étatiques pour maintenir et intensifier ses exploitations d'hydrocarbures, malgré les efforts du gouvernement dans ses budgets pour 2010 et 2011. Cependant, en dépit de ces inquiétudes, le modèle de développement productif mis en œuvre depuis 2006, axé sur la conjugaison des secteurs public, privé, familial et communautaire, semble pour l'instant tenir ses promesses de stabilité.

**Le secteur minier en est un bon exemple** : tirées par la demande asiatique, ses exportations (36 % du total national en 2010) se sont multipliées par quatre depuis 2005. Si les deux tiers des ventes à l'étranger restent dans les mains des multinationales, l'État en a récolté l'année dernière 300 millions de dollars en impôts, soit douze fois plus que cinq ans auparavant. Comme dans le secteur des hydrocarbures, où l'annonce de nationalisation avait abouti, de facto, à la renégociation des contrats d'exploitation et à l'augmentation des impôts sur les profits des sociétés étrangères, **le cas des mines atteste du pragmatisme du gouvernement présidé par Morales dans le domaine économique**. Un pragmatisme qui a accompagné le processus de réécriture constitutionnelle et qui permet **de poursuivre les réformes sociales en cours**.

Ces réformes, validées par la nouvelle Constitution, ont un double objectif. D'une part, il s'agit **de procéder à une refondation de la nation bolivienne, promouvant la pluralité de cultures autochtones qui la composent et mettant un terme aux pratiques ségrégationnistes du passé**. Concrètement, cela se traduit par **l'autonomie autochtone, la dotation de terres aux communautés, la revalorisation des langues ou des systèmes juridiques autochtones ou encore le combat contre le racisme institutionnalisé**. D'autre part, l'augmentation des dépenses sociales essaie de donner **une réponse aux forts niveaux de pauvreté, d'inégalité et d'immobilité sociale qui caractérisent une société encore extrêmement stratifiée**. (...)

Quant au modèle économique, **le nouveau texte constitutionnel** est venu consolider les orientations tracées par le Plan national de développement en 2006 : une politique qui vise à **remettre l'État aux commandes des secteurs stratégiques du pays, sans pour autant aliéner le monde entrepreneurial national et étranger**, ce que certains ont appelé un néo-développementisme. Le vice-président Álvaro García Linera, principal idéologue du mouvement et bras droit d'Evo Morales, l'avait exprimé lorsque, peu après la victoire aux élections générales de 2005, **il présenta son idée pour le futur modèle économique bolivien : le « capitalisme andino-amazonien », soit « la construction d'un État fort, qui régule l'expansion de l'économie industrielle, extrait ses excédents et les transfère au domaine communautaire afin de favoriser des formes d'auto-organisation et de développement marchand spécifiquement andin et amazonien »**. Cette idée cherche à **assurer un accès universel à des services considérés comme basiques et à accroître les ressources de l'État**. (...) On se trouve là très loin de la rhétorique anticapitaliste enflammée qu'Evo Morales déploie lors de chaque forum international altermondialiste.

La volonté de rupture avec le modèle néolibéral coexiste donc avec **une attitude plus conciliatrice avec les pouvoirs économiques en place, tant nationaux qu'internationaux**. Ainsi, le gouvernement a nationalisé totalement ou partiellement des secteurs stratégiques de l'économie (comme les télécommunications, le secteur électrique, les chemins de fer et bien évidemment les hydrocarbures et l'extraction minière) et a procédé à une réforme agraire d'ampleur considérable.

Néanmoins, **il a simultanément rechigné à attaquer frontalement les investisseurs privés** qui se révèlent souvent indispensables pour maintenir les niveaux de production dans les secteurs primaire, industriel et tertiaire. Cela explique notamment l'adoption d'un seuil élevé des surfaces pour les expropriations foncières et les hésitations dans la nationalisation de plusieurs mines rentables gérées par des multinationales. Le président a bien résumé cette **approche duale** dans une récente entrevue, lorsqu'interrogé sur sa définition du socialisme : « Pour moi, le socialisme, c'est l'égalité dans la société, et pour cela il faut une participation de l'État dans le domaine de la production. [...] La Constitution garantit une économie plurielle. Le secteur privé sera respecté, mais ce qu'il convient, c'est une concurrence saine entre les deux ». La tendance croissante des exportations (hors hydrocarbures) pour la période 2006-2010 démontre que les secteurs agricole et manufacturier, majoritairement **entre les mains d'entrepreneurs privés, ne sont pas sortis perdants des réformes du gouvernement de Morales**.

(...) Le projet économique et productif du gouvernement Morales se caractérise, en fin de compte, **par une industrialisation stimulée par l'État, une modernisation accélérée des infrastructures publiques financée par l'exploitation des ressources naturelles et un partenariat quelque peu non avoué avec le secteur privé national et étranger**. Ce projet s'accompagne d'une tentative de bouleversement de pratiques sociales historiquement discriminatoires, matérialisée dans la nouvelle Constitution, mais dont la radicalité symbolique ne déborde pas sur le domaine macroéconomique et financier. Ce projet cherche aussi à éviter le recours à des manœuvres autoritaires qui porteraient atteinte aux libertés civiles et politiques, même si les pressions judiciaires contre certains chefs de l'opposition régionale soulèvent des doutes quant à la séparation entre le pouvoir exécutif et les tribunaux.

Rompant résolument avec le néolibéralisme de leurs prédécesseurs, mais reconnaissant le poids de son héritage structurel dans le maillage productif du pays, **Evo Morales et les siens ont décidé de ne pas embrasser inconditionnellement la voie du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle**, malgré l'alarmisme des anciens gouvernants et un discours souvent radical. Dans les actes, leur idéalisme essaie de s'accorder davantage avec la réalité qu'avec l'idéologie. Pour eux, et pour l'instant, la vraie révolution est à chercher ailleurs.

<http://cahiers.cerium.ca/Cinq-ans-de-presidence-Morales-en>

**DOC 48**

L'année 2009, marquée par la plus grande crise économique que le monde ait connue depuis plusieurs décennies, venait de se terminer, et la Bolivie, le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, gouverné par un président au discours gauchiste, recevait les éloges du Fonds monétaire international (FMI). Oui, vous avez bien lu. « Les directeurs généraux félicitent les autorités boliviennes pour leur vigoureuse gestion macroéconomique et leur politique efficace pour atténuer les effets de la crise mondiale », peut-on lire dans un rapport publié en janvier 2010 par le conseil exécutif du FMI. **« La croissance a été l'une des plus fortes de toute l'Amérique latine et l'inflation a baissé de manière significative. »** La liste des éloges est longue et elle émane de diverses institutions de tradition économique conservatrice : une politique budgétaire énergique, une attitude favorable aux réformes et une flexibilité dans la gestion des taux de change. En partie grâce à cela, l'économie bolivienne a crû de 3,4 % en 2009, soit le taux le plus élevé de toute l'Amérique. En 2008, elle n'affichait pas moins de 6,1 %.

Incontestablement, la Bolivie d'Evo Morales est devenue l'élève le plus appliqué du bloc des pays qui composent l'ALBA – Alternative bolivarienne pour l'Amérique latine –, une union politique et économique lancée par le Venezuela d'Hugo Chávez. **La Bolivie, non contente de se sortir brillamment de la crise, a su faire taire les préjugés politiques envers un gouvernement qui, par son discours de gauche et son engagement en faveur des**

**droits des Amérindiens**, n'était pas en odeur de sainteté au sein de l'establishment économique – pas plus que dans ce magazine. Mais ce pays, qui se bat pour ne plus être le plus pauvre d'Amérique du Sud – selon certaines études, il aurait dépassé le Paraguay en revenu par habitant –, **affiche un surprenant dynamisme, où la chance, la clairvoyance et une saine gestion budgétaire ont eu chacune leur part.**

Les autorités n'échappent néanmoins pas aux critiques, en particulier concernant l'austérité budgétaire dans un pays où plus de 60 % de la population vit dans la pauvreté. De plus, la **Bolivie a toujours du mal à attirer les capitaux étrangers et elle doit améliorer sa gestion administrative ainsi que ses infrastructures**, qui sont parmi les pires de toute l'Amérique. Pourtant, si on analyse les fondements de l'économie, la conclusion est claire : **l'avenir s'annonce radieux pour ce pays.**

(...)

Quand l'économie mondiale a commencé à vaciller, en 2008, la Bolivie aurait pu s'effondrer. **La baisse des cours des matières premières était une très mauvaise nouvelle pour un pays qui tire 80 % de ses revenus de ces produits. De plus, sa deuxième plus grande source de revenus est représentée par les transferts d'argent de l'étranger – un Bolivien sur quatre a quitté le pays –, qui diminuent toujours lorsque les pays développés sont en récession.** Pourtant, tous ces expatriés ont envoyé plus de 1 milliard de dollars à leurs familles en 2009. Un chiffre équivalant à 5,8 % du PIB, le taux le plus élevé de toute l'Amérique du Sud. L'instabilité politique de la région orientale, aux mains de l'opposition, a affecté un président populaire dans le reste du pays, semant le doute quant à sa capacité à maintenir les investissements étrangers, ne fût-ce qu'à un faible niveau. Enfin, cette même année, Washington a privé la Bolivie de son statut de partenaire commercial privilégié.

L'économie bolivienne prospère toutefois régulièrement depuis qu'Evo Morales est arrivé à la présidence en 2006. (...) **Cela s'explique pour une large part par la hausse du cours des produits de base. Mais la Bolivie a su profiter davantage de cette conjoncture favorable que d'autres pays de la région, grâce à la nationalisation du secteur des hydrocarbures, en mai 2006. Cette mesure controversée a contraint les grandes compagnies pétrolières qui travaillaient dans le pays à renégocier les redevances qu'elles versaient à l'Etat, dont la participation dans ce secteur est passée de 20 à 80 %.**

“Avant, l'argent s'en allait; aujourd'hui, il reste ici”, résume Luis Arce Catacora, le ministre de l'Economie et des Finances. Entre 2004 et 2008, les recettes de l'Etat se sont élevées à 3,5 milliards de dollars, passant de 58 à 401 dollars par habitant. Actuellement, les recettes fiscales représentent 20 % du PIB, contre une moyenne de 18,7 % pour les États-Unis au cours des quarante dernières années. **La Bolivie épargne** une bonne partie de ces revenus. En 2008, ses réserves de devises équivalaient à 41 % du PIB; aujourd'hui, elles atteignent 8,4 milliards de dollars, soit 47 % du PIB. “À l'heure actuelle, la Bolivie dispose [proportionnellement] de réserves comparables à celles de la Chine”, souligne Gabriel Torres, analyste de l'agence de notation Moody's. Selon Mark Weisbrot, codirecteur du Center for Economy and Policy Research, un groupe de réflexion de Washington [proche des démocrates], la Bolivie a pris la bonne décision : “Le gouvernement avait déjà mis en œuvre un programme de grands travaux quand la crise a éclaté. Il l'a ensuite maintenu et a consacré des moyens supplémentaires au soutien de l'économie.” En 2008, La Paz a investi 6 % du PIB dans les infrastructures, les travaux publics, les bons de consommation, etc. En 2009, cette proportion est passée à 10,1 %.

La plupart des analystes s'accordent à dire que l'économie se porte bien. “Inflation maîtrisée, excédent budgétaire, croissance modérée. À croire qu'ils suivent les recettes du FMI, de la Banque mondiale et autres institutions, malgré le discours que tient le président Morales”, souligne Gonzalo Chávez, un universitaire formé à l'université Harvard [aux États-Unis], qui

dirige actuellement la maîtrise de développement de l'Université catholique bolivienne. "La vraie raison de notre croissance, ce n'est pas l'envolée des cours des matières premières", soutient Luis Arce Catacora, le ministre de l'Economie. "Admettons que ce pays soit un avion. Avant, il avait un seul réacteur : **les exportations de matières premières**. Mais aujourd'hui nous en avons un deuxième : la **demande intérieure**. Voilà notre secret."

(...)

**Vu le taux de pauvreté, créer un marché intérieur n'est pas une tâche facile.** Il n'en reste pas moins que **la demande locale progresse** de 6 % par an, contre 2 ou 3 % avant que Morales n'accède à la présidence. En 2006, les dépôts bancaires représentaient 360 millions de dollars, dont 20 % sur des comptes d'épargne. Cette proportion atteint désormais 36 %. "Cela montre que les gens ont de quoi épargner et qu'ils ont confiance en nos banques", affirme le ministre. C'est le fruit, dit-il, du "nouveau modèle économique social productif" mis en place par le gouvernement. Ce dernier comprend notamment un programme de distribution de bons aux adultes, aux enfants scolarisés, aux femmes enceintes et aux mères célibataires, le but étant de redistribuer la richesse nationale.

En 2007, les autorités ont également créé la Banque de développement productif, qui, l'année dernière, a accordé des prêts, de 10 000 dollars en moyenne, à 15 000 petits agriculteurs. De son côté, l'Entreprise de soutien à la production alimentaire (EMAPA), qui propose des crédits sans intérêts, a aussi pour mission d'acheter des marchandises directement aux petits et moyens producteurs, pour ensuite les revendre au reste de la population. Il en est résulté une augmentation de 17 % des surfaces cultivées par les petits paysans, ainsi qu'une stabilisation des prix du sucre, du riz et autres produits de base.

Certains font toutefois valoir qu'avec des réserves de quelque 8 milliards de dollars, les dépenses pourraient être plus élevées. "C'est beaucoup d'argent inutilisé pour un pays qui manque de routes, d'hôpitaux, d'écoles", note Gonzalo Chávez. Mark Weisbrot est du même avis. Selon lui, il faut résolument investir pour créer des emplois et améliorer les infrastructures, tout en continuant à stimuler la demande intérieure. Si le gouvernement met actuellement de l'argent de côté, cela ne "concerne [que] le court terme, répond Luis Arce Catacora. A moyen terme, nous allons dépenser ces réserves". L'avenir de la Bolivie aura sans doute une couleur argentée. L'impressionnant salar de Uyuni, **le plus grand désert de sel de la planète, contient la moitié des réserves connues de lithium, principal composant des batteries destinées aux véhicules électriques.** "Nous avons de grandes espérances pour le lithium, car il appartient au peuple bolivien", commente Marcelo Castro, chef d'exploitation de l'usine pilote située en bordure du désert. **Selon la nouvelle Constitution bolivienne, l'exploitation de ce métal ne peut pas être concédée à une entreprise étrangère.** La construction de l'usine est presque terminée et la production de carbonate de lithium devrait débiter dès l'année prochaine. **"Nous ne voulons plus être de simples exportateurs de matières premières, ajoute Marcelo Castro. Nous allons nous industrialiser afin de tirer pleinement profit de nos ressources naturelles."** (...)

Le gouvernement espère produire les composés chimiques à plus haute valeur ajoutée, comme le lithium métallique, et un jour peut-être même les batteries et les véhicules. Les autorités affirment qu'elles ne travailleront qu'avec des entreprises étrangères prêtes à collaborer avec l'Etat. Certains économistes craignent que cette attitude ne fasse fuir les investisseurs.

**Tout aussi importante que l'exportation de lithium, voire davantage, la diversification de l'économie bolivienne est une priorité :** 65 % du PIB proviennent en effet de secteurs qui n'emploient que 9 % de la main-d'œuvre. "Le grand défi est de développer l'agro-industrie, l'exploitation forestière et l'industrie manufacturière, en visant le marché mondial", explique Gary Rodríguez, de l'Institut bolivien du commerce extérieur.

**Malgré les étonnants résultats macroéconomiques de la Bolivie, les investisseurs hésitent beaucoup à placer leur argent dans un pays dont le président tient un discours anticapitaliste, même si ses propos sont souvent plus radicaux que ses actes.** (...) Il n'empêche, la croissance soutenue de l'économie commence à porter ses fruits. "La Bolivie est de moins en moins un pays à bas revenus", se réjouit Felipe Jaramillo, directeur de la Banque mondiale pour la Bolivie, le Pérou, le Chili, le Venezuela et l'Equateur. "Elle ne devrait pas tarder à entrer dans la catégorie des pays à revenus moyens." Encore plus optimiste, Mark Weisbrot rappelle que **nombre d'analystes et d'institutions internationales qui applaudissent aujourd'hui avaient pronostiqué une hécatombe économique quand Evo Morales a été élu. "En réalité, remarque-t-il, la Bolivie commence à décoller."**

<http://www.courrierinternational.com/article/2010/10/21/meme-le-fmi-felicite-la-bolivie>

#### Doc 49

La Bolivie, principal producteur et exportateur de quinoa dans le monde, frappe désormais à la porte des marchés d'Asie et du Moyen-Orient, destinations potentielles pour un aliment à la valeur nutritionnelle exceptionnelle.

« Les marchés potentiels du quinoa sont maintenant ceux des pays asiatiques : Chine, Japon, Corée. Nous sommes également parvenus à approcher les marchés du Moyen-Orient car les pays arabes sont intéressés », a expliqué à l'AFP Ivan Cahuaya, directeur de « Promueve Bolivia », l'entité gouvernementale chargée de promouvoir le commerce avec la Bolivie.

Ce week-end, le président bolivien Evo Morales, désigné en juin dernier « ambassadeur spécial » de la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation pour promouvoir ce « super aliment », a participé à des semailles de quinoa dans sa région d'origine d'Orinoca.

La valeur nutritionnelle de cette graine riche en protéines cultivée depuis plus de 7 000 ans sur les hauts plateaux andins a été soulignée par les Nations unies, qui ont décrété 2013 année mondiale du quinoa.

L'un des aliments les plus sains et complets, le quinoa peut remplacer avantageusement le riz, les pâtes ou la semoule.

Selon des chiffres officiels, la Bolivie produit 48 500 tonnes de quinoa annuellement sur plus de 95 000 hectares, attribuées pour 70 % à l'exportation en particulier vers les États-Unis et en Europe, le reste étant réservé à la consommation locale.

« Nous exportons déjà dans des marchés établis comme l'Europe et les États-Unis, mais maintenant, la décision du gouvernement est d'aller à la recherche d'autres marchés », a déclaré M. Cahuaya.

« D'autres pays se sont attribués la production du quinoa et ont même fait breveter la graine comme produit américain, chilien ou colombien », regrette-t-il.

« Nous voulons que l'Année internationale du quinoa nous aide à atteindre de nouveaux marchés », relève également Jaime Belen, le vice-président de l'Association nationale des producteurs de quinoa (ANAPQUI), qui regroupe les petits paysans du pays.

L'ANAPQUI représente 25 % de la production bolivienne et se plaint qu'une grande partie de la production de quinoa parte en contrebande vers le Pérou, autre pays producteur.

L'organisation demande davantage de contrôle aux frontières.

« Les bons prix qu'on leur donne incitent les producteurs à faire de la contrebande », regrette Jaime Belen précisant que le prix d'une tonne de quinoa oscille entre 2 800 et 3 000 dollars.

La graine de quinoa, qui peut atteindre 2,5 cm de diamètre, est une pseudo-céréale qui ne fait pas

partie de la famille des graminées, mais de celle de la betterave et des épinards (les Chénopodiacées).

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) l'a qualifiée de « graine d'or » et ses défenseurs en ont fait un symbole des produits biologiques, car ses méthodes de production sont jugées respectueuses de l'environnement.

Ses qualités nutritives ont été découvertes dans les années 70 en Occident où le quinoa est vendu dans des magasins bios ou de commerce équitable, mais aussi dans les grandes surfaces.

Les zones de culture de quinoa ont doublé depuis 2005 en Bolivie et se situent aux abords de deux déserts de sel, l'Uyuni près de Potosi, et le Coipasa à Oruro.

AFP

### **Les carences en matière d'investissement entravent le dynamisme de l'activité.**

**Après avoir bien résisté à la crise, la croissance de l'économie bolivienne s'est poursuivie en 2011, créant toutefois de fortes tensions inflationnistes. Les importantes réserves de gaz naturel et les nombreuses ressources minières et pétrolières ont permis à la Bolivie de profiter du rebond du cours des matières premières. Mais en 2012, le développement de l'économie continuera d'être freiné par l'insuffisance des investissements en infrastructures.** En effet, les grands projets prévus par le plan de développement national 2010-2015 dans le secteur des hydrocarbures, des mines et de l'électricité tardent à se mettre en place en totalité, notamment en raison de la réticence des populations indigènes. **La croissance ralentira également sous l'effet du repli des prix des matières premières et de la réduction de la demande dans les pays avancés. Mais la demande dynamique du Brésil et de l'Argentine, ses principaux clients, continuera de soutenir la croissance. La consommation des ménages restera élevée compte tenu de la hausse des salaires réels, de la croissance de l'emploi dans le secteur public et d'une politique fiscale accommodante tel que le gel du prix des hydrocarbures.**

### **Le risque de défaut demeure contenu.**

La solvabilité du pays repose sur les exportations de matières premières, les recettes pétrolières représentant près de la moitié des revenus de l'Etat. En dépit d'une politique budgétaire résolument expansionniste, l'excédent budgétaire dégagé en 2010 a été conforté en 2011. Cet excédent diminuera en 2012 sous l'effet conjugué de la hausse des dépenses d'investissement et du coût de la subvention du prix de l'essence à la pompe. Malgré l'augmentation régulière des dépenses de l'Etat, le niveau d'endettement de la Bolivie est inférieur à la moyenne des pays émergents (33 %).

En 2012, le commerce extérieur devrait continuer de contribuer négativement à la croissance, en dépit des exportations de matières premières encore soutenues. Dans un contexte de progression de la demande domestique, le niveau des réserves de change (18 mois d'importation) et l'excédent de la balance courante permettront à la Banque centrale de soutenir le boliviano et de limiter le prix des importations.

### **Instabilité politique et fragilités de gouvernance pèsent sur l'environnement des affaires.**

**Le climat des affaires s'est détérioré à la suite de la stratégie économique « nationaliste » prônée par le président Evo Morales. Les politiques de nationalisation et les contraintes légales concernant le rapatriement des profits continuent de décourager les investisseurs étrangers. Malgré un renforcement des dispositifs de lutte contre la corruption, les indicateurs de la Banque mondiale placent le pays à un niveau de risque élevé. La persistance des lourdeurs bureaucratiques, d'une corruption endémique et la multiplication des mouvements sociaux sapent l'environnement des af-**

fares. (...)

[http://www.coface.fr/CofacePortal/FR\\_fr\\_FR/pages/home/os/risks\\_home/risques\\_pays/fiche/Bolivie?extraUid=571818](http://www.coface.fr/CofacePortal/FR_fr_FR/pages/home/os/risks_home/risques_pays/fiche/Bolivie?extraUid=571818)

## Doc 50

Depuis 1990, le CECI concentre ses efforts dans la région andine de la Bolivie. Il favorise son développement économique régional par la promotion du commerce équitable. En ce sens, il a participé à la formation du Mouvement bolivien d'économie solidaire et de commerce équitable, qui rassemble toutes les organisations de la société civile impliquées dans ce domaine. Parmi l'une des réalisations de ce dernier, la création d'espaces temporaires de vente a permis au commerce équitable de se démarquer du marché conventionnel.

Le CECI a aussi œuvré dans les secteurs de la santé, de l'eau et de l'assainissement. Ses partenaires boliviens ont, grâce à lui, amélioré leurs connaissances techniques en eau potable et en assainissement et sont désormais en mesure de les mettre en pratique et de les transmettre à d'autres organismes.

### Contexte

Durant la croissance économique, le gouvernement bolivien a priorisé le programme politique au détriment d'une gestion économique qui aurait permis d'augmenter la capacité de production, de créer des emplois et d'accroître les revenus de façon durable.

Suite à la crise financière qui sévit depuis fin 2008, la Bolivie se retrouve dans une période de ralentissement économique, voire de paralysie :

- ▶ en 2009, l'Accord commercial préférentiel andin pour l'éradication de la drogue a été suspendu par le gouvernement américain, mettant fin aux tarifs douaniers préférentiels dont jouissait la Bolivie et qui lui permettaient d'exporter des produits textiles à un prix concurrentiel ;
- ▶ en plus de ces difficultés financières, la Bolivie a récemment été victime d'un désastre naturel. Après le passage de la Niña, des inondations ont touché la ville de Trinidad début 2008. Les familles sinistrées ont vu leurs sources d'approvisionnement en eau contaminée et leurs maisons inondées. Les infrastructures d'assainissement inadéquates ont en outre aggravé la situation.

### Défis

Les perspectives économiques doivent être revues à la baisse : la chute de prix des matières premières, du gaz naturel, des minerais et des hydrocarbures affecte les réserves internationales et, par conséquent, les dépenses publiques. Le gouvernement se retrouve face à un choix difficile : maintenir les différentes subventions pour stimuler l'économie et s'endetter ou procéder à des compressions budgétaires, choix peu probable en période électorale.

#### *Un climat politique en mouvance*

La nouvelle constitution, adoptée début 2009, a entraîné une radicalisation entre le gouvernement officiel et l'opposition. L'avenir risque donc d'être jalonné d'affrontements politiques houleux, qui mettront à rude épreuve la capacité de dialogue des différents acteurs sociaux et politiques.

Déjà, en 2003, suite aux conflits entre les secteurs sociaux et le gouvernement, le CECI a été sollicité afin d'aider à la reprise du dialogue et de la négociation dans le pays. Il a mis sur pied des ateliers de formation en techniques de négociation pour les représentants syndicaux, les fédérations et confédérations des travailleurs, le personnel du domaine de la santé, de l'éducation et du milieu du travail ainsi que pour les membres du gouvernement impliqués dans l'analyse des conflits sociaux.

#### *Le travail des enfants dans le secteur minier*

**Le travail des enfants dans le secteur minier, l'une des pires formes d'exploitation, a cours en Bolivie.** Des milliers d'enfants sont employés dans les mines dans des conditions inacceptables et dangereuses pour leur santé, leur sécurité et leur bien-être mental. Le CECI a évalué la situation des droits de l'enfant dans ce domaine. Les jeunes travailleurs ont été encouragés à exprimer leur point de vue et à trouver des solutions pour améliorer leurs propres conditions de vie.

*Priorités et objectifs*

Le CECI entend travailler selon la réglementation afin d'assurer la viabilité des changements proposés. L'accent devra être mis sur la concertation et le dialogue si l'on souhaite éviter l'éclatement de conflits violents.

Déjà, en 2003, suite aux conflits entre les secteurs sociaux et le gouvernement, le CECI a mis sur pied **des ateliers de formation en techniques de négociation pour les représentants syndicaux**, pour les fédérations et confédérations des travailleurs, pour les différentes personnes œuvrant **dans la santé, l'éducation et le milieu du travail.**

Le CECI encourage le développement des habiletés et des exercices démocratiques de négociation et de transformation de conflits. Dans le cas de la Bolivie, il se concentre sur le secteur minier avec des projets d'études et de formation :

- ▶ **il définit les conditions nécessaires pour la gestion de conflits dans ce milieu ;**
- ▶ **il forme et donne les outils adéquats aux différents acteurs du secteur pour que la résolution pacifique des conflits soit durable.**

Le CECI soutient ses partenaires locaux afin :

- ▶ d'appuyer des initiatives productrices dans le cadre d'un **développement équitable** et durable selon une **approche d'économie sociale** ;
- ▶ **de faciliter l'intégration des jeunes, des femmes et des indigènes à la vie nationale ;**
- ▶ **de favoriser une gestion durable des ressources naturelles** grâce à la production biologique, au respect de l'environnement et à la gestion durable des forêts communautaires ;
- ▶ **de promouvoir une culture de paix et de tolérance et améliorer la sécurité humaine en favorisant le dialogue entre la société civile et l'État.**

Avec Uniterra, le CECI intervient dans la filière de la laine d'alpagas et de lamas et dans le mouvement d'économie solidaire et de commerce équitable en Bolivie et dans la région. Il souhaite aider ses partenaires à accéder au marché grâce à la mise en place de formations et de soutien technique. Les structures des organisations sont également soutenues afin qu'elles aient voix au chapitre et **puissent influencer la prise de décisions politiques.**

En ce qui concerne le secteur de la santé, des projets ont été mis sur pied pour :

- ▶ **résoudre le problème d'accès et de bonne gestion des services de base comme l'eau potable et l'assainissement ;**
- ▶ **promouvoir de nouvelles habitudes d'hygiène et de propreté, en respectant les conceptions culturelles traditionnelles ;**
- ▶ **favoriser la participation des femmes et des filles au dialogue social et politique, puisqu'elles sont responsables à la maison de l'approvisionnement et de l'usage de l'eau dans les régions rurales.**

<http://www.ceci.ca/fr/regions/amerique-latine/bolivie/>

Doc 51**Le « capitalisme andin amazonien »**

Le concept de « capitalisme andin amazonien » a pour objectif de répondre à la question de l'articulation et de l'équilibre entre le secteur productif moderne et le secteur productif traditionnel.

La définition du concept de Capitalisme andin - amazonien est donné par celui qui l'a théorisé, Alvaro Garcia Linera : « Il s'agit d'un régime capitaliste au sein duquel les potentialités familiales, indigènes, paysannes, sont équilibrées et articulées autour d'un projet de développement national et de modernisation productive. »

L'idée essentielle sous-jacente au concept de Capitalisme andin, réside dans l'affirmation et la reconnaissance d'une hétérogénéité du système productif. Cette hétérogénéité puiserait ses racines dans l'échec des politiques nationalistes et républicaines issues de la révolution de 1952. Ainsi, alors que celle-ci visait à assimiler les populations indigènes, prévoyait la disparition des modèles économiques familiaux, paysans, indigènes, annonçait la généralisation du salariat et du fonctionariat, un demi-siècle plus tard, toutes ces formes d'organisation n'ont pas disparues, voire se sont renforcées sous certains aspects. Une forme alternative de capitalisme devrait, selon ces théoriciens, non pas avoir pour objectif de promouvoir la modernisation des formes micro-économiques informelles, mais plutôt de garantir leur pérennité. Cependant, comme le souligne souvent Garcia Linera, la logique capitaliste d'accumulation d'excédents productifs ne doit pas être combattue en tant que telle, mais devrait être conçue comme un instrument de transfert des excédents issus de l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi, les grandes entreprises qui créent cet excédent économique (minerie, hydrocarbures, lithium, acier, ressources forestières...) se juxtaposent au très grand nombre de micro-entreprises et entreprises communautaires ou associatives. Les excédents ainsi créés devront passer sous contrôle national (nationalisation ou du moins renégociation systématique des contrats entre État et multinationales), et devront être utilisés pour promouvoir et financer l'activité des micro-entreprises mais surtout des organisations économiques communautaires, paysannes et/ou indigènes (OECAs). Enfin, pour garantir la pérennité des secteurs économiques traditionnels, informels, indigènes, il convient de garantir leur pérennité légale ainsi que leur reconnaissance politique et juridique. C'est dans ce sens que différentes politiques de redistribution de terres ont par exemple été menées.

(...)

Dès les premiers mois du gouvernement Morales en 2006, la question de la gestion de la dette extérieure devient importante à un point tel qu'il est impossible de ne pas y voir un symbole fort, un « signifiant » à la fois d'une volonté politique consciente, mais aussi d'un état d'esprit général. Il s'agissait d'abord en effet de ne plus dépendre systématiquement de l'aide internationale, qui a longtemps eu tendance à imposer, en parallèle, des réformes structurelles perçues comme non souhaitables : en remboursant la dette, le gouvernement accroissait sa marge de manœuvre. Mais il s'agissait surtout de montrer au monde qu'un pays de petite taille par sa population et le volume de son économie, pouvait être capable de s'émanciper de l'aide internationale, et donc d'une forme d'assistanat.

(...)

Le premier élément qui exerce sans aucun doute une tension au niveau de la pensée économique bolivienne et de ses politiques économiques provient de la situation de crise que traverse le capitalisme mondial. D'abord car, malgré tout, les politiques économiques de transition mises en place par le gouvernement bolivien, se basent, voire utilisent, les données du capitalisme héritées des réformes structurelles engagées dans les années 1980 (une économie basée largement sur les surplus générés par la vente de ressources naturelles, une volonté modernisatrice...). La crise mondiale va notamment remettre en question le mode de financement des programmes de transition ciblés par le Programme de développement. Enfin, la crise du capitalisme actuel va réveiller et actualiser les anciennes thèses socialistes et marxistes de certains penseurs (...). Les rapprochements avec le Venezuela d'Hugo Chavez et le socialisme de Cuba, peuvent être interprétés

comme un rapprochement avec l'idéologie socialiste de type classique.

(...)

Un dernier élément de tension, latent dans le modèle économique bolivien, réside dans la contradiction entre un modèle devenu référence dans l'articulation théorique de la nouvelle pensée économique nationale (le concept de réciprocité et complémentarité vis-à-vis des écosystèmes) et la modernisation technique et industrielle qui néanmoins s'impose dans les structures sociales et économiques boliviennes. Trois éléments, à ce niveau-là, entrent en conflit :

- ▶ D'abord la politique d'industrialisation des ressources naturelles, notamment des hydrocarbures, pose un problème à la fois d'émancipation par rapport aux économies étrangères et d'autonomie d'un système productif à l'égard de ces devises. Mais ce sont aussi des problèmes purement écologiques que posent des programmes comme l'industrialisation des mines du Mutun (une de mines de fer les plus grandes au monde) ou du Salar de Uyuni (les plus grandes réserves de Lithium au monde), pour lesquels le gouvernement s'abstient d'étudier l'impact écologique;
- ▶ Ensuite, la politique d'industrialisation de l'hétérogénéité productive (promouvoir la modernisation de l'ensemble de la diversité des produits issus de toutes les formes productives existantes), pose un problème d'échelle. Est-ce qu'une dynamique d'industrialisation est compatible avec un équilibre régional, écologique et social ?
- ▶ Enfin, les tendances écologiques à fort caractère symbolique sont utilisées massivement par le gouvernement d'Evo Morales. Ainsi, la « Terre Mère » (Pachamama), la complémentarité entre l'homme et la nature, entre l'économie et l'écologie, sont des symboles récurrents utilisés par la rhétorique gouvernementale. Celle-ci, en cherchant à inscrire les discours du président Morales dans la continuité d'un « réveil indigène », ne font qu'exacerber ces contradictions latentes.

<http://regulation.revues.org/9668>

## Doc 52

**En 1998, l'Amérique latine a pris un virage à 180 degrés. Le Venezuela s'est orienté vers une politique de gauche entraînant d'autres pays dans son sillage. Les expropriations font partie des décisions controversées des nouveaux gouvernements.**

Depuis 15 ans, l'Amérique latine jouit d'une vitalité économique enviable. Mais au plan humain, **sa dette** demeure importante: trois habitants sur dix vivent dans la pauvreté. Pour la Suisse, cette région du monde reste une terre à explorer. En 2011, les exportations suisses vers l'Amérique latine ne représentaient que 2,9 % du total des ventes à l'étranger, comme le souligne le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco).

À la suite du Venezuela, le Chili, le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, la Bolivie, l'Equateur, le Pérou, le Nicaragua et le Paraguay **se sont eux aussi orientés à gauche**. Chacun d'eux suivant sa propre stratégie, pour ce qui est **de renforcer l'Etat. Le Mexique et la Colombie sont les deux seules grandes économies ayant fait le pari d'un néolibéralisme teinté de programmes sociaux.**

Quant au Venezuela et à la Bolivie, ils se sont montrés les défenseurs d'une politique d'expropriations **qui privilégie les intérêts nationaux.**

### **Des modèles non orientés vers l'étranger**

« L'Amérique latine possède un trait commun : **ses très nombreuses matières premières** l'ont souvent amenée à appliquer des modèles non orientés vers l'étranger. Mais chaque pays est différent de l'autre, et l'on ne saurait parler de la gauche en généralisant », affirme Christopher Humphrey, professeur à l'Université de Zurich.

Ce dernier fait néanmoins preuve d'optimisme modéré lorsqu'il parle de l'avenir du Venezuela, qui s'est fait le pilier d'un courant politique tourné vers la gauche. « Au début, dit-il, en accordant

sa confiance à Chavez, le Venezuela votait contre la corruption qui sévissait dans le pays et non contre les politiques néolibérales antérieures. Aujourd'hui, le peuple considère que la situation est devenue plus complexe, car il existe au Venezuela des taux de change multiples, un marché d'échange noir, une inflation et des facteurs qui découragent la production. Je pense, toutefois, que tant qu'il y a du pétrole, l'économie peut aller de l'avant. »

**Concernant la Bolivie, son constat est nuancé : « Le président Morales a nationalisé les hydrocarbures et d'autres secteurs de l'économie, mais sa politique monétaire et fiscale est austère. Il a l'appui du FMI et il gère son pays avec une dette publique très faible. »**

Le Chili, pour sa part, offre un exemple de réussite, poursuit Christopher Humphrey. « Même s'il le doit essentiellement au cuivre et à la pêche, le pays a su gérer au mieux sa politique économique et sa recette. » Quant au Brésil, il est une économie émergente solide « où l'on va jusqu'à fabriquer des avions pour le monde entier ».

### Avantages et désavantages

En Amérique latine, **la liste des expropriations fut longue** ces dernières années. Mais elle n'a touché que deux grandes compagnies suisses : Glencore, en Bolivie, qui a vu trois de ses entreprises nationalisées en 2006, 2010 et 2012 et Holcim au Venezuela.

Concernant les nationalisations, précisément, la vision des observateurs suisses diffère. Karl Frei, ex-directeur d'UBS à Mexico, **estime que les nationalisations se fondent sur des considérations erronées**. « Les contrats qui ne sont pas établis de manière juste doivent être revus, dit-il. Mais nationaliser pour des raisons politiques ou populistes est inacceptable. »

Bruno Rüttsche, fondateur du Groupe de travail Suisse-Colombie (une organisation non gouvernementale) accorde, quant à lui, une importance au cadre social : **« Il ne s'agit pas de nationaliser pour nationaliser, mais d'exiger que l'économie fonctionne dans l'intérêt des populations. »**

(...) **Une plus grande responsabilité.**

D'aucuns affirment qu'en contrepartie des avantages économiques qu'elle tire de l'Amérique latine, la Suisse devrait assumer ses responsabilités vis-à-vis de la région. **La Suisse est également critiquée pour son comportement qui consiste à accorder chaque fois plus d'importance à l'économie**, et ce au détriment de la paix ou des droits de l'homme, par exemple.

Ce n'est pas l'avis du gouvernement suisse. Pietro Piffaretti, coordinateur régional pour l'Amérique latine au ministère des Affaires étrangères, affirme que « les intérêts économiques ont toujours été considérés comme un point important de la politique suisse, telle qu'appliquée en Amérique latine ».

Il réaffirme que la **Suisse respecte l'engagement pris d'aider au développement de la coopération et au maintien de la sécurité des populations en Amérique latine**. Selon lui, Berne a diversifié ses relations commerciales avec les pays latino-américains en tenant compte de l'évolution et de la transformation de la région. Pour lui, **ces pays doivent pouvoir relever leurs propres défis en remédiant à la corruption et au crime organisé**.

**Le plus grand défi demeure, néanmoins, la lutte contre la pauvreté**. Chaque citoyen devrait jouir du nécessaire pour pouvoir manger chaque jour à sa faim. Et là, il reste encore beaucoup à faire.

*A.Ornelas, M. Aguila et S.Ferrari, swissinfo.ch  
(Adaptation de l'espagnol: Ghania Adamo)*

### Doc 53

La Bolivie a un taux de pauvreté d'environ 60%. Depuis 2006, **le gouvernement cherche à faire participer la population au développement du pays, notamment par la décentrali-**

### **sation des ressources et une autonomie territoriale et des peuples autochtones.**

Les gouvernements municipaux et les organisations de la société civile ont un rôle important dans le dialogue avec le gouvernement central et sont devenus des acteurs déterminants pour répondre aux besoins collectifs de la société. (...) Dans ce contexte, les priorités des partenaires d'Uniterra pour une saine gestion dans le processus d'autonomisation sont de renforcer le dialogue politique et la concertation avec les autorités pour réaliser des projets de développement local visant à **améliorer les conditions de vie de la population**. Parmi ces projets, il y a la question de l'accès aux **services de base en eau et en assainissement**, incluant la bonne gestion et disposition des résidus solides, la **participation citoyenne**, particulièrement des jeunes et des femmes, les campagnes de sensibilisation et la promotion de la santé maternelle. De plus, la participation et l'inclusion des femmes dans les espaces de prise de décisions et de revendications de leur droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement est aussi important.

Par ailleurs, **le gouvernement a reconnu l'importance de l'économie sociale dans la lutte contre la pauvreté ainsi que la création du Mouvement de l'économie sociale**. Il faut maintenant promulguer des normes et une certification nationale et renforcer les actions du Mouvement afin d'accroître son impact.

<http://www.uniterra.ca/pays-and-enjeux/amerique-latine/bolivie/>

#### Doc 54

***Alors que le gouvernement vient de fêter sa première année à la tête du pays, les résultats économiques sont déjà sensibles pour les Boliviens : outre l'immense portée de la nationalisation des hydrocarbures, qui rapporte beaucoup plus à l'État sans avoir pour autant effrayé les compagnies pétrolières, le pays a assaini ses finances, rompu avec le Fonds Monétaire International (FMI) et commencé à redresser le niveau de vie. Evo Morales cherche à atteindre une souveraineté économique grâce à une politique « post-néolibérale » qui a l'air de payer mais qui fait enrager les vieux pouvoirs locaux et le géant américain.***

En 1985, la Bolivie commence pleinement à exécuter le programme économique élaboré par le FMI et la Banque mondiale, selon les directives dudit Consensus de Washington. Le président d'alors, Victor Paz Estenssoro, du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR), promulgue le décret 21060, qui engendre le licenciement de quelque 25 000 mineurs, provoque un choc dans l'économie - pour en finir avec l'hyperinflation -, et réajuste l'économie selon des schémas connus comme le « néolibéralisme ».

Depuis lors, l'économie bolivienne, comme partout en Amérique latine, a obéi aux directives du FMI. Cette institution a obligé le pays à ouvrir ses portes aux investissements étrangers, pour en finir avec les restes d'étatisme qui survivaient des époques du nationalisme révolutionnaire et des nationalismes militaires des années 60.

C'est ainsi que dans les années 90, celui qui fut le ministre de la Planification de Victor Paz Estenssoro, Gonzalo Sanchez de Lozada, se chargea de privatiser pratiquement toutes les entreprises productives de Bolivie.

#### **Une politique qui aggrave la crise**

Sanchez de Lozada gagna les élections en 1993, avec près de 36 % des voix, ce qui lui donna une grande légitimité pour mener à bien la privatisation, camouflée sous le concept de « capitalisation ». L'idée de base était d'attirer quelque 8 milliards de dollars en Bolivie en privatisant les systèmes de retraites et en vendant 50 % des actions des entreprises d'Etat, qui opéraient principalement dans les hydrocarbures, les transports terrestres et aériens, les

télécommunications et le secteur minier.

Entre 1994 et 1997, la capitalisation fut mise en oeuvre. Ce fut alors une période critique pour les mouvements politiques de gauche qui étaient pratiquement désorientés après la chute de l'Union soviétique et du mur de Berlin. Pire encore, la gauche traditionnelle finit même par s'allier avec Sanchez de Lozada et à accepter les privatisations. Mais, une fois achevé le démantèlement des entreprises publiques, une autre réalité apparut : les investissements étrangers n'avaient rapporté que 3 milliards de dollars, les 500 000 emplois promis n'avaient pas été créés et le déficit fiscal, préoccupation principale du FMI, n'avait pas été réduit au niveau espéré. En bref, la crise économique bolivienne ne s'était pas améliorée, mais avait empiré.

Ce bouillon de culture fut à l'origine de la renaissance des mouvements contestataires du modèle néolibéral, qui, après des luttes innombrables et historiques, ont réussi à porter Evo Morales Ayma à la présidence de la République. De fait, plusieurs facteurs politiques expliquent l'ascension de Morales Ayma mais, dans cet article, nous essayerons plutôt de résumer les composantes économiques de ce processus. En effet, il est évident que c'est la faillite du modèle qui a paralysé les partis traditionnels et a ouvert la brèche permettant à l'insurrection indigène de devenir une réelle possibilité d'accéder au pouvoir. C'est ce qui se produisit lors des élections du 18 décembre 2005, quand le Mouvement vers le Socialisme (MAS), avec Evo Morales comme candidat, arriva au gouvernement avec un score historique de 54 %.

### **Un pays ingouvernable**

Les indicateurs montrent que la Bolivie est le deuxième pays le plus pauvre du continent après Haïti. Son Produit Intérieur Brut (PIB) atteint à peine 8 milliards de dollars, sa dette extérieure se monte presque à 5 milliards de dollars et au cours des dernières années du néolibéralisme, en 2003, 2004 et 2005, son déficit fiscal atteignait 8,5 %. Si l'on ajoute à cela la révolte croissante de ses syndicats et des fédérations paysannes, les blocages permanents des paysans cultivateurs de coca, les cocaleros et des ayllus de l'Altiplano, la Bolivie apparaissait comme un pays ingouvernable.

Le 12 février 2003, une mission du FMI arriva à La Paz pour superviser l'application d'un [nouvel] impôt sur les salaires des fonctionnaires et des travailleurs, dont l'objectif était de réduire le déficit fiscal. Les fonctionnaires du FMI, depuis l'appartement-terrace de l'hôtel Presidente, ont vu de leurs propres yeux comment les policiers, appuyés par des groupes de citoyens, se révoltèrent contre l'impuestazo [le nouvel impôt], ce qui entraîna la mort de 33 Boliviens. Cet événement annonça une autre rébellion : celle d'octobre 2003, quand les Boliviens exigèrent la nationalisation des hydrocarbures. Dans le fond, ce qui était en discussion était la réappropriation de la rente produite auparavant par les entreprises publiques. Cette nouvelle révolte fit 64 morts et provoqua la destitution du président Gonzalo Sanchez Lozada qui en était alors à son second mandat.

Dans ce contexte, le grand défi que s'est posé Evo Morales, à son arrivée au gouvernement, a été de « réinventer » un modèle économique à partir des débris laissés par le néolibéralisme, dans un pays où, une fois privatisé, les investissements étrangers avaient disparu, avec un taux de chômage de plus de 13 %, un revenu per capita de 950 dollars, un salaire minimum de 440 bolivianos (quelque 54 dollars), un déficit fiscal de 4 % et un taux de pauvreté supérieur à 65 %.

### **Virage à 180 degrés**

La clef de tout passait par la nationalisation des hydrocarbures et la récupération de la rente pétrolière. Mais, en plus, le nouveau gouvernement devait prendre des mesures d'urgence dans le domaine social et mener une lutte frontale contre la corruption.

Le jour même où il entra en fonction, le 22 janvier 2005, Evo Morales fit connaître son plan d'austérité : baisse drastique des salaires de tous les fonctionnaires des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire qui, dans certains cas étaient jusqu'à 70 fois supérieurs au salaire minimum gagné par un ouvrier. L'impact fut immédiat : sans impuestazo, le déficit fiscal est presque revenu au niveau zéro. Une telle mesure n'avait pas été étudiée par le FMI, parce que la caractéristique du néolibéralisme est de favoriser les élites qui gouvernent et de pénaliser le peuple. Les mesures d'austérité appliquées par le nouveau président, aussi simples soient-elles, ont fait en sorte que la crise retombe sur les secteurs privilégiés et pas sur les plus pauvres : « C'est pour cela qu'il n'y aura plus d'impuestazos, ni de hausse des taxes sur l'essence, la crise sera payée par ceux qui ont le plus », a déclaré Evo Morales.

Comme les « recettes » du FMI n'étaient plus utiles à la Bolivie, Evo Morales a également rompu les relations entre son pays et cet organisme de crédits. Le dernier protocole d'accord a pris fin en mars 2006 et Evo ne l'a pas renouvelé. Désormais, « l'économie bolivienne ne sera pas mise sous la tutelle d'un quelconque pouvoir étranger, et sera gérée par les Boliviens eux-mêmes », a expliqué Carlos Villegas, le ministre au Plan.

La deuxième étape du redressement économique a été la nationalisation des hydrocarbures. Le 1<sup>er</sup> mai 2006, l'armée bolivienne occupa toutes les installations pétrolières et obligea les entreprises pétrolières (Repsol, Petrobras, Total, Shell et d'autres) à signer de nouveaux contrats. La formule qu'appliqua le gouvernement révolutionnaire fut une fois de plus d'une grande simplicité. Auparavant, durant la période néolibérale, les entreprises pétrolières gardaient 82 % de la rente pétrolière et ne reversaient à l'Etat que 18 %. Avec la nationalisation, la situation a été renversée : 82 % pour la Bolivie et 18 % pour les entreprises.

Il y a eu des protestations et des menaces de poursuites devant les tribunaux internationaux, mais, au final, toutes les compagnies pétrolières sont restées en acceptant les nouvelles conditions. (...)

### **Des résultats visibles dès la première année de gouvernement**

C'est dans ce contexte que la Bolivie a pu opérer son redressement économique. Les nouveaux revenus ont donné un nouvel élan aux autres secteurs productifs. Le président Evo Morales a commencé à réaliser son rêve le plus cher : « Je suis un indigène qui a promis d'être honnête et de gérer l'Etat au bénéfice des Boliviens, et je crois que je suis en train de le faire », a-t-il dit en octobre dernier lors de son premier rapport sur la marche de l'économie. Evo Morales a fait ses déclarations dans une atmosphère de discrédit et de racisme qui touche encore aujourd'hui le pays. Les élites et de nombreux médias n'acceptent pas encore le fait qu'un indigène soit leur président. C'est pour cela que Morales a aussi expliqué : « Quand le pays était gouverné par des intellectuels, des ingénieurs et des docteurs, le déficit fiscal atteignait 8 %. Mais, cette année, il va y avoir du nouveau pour le peuple bolivien, car il ne va pas y avoir de déficit, mais un excédent. Je suis très surpris ».

En remettant son rapport dans le hall du palais présidentiel, Evo Morales a exprimé sa satisfaction concernant la possibilité que la Bolivie, dès 2007, cesse d'être un pays mendiant et devienne une nation qui vive dans la dignité, sans qu'il ne soit nécessaire que les ministres d'Etat « aillent tendre leur chapeau devant la communauté internationale à demander l'aumône pour couvrir le déficit ».

Le chef de l'Etat a expliqué que le Service des Impôts Nationaux (SIN, Servicio de Impuestos Nacionales) a accru le recouvrement de 46 % par rapport à 2005. Entre janvier et août 2005, 1,171 milliard de dollars avaient été recouverts alors qu'un an plus tard, sur la même période, 1,712 milliards de dollars de recettes ont été générés.

De même, le Service Douanier de Bolivie (ANB, Aduana Nacional de Bolivia) a recouvert 60 millions de dollars entre janvier et août 2005, alors qu'au cours de la même période en

2006, ce montant s'est élevé à 75 millions de dollars.

« Cela signifie que le peuple a confiance. Je sens qu'il pense que ses impôts ne vont pas être détournés et gaspillés. Je sens que le peuple ne craint pas de payer des impôts pour que tout soit administré en faveur des majorités nationales », a précisé le chef de l'Etat.

### **Des bénéficiaires qui profitent à tous**

Le président des Boliviens a affirmé que le PIB en 2006 a augmenté de 4,52 % par rapport à 2005 qui était de 4 %, grâce à la croissance de la production textile, du secteur minier et des transports.

Le revenu per capita (la moyenne par habitant) atteignait entre janvier et août 2006 1 030 dollars, alors qu'il était de 950 dollars sur la même période en 2005. Toutefois, le président a sévèrement critiqué « le terrorisme financier » impulsé par « un groupe réduit de chefs d'entreprise pour créer une corrida économique dans le pays ».

« Nous avons été effrayés et intimidés par quelques familles, même pas par le secteur bancaire privé. Mais nous avons convoqué le président de la Banque centrale de Bolivie et il nous dit qu'ils essayent de nous effrayer par le biais des commentaires de quelques chefs d'entreprise, en utilisant les médias », a déclaré Morales.

Le président a signalé que les dépôts bancaires se sont élevés à 2,879 milliards de dollars entre janvier et août 2005 et ont atteint 2,981 milliards sur la même période en 2006, sous son gouvernement. Sur la question des prêts, on arrive à 2,697 milliards de dollars sur la période de janvier à août 2006, alors qu'on en était à 2 595 millions de dollars sur la même période en 2005.

Le chef de l'Etat a déclaré qu'il est possible que le déficit fiscal qui, sous des gouvernements antérieurs, avait rendu le pays exsangue en s'élevant à 8 %, soit nul en 2006 et que, pour la première fois dans l'histoire de la Bolivie, il y ait un excédent.

En matière énergétique, avant l'approbation de la nouvelle loi sur les hydrocarbures (2005), le pays percevait annuellement 539 millions de dollars en impôts, royalties et brevets. Après son approbation, la Bolivie a perçu 1,3 milliards de dollars qui bénéficient à tous les Boliviens, y compris aux régions qui se sont opposées au processus.

En 2006, la Bolivie percevra en impôts, royalties et brevets 1,416 milliards de dollars pour la première fois de son histoire, comme effet de la nationalisation des hydrocarbures décrétée par le gouvernement du président Morales le 1<sup>er</sup> mai dernier.

« Ce n'est pas un cadeau d'Evo Morales, mais du peuple bolivien ; maintenant c'est au tour de l'industrialisation, ces ressources bénéficient à tous les secteurs et à toutes les régions, et même aux gens qui n'ont jamais voulu que les hydrocarbures soient nationalisés. Maintenant, ils en sont les premiers bénéficiaires », a expliqué Morales.

Le président de la République a déclaré que les investissements privés avaient diminué de 25 millions de dollars entre janvier et août 2005, alors qu'ils ont atteint 102 millions de dollars sur la même période en 2006 ; une somme qui augmentera considérablement avec la signature de l'accord sur l'exploitation du site sidérurgique Mutún, la plus grande réserve de fer d'Amérique du Sud.

« Avec Mutún, nous allons augmenter ce montant puisque l'accord va engendrer un investissement de 2,1 milliards de dollars, alors qu'un appel d'offre antérieur ne prévoyait que 500 millions d'investissement. L'Etat aurait fait un bénéfice annuel de 18 millions de dollars seulement, alors qu'aujourd'hui il va recevoir 200 millions de dollars chaque année. Le précédent accord n'aurait créé que 1 600 emplois contre plus de 10 000 aujourd'hui », a assuré le chef de l'Etat.

(...)

Que nous révèlent tous ces chiffres ? Premièrement, le gouvernement d'Evo Morales se fonde sur deux principes de base qui trouvent leur expression dans l'économie comme dans le politique : la souveraineté et la dignité.

<http://risal.collectifs.net/spip.php?article2188>

### Doc 55

Bien que le gouvernement bolivien se classe parmi les premiers pays du continent à surmonter la crise économique mondiale et à réaliser des plans de développement au bénéfice de sa population, il est rare que les médias tentent de refléter la réalité de la nation andine.

Le développement continu de ces dernières années reflète le sérieux et l'honnêteté du gouvernement de Evo Morales pour conduire l'économie du pays. Des organismes financiers comme le FMI et la Banque Mondiale qui, au cours de leur histoire, se sont caractérisés par l'instauration de mesures néolibérales ayant impulsé des croissances économiques au détriment de politiques d'appui social, ont reconnu les récentes avancées économiques de la Bolivie. Bien que depuis 2006, le gouvernement de Morales ait dirigé son économie de manière indépendante, sans les conseils ni les pressions des deux organismes, les délégations du FMI et de la BM ont visité la Bolivie et loué le chemin suivi par cette nation andine. Le directeur de la BM a déclaré : " Nous avons vu un progrès notoire dans l'économie de ce pays, une gestion macro-économique saine et stable et dans une nouvelle stratégie d'appui de la BM, nous allons pouvoir offrir à la Bolivie des services financiers auxquels ont accès normalement les pays de revenu moyen". Cette situation permet d'accéder aux mêmes lignes de crédit que l'Argentine, le Brésil, la Colombie ou le Pérou, entre autres.

Les données du PNUD ( Programme des Nations Unies pour le Développement) indiquent que la pauvreté extrême a diminué en Bolivie de 68,2 % en 2003 à 28 % en 2010. Le gouvernement Morales travaille à éliminer les inégalités qui persistent encore après des décennies de pillage organisé par les compagnies états-uniennes avec l'assentiment de gouvernements boliviens corrompus.

L'un de ces exemples fut la première administration de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997) qui favorisa l'instauration d'un libéralisme féroce en même temps que la privatisation des entreprises d'Etat. Durant cette période, les compagnies multinationales mirent la main sur les firmes nationales des services ferroviaires, l'aviation, l'eau, l'électricité, le téléphone, l'éducation, et sur les ressources naturelles comme l'or, le pétrole et le gaz naturel. Lozada réduisit les impôts de 50 % pour des contrats de 40 années et des compagnies comme Total Fina ELF, British Gas, Repsol, Enron et Petrobras, entre autres, ne payaient qu'un impôt de 18 %, l'un des plus bas du monde. Les richesses sortaient du pays à travers les multinationales en laissant le peuple dans la faim et la misère.

Pour comble, Sánchez de Lozada revint au pouvoir en 2002 et l'année suivante une commission du FMI qui visitait le pays le convainquit d'adopter de nouvelles mesures néolibérales. Le gouvernement décréta des impôts exorbitants sur les salaires déjà très bas, ce qui provoqua des révoltes massives avec 32 morts et des centaines de blessés. Peu après, les manifestations s'intensifièrent et Sánchez de Lozada dut s'enfuir aux États-Unis.

Evo Morales, avec mesure et détermination, et en écartant des écueils présentés par l'opposition de droite, a peu à peu retourné le panorama qu'avaient laissé au pays les précédents gouvernements pro-étatsuniens.

L'Etat bolivien a récupéré, pour le bien de la nation, d'importants secteurs et des ressources naturelles qui avaient été privatisées comme le pétrole, le gaz, le bois, l'or, l'aviation, les télécommunications, l'électricité, le téléphone, les transports publics, etc. De nouvelles fabriques se sont installées : papier, carton, peinture... On appuie financièrement et commercialement de petites productions industrielles et on travaille au développement général de l'agriculture.

Tout ce programme, outre qu'il génère des emplois, est lié au développement des programmes sociaux auxquels le gouvernement destine cette année 2 200 millions de dollars, alors que jusqu'en 2005, ses investissements n'excédaient pas 500 millions de dollars. Les fonds sont destinés à couvrir des constructions de routes, d'écoles, de centres de santé, les services de base d'eau potable et d'égoûts, ainsi que l'appui technique à de petits producteurs agricoles.

De ces avancées en Bolivie, les moyens de communication capitalistes ne parlent guère. C'est logique : elles sont en contradiction avec la politique néolibérale, de libre commerce et de privatisations qu'eux-mêmes défendent.

<http://www.lecalj.com/2010/11/24/bolivie-les-avancees-economiques-et-sociales-www-rebellion-org/>

## Doc 56

**Créé en 1995, le Centre d'approvisionnement et de commercialisation (CAC) de Tiraque au Pérou réunit la plupart des producteurs de pommes de terre de la province du même nom. Pour son Président, « il faut que les paysans puissent vendre leur production à un prix juste, supérieur auquel il pourrait vendre aux intermédiaires sur les marchés. » La solution ? « Donner de la valeur à la matière première ».**

Le cas du CAC Tiraque est un exemple parmi d'autres de coopératives agricoles qui fonctionnent. Là où le centre se distingue, c'est qu'il consacre la totalité de sa production aux écoles de la province de Tiraque. Un succès qui a conduit d'autres coopératives à suivre son exemple.

Depuis 2009, accompagné de CIOEC-Kampesino, organisation partenaire de Frères des Hommes, le Centre d'approvisionnement et de commercialisation de Tiraque (CAC Tiraque) participe à l'opération « **Desayuno escolar** » (déjeuner scolaire). **Initiée en 1998 par le gouvernement bolivien, cette opération vise à fournir, par le biais d'ONG, d'entreprises ou d'organisations agricoles, des rations alimentaires à tous les jeunes élèves d'une province pour lutter contre la malnutrition.** Les rations sont alors vendues ou offertes sous forme de dons à la municipalité, qui se charge de les redistribuer aux écoles concernées par le projet. Aujourd'hui, le dispositif touche toutes les écoles publiques du pays et plus précisément près de 7 000 jeunes dans les villages et communautés voisines de la province de Tiraque.

Dès lors que les productions (pommes de terre et fèves) de ses membres sont transformées, le CAC Tiraque les revend à la mairie. Un accord entre les 2 parties est établi, ce qui donne une garantie au centre d'écouler sa production à un prix fixe et sur une période définie. Aujourd'hui, le prix du contrat annuel de livraison est de 304 850 bolivianos (34 €), alors qu'en 2009, il ne s'élevait qu'à 253 500 bolivianos (28 €), **soit une hausse de 20 % en 3 ans !**

Dans le respect des normes de qualité et de sécurité en vigueur, ces rations alimentaires apportent un complément nutritif riche en protéines et en fibres contribuant à combler les besoins journaliers des jeunes élèves boliviens.

L'opération « Desayuno escolar » a profité à 75 familles de producteurs associées au CAC Tiraque. Assurées d'une plus grande sécurité économique, elles développent leur partie productive, investissent dans la location de matériel agricole ou encore optimisent leur potentiel commercial en participant à des festivals et des foires.

Bien sûr, le CAC Tiraque ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Aujourd'hui, l'association paysanne souhaite renforcer la participation associative pour le développement économique et social de la commune. Pour cela, elle réfléchit à améliorer la qualité de la production et à faire entrer de nouveaux produits dans le dispositif.



Et devant le succès de cette opération, CIOEC Cochabamba, soutenu par Frères des Hommes, travaille auprès des autres organisations paysannes du département pour les aider à entrer dans ce processus qui combine des domaines essentiels : alimentation, éducation, gestion participative.

*FDH.org*

#### Doc 57

Deux tiers de la population bolivienne, pour la majeure partie paysanne, vit dans une grande précarité et doit faire face à une forte insécurité alimentaire. L'agriculture vivrière a longtemps été délaissée par les politiques d'ajustement structurel aux profits d'une production agricole destinée à l'exportation. Ne cultivant plus de quoi se nourrir, la population rurale bolivienne dépend aujourd'hui d'aliments importés, de mauvaise qualité et atteignant des prix bien trop élevés pour leurs moyens.

Dans la région de Cochabamba, sur l'altiplano, la Coordination des Organisations Paysannes de Bolivie, CIOEC, militant bolivien incontournable pour l'agriculture paysanne, aide des coopératives à s'organiser afin **de favoriser une agriculture familiale, vivrière et biologique, répondant à des enjeux à la fois alimentaires, économiques et écologiques**. Frères des Hommes s'est associé à la CIOEC et à ces organisations pour relever l'un des grands défis qu'elles se sont fixées : **relocaliser l'économie par le développement local de la production et de la transformation des produits agricoles en mettant en place des systèmes d'approvisionnement de proximité**.

C'est dans cet objectif que Frères des Hommes et la Coordination des Organisations Paysannes de Bolivie ont mis en place **Kampesino**, une entreprise solidaire constituant la branche commerciale du projet. Afin de concrétiser cette initiative, diverses formations sont dispensées aux paysans sur :

- ▶ l'élaboration de nouveaux produits transformés dont la fabrication de biscuits à l'amarante, de fromages frais et fromage blanc ou encore de « llahua », mélange aromatique à base de tomates déshydratées et de piment en poudre ;
- ▶ le conditionnement des produits transformés et leur étiquetage ;
- ▶ la gestion et l'administration du magasin Kampesino où sont distribués les produits.

Aujourd'hui, grâce à Kampesino, deux organisations sont parvenues à signer des conventions

avec des municipalités afin de fournir les écoles en pain intégral et en rations de fèves et de patates frites pour les repas. De plus, deux supermarchés de la ville de Cochabamba commercialisent divers produits transformés fabriqués par les organisations.

Partenaire au Sud

La Coordination des Organisations Paysannes de Bolivie (CIOEC) représente les coopératives paysannes et coordonne leurs activités sociales et économiques (production agricole, transformation des produits, artisanat et tourisme solidaire). Sa finalité est de contribuer à la construction d'un environnement propice au développement rural et de permettre aux communautés villageoises de lutter durablement contre l'insécurité alimentaire. La CIOEC regroupe plus de 1 000 organisations économiques paysannes dont 23 à Cochabamba.

Témoignage de Rene Herbas, paysan de CIOEC qui lutte en faveur de la mise en place de circuits courts de distribution dans la région de Cochabamba.

*« Nous sommes une coopérative de 20 producteurs et grâce à la CIOEC qui nous fourni du matériel, nous pouvons aujourd'hui transformer notre blé en farine et en pain. Nos produits sont bios. Nous les revendons sur le marché local et via le magasin Kampesino de la CIOEC qui nous assure un prix d'achat minimum et propose à la population un prix de vente équitable. Nous fournissons également des écoles afin de proposer à nos enfants du pain de qualité. »*

Témoignage de Gregoria Rojas, 42 ans, productrice de céréales et membre de CIOEC

*« Je m'appelle Gregoria. Je suis présidente de l'organisation économique la COMUVA qui regroupe 450 femmes paysannes à Cochabamba. Nous produisons et vendons des céréales. La part d'autoconsommation reste très importante car nous prônons avant tout la souveraineté alimentaire. Le reste de la production est vendu sur le marché local et via le magasin Kampesino. Nous voulons maintenant améliorer la qualité de nos produits et développer une agriculture biologique pour rendre durable notre vie et celle de nos enfants. »*

FDH.org

## Doc 58

À La Paz, en Bolivie, le **réseau de Tourisme solidaire et communautaire** (Tusoco) vient d'ouvrir en décembre 2010 une nouvelle boutique proposant des circuits touristiques solidaires. Son développement sera au cœur des attentions de 2011 car cette initiative prolonge le travail effectué dans le département de Cochabamba par Tusoco et par la **Coordination de l'intégration des organisations économiques paysannes** (Cioec), partenaires boliviens de Frères des Hommes.

Ces 2 organisations rassemblent diverses communautés paysannes et travaillent pour diversifier leurs sources de revenu et permettre à ces producteurs locaux de « vivre de et sur leur terre ». Dans cette nouvelle boutique, Tusoco propose, par exemple, un circuit dans la région du Chapare (au sud-ouest de Cochabamba), pour découvrir les parcs naturels locaux, la culture de la coca et les oiseaux tropicaux. Grâce à sa base communautaire, elle permet de contribuer à la diversification des ressources des producteurs. Ceux-ci peuvent d'une part vivre de leur terre, mais également avoir les moyens de préserver leur environnement. Cette préoccupation explique l'engagement de Tusoco en 2010, lors de la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique. Cet événement a ouvert plus largement la parole aux producteurs communautaires soutenus par Frères des Hommes. Le circuit de Chapare est un exemple parmi une vingtaine d'autres circuits déjà en fonctionnement.

Les 2 organisations partenaires, Tusoco et la Cioec, ont déjà ouvert une première boutique l'année passée à Cochabamba. Elle propose les circuits touristiques solidaires de Tusoco et

elle commercialise ainsi les produits des producteurs, à travers la marque « Kampesino ». En effet, la Cioec a mis en place une usine de transformation à Coraca Protal qui, depuis déjà presque 30 ans, s'attache à transformer du miel et du piment en poudre. Ces produits sont aujourd'hui commercialisés dans les 2 boutiques.

Depuis les années 70, où Frères des Hommes envoyait des volontaires en Bolivie (cf. Michel Peyrat, Résonances décembre 2010), l'association entretient avec ce pays une relation particulière qu'elle souhaite continuer de développer, en préservant l'agriculture locale et la culture quechua de la région.

*Fdh.org*

## Doc 59

### **Le contexte international**

La globalisation, l'extension mondiale de l'économie de marché et du commerce international, l'ouverture indiscriminée des marchés du Sud aux produits du Nord et la standardisation de la production mondiale conformément aux critères de qualité imposés par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui menace également de s'étendre à des services tels que la santé, l'éducation et la recherche, imposent des conditions inéquitables aux systèmes économiques précaires des pays du Sud.

En Amérique latine, deux modèles agricoles s'opposent et différencient le secteur rural. D'une part, on trouve une agriculture avec des investissements en capitaux, basée sur l'entreprise et orientée surtout sur l'exportation. Cette agriculture représente environ 10 % des producteurs. D'autre part, 90 % des producteurs agricoles font partie de l'économie paysanne, avec une activité à petite échelle, où la main d'œuvre familiale est importante et quasiment sans capitaux ni technologie. 20 % de ces entités seraient en transition vers le marché.

### **Origine des organisations économiques et paysannes en Bolivie : syndicats, coopératives et initiatives de base.**

Durant les deux dernières décennies, une nouvelle forme d'organisation paysanne est apparue après une phase de structuration de type syndical et représentatif. Les initiatives qui ont donné naissance aux organisations économiques paysannes en Bolivie datent des années « 80 » et sont issues des organisations elles-mêmes, de projets lancés par

des ONG et – dans une moindre mesure – de l'État.

On appelle « organisations économiques paysannes » différentes formes d'organisations adoptées par les paysans et les petits producteurs ruraux (coopératives, associations, corporations) menant des activités de production, de commercialisation ou des services avec la perspective « affirmée » de fonctionner comme des entreprises autogérées<sup>(1)</sup>.

Toutes formes d'organisations économiques paysannes peuvent être recensées :

- ▶ les bras économiques des syndicats : ce sont les corporations agricoles paysannes (CORACAS) qui mènent des activités économiques et prennent peu à peu leur autonomie ;
- ▶ les anciennes coopératives redynamisées ;
- ▶ finalement, des organisations paysannes créées spécifiquement avec des objectifs économiques.

### **Caractéristiques et importance du secteur.**

Les organisations économiques paysannes regroupent plusieurs familles rurales poursuivant un objectif économique. En cela, elles se différencient des entreprises familiales. Elles sont contrôlées par leurs membres. Elles sont légalement constituées ou du moins elles possèdent des instances de coordination, ce qui les distingue de groupements ou réseaux informels.

Elles mènent des activités diverses :

- ▶ Production agricole ; élevage, transformation d'aliment, artisanat, foresterie, pêche ;

<sup>(1)</sup> Devtscher, Ed. 1996, cité dans Ascanunz, B. 2000, page 9

- ▶ Commercialisation sous différentes formes : vente groupée des produits des membres, exportations directes ou en relation avec des exportateurs ; achat en commun d'intrants ; système d'information sur les marchés et les prix ; contrôle de qualité de la production et des activités connexes à la commercialisation : transport, stockage, conditionnement ;
- ▶ D'autres services : assistance technique, formation et négociation de projets auprès d'organismes de financement publics ou privés, coordination avec des entités similaires, contrats avec des opérateurs sur le marché, relation avec les pouvoirs locaux et les institutions publiques...

L'absence de chiffres officiels en Bolivie sur ce secteur et sur l'économie et la société paysanne en général démontre qu'il est en quelque sorte « invisible » pour l'État. Depuis deux ans cependant, la tendance semble s'inverser : le secteur est reconnu, même s'il n'y a pas de politique en sa faveur. 633 organisations économiques paysannes ont été identifiées. Géographiquement, 47 % se situent en zone d'altitude et sur les hauts plateaux (Altiplano), 27 % dans la région des vallées et 26 % dans les plaines et les zones tropicales. Le nombre de familles associées s'élève à 114 000, parmi lesquelles 87 % se consacrent aux activités traditionnelles d'agriculture et d'élevage. Les 13 % restant se sont lancés dans des activités novatrices avec un potentiel de développement : artisanat, foresterie, petites unités de transformation, pisciculture et écotourisme. La production biologique occupe une place importante dans les activités des organisations économiques paysannes.

En terme d'emploi, l'unité de production paysanne comprend au minimum le noyau familial (père, mère et enfants). Dans certains cas, ce noyau est élargi à d'autres parents (grands-parents, frères, neveux...). En général, le noyau familial comprend 5 membres dont 3 sont en âge de travailler ; les familles élargies peuvent compter 8 personnes en moyenne, dont 5 sont économiquement actives. Les organisations économiques paysannes occupent donc au moins 401 406 personnes (32 % de la population rurale active) et au maximum 669 000 per-

sonnes (56 % de la population rurale active). L'emploi généré est très significatif pour l'économie nationale : la population rurale active au sein de ces organisations correspond en effet au taux de chômage en Bolivie<sup>(2)</sup>.

### Approches des organisations économiques paysannes

Une synthèse des différents travaux réalisés jusqu'à présent permet de tenter une classification des analyses des organisations économiques paysannes.

**Approche basée sur l'économique :** le principal objectif serait de lier l'économie paysanne avec le marché. La commercialisation commune apparaît comme une alternative pour augmenter les revenus familiaux. Les organisations économiques paysannes seraient une voie vers la « modernisation paysanne ».

**Approche structurelle :** les organisations économiques paysannes combindraient technologie, information, personnel, administration... pour former un système qui s'autorégule. L'accent est mis sur les objectifs et les structures de fonctionnement. Il s'agit d'une vision plus statique.

**Approche sociologique :** les organisations économiques paysannes seraient en réalité un système où différents acteurs sont en interaction d'une part : des dirigeants, des membres de base et des cadres techniques ; d'autre part, l'organisation en tant que telle dans sa relation avec l'extérieur (experts, conseillers, coopération internationale...) et avec les pouvoirs locaux (municipalités) : l'ensemble est marqué par des prises de décisions qui reflètent les relations de pouvoir et d'influence<sup>(3)</sup>.

À ces différentes lectures, on pourrait en ajouter une nouvelle : une vision stratégique qui inclut les précédentes : les organisations économiques paysannes font partie d'une stratégie naissante de développement du petit producteur paysan qui cherche à articuler la sécurité alimentaire avec l'insertion dans le marché en développant les capacités de compétitive. Cette vision évite de considérer la sécurité alimentaire et le marché comme des réalités séparées, mais au contraire, complémentaires.

<sup>(2)</sup> Villegas, C Mm, Cochabamba 2004 ; cité par Soto C. Exposé pour la troisième rencontre des partenaires de SOS Faim, Cochabamba, 2004 ; page 6

<sup>(3)</sup> Laguna, P. Thèse de doctorat, Wageningen, 2004

Doc 60

L'enjeu du gaz bolivien est de première importance pour les gouvernements chilien ou péruvien, car l'arrivée de gazoducs assurerait une réactivation de l'économie régionale dans les zones littorales. En effet, en sus de la construction d'une usine de liquéfaction, en elle-même source d'emplois, le gaz rendrait possible la construction d'une centrale thermique qui fournirait de l'énergie à des activités connexes. Le transit du gazoduc générerait, enfin, une cascade de revenus fiscaux et commerciaux. Les municipalités de la côte chilienne ou péruvienne sont conscientes de ces multiples avantages, directs ou indirects. Elles n'ont cessé de faire pression sur leurs gouvernements respectifs, comme sur celui de la Bolivie, pour être choisies comme port de transbordement.

Plusieurs sites côtiers sont ainsi entrés en compétition sur la côte du Pacifique : du côté chilien, ce sont les ports de Mújillones, Toscopilla et Iquique, situés sur l'ancienne province bolivienne du littoral qui sont en lice ; pour le sud du Pérou, Ilo et Matarani se portent candidats. Les maires de ces localités se sont rendus en délégation à La Paz, le 6 décembre 2001, pour défendre les avantages respectifs offerts par chacun de leur site. Cette démarche prouve qu'ils savent l'enjeu représenté par l'accueil de cette activité logistique en terme d'activités induites et d'emplois. On peut y voir aussi l'apparition de nouvelles solidarités extra frontalières : les édiles insistaient tous, à cette occasion, sur la nécessité de profiter de ce projet pour faire émerger une véritable communauté régionale et, en Bolivie, certains intellectuels se sont fait leur porte-voix. (Guzman, 2001)

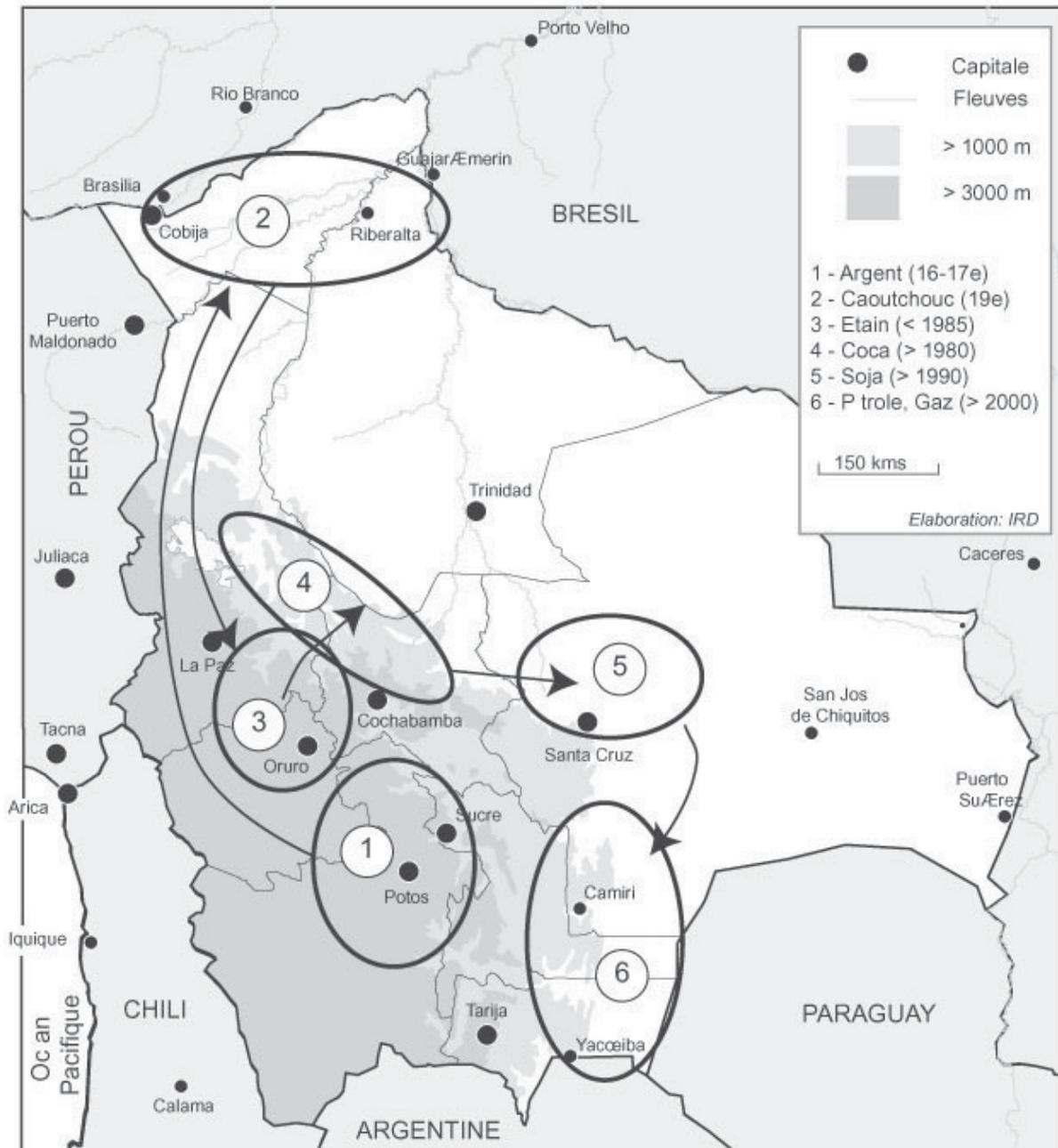
Perrier Bruslé Laetitia, Roux Jean-Claude. Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie. Entre mondialisation et souveraineté perdue / Natural gas and geopolitical issues in Bolivia : globalisation and lost sovereignty. In: Annales de Géographie. 2003, t. 112, n°630. pp. 167-187.

doi : 10.3406/geo.2003.897

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo\\_0003-4010\\_2003\\_num\\_112\\_630\\_897](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_2003_num_112_630_897)

Doc 61

L'économie de la Bolivie a toujours été dépendante des exportations de produits primaires. Au gré de la demande mondiale, des concentrations spatiales d'activités ont produit une véritable rotation des centres de production : au XVII<sup>e</sup> siècle, grâce à l'exploitation des mines d'argent, Potosí était une ville de l'importance de Madrid ; le caoutchouc fit la fortune des grands propriétaires du Pando et du Beni au tournant du XX<sup>e</sup> siècle ; l'étain a généré une croissance dans la région d'Oruro et de La Paz ; la chute de son prix en 1985 a provoqué une migration massive vers les zones de colonisation des Yungas et du Chaparé liées à la culture de la coca ; le « front du soja » au nord de Santa Cruz fait partie de la politique de substitution à la crise de l'étain : aujourd'hui, la découverte d'importants gisements de gaz dans la région de Tarija y déplace le centre d'intérêt et de migration.



**La rotation des centres de production primaire**

Mazurek Hubert et Arréghini Louis, « structuration des territoires et logiques divergentes de l'économie bolivienne ». Espaces et sociétés - 2006/2 n° 124-125, p. 73-91. DOI:1039117/esp.124.0073

**Doc 62**

**Le président bolivien Evo Morales a remporté dimanche un troisième mandat à une écrasante majorité, selon des résultats encore non-officiels lui attribuant 61 % des voix, une victoire que le dirigeant de gauche a dédiée à ceux qui « luttent contre l'impérialisme ».**

« Merci pour ce nouveau triomphe du peuple bolivien », a-t-il déclaré depuis le balcon du palais présidentiel.

Evo Morales a estimé que ce triomphe « est celui des anti-colonialistes et des anti-impérialistes », et l'a notamment dédié « à Fidel Castro et à Hugo Chavez, qu'il repose en paix ».

Selon les résultats des instituts Mori et Ipsos, relayés par les chaînes de télévision, le président l'emporte largement dans tous les départements du pays à l'exception du Beni (nord-est) qui va à

son rival Samuel Doria Medina, du parti Unité Démocrate. Il repart donc pour un mandat de cinq ans.

Le département de Santa Cruz, longtemps bastion de l'opposition et le plus prospère du pays, a voté pour Evo Morales avec 49 % des voix, son rival Samuel Doria Medina n'obtenant que 38 %.

Au niveau national Doria Medina remporte 24 % des voix, l'ex-président conservateur Jorge Quiroga 9 %, le candidat du Parti Vert Fernando Vargas 3 %, et le social-démocrate Juan del Granado (3 %).

Ces résultats non-officiels portant sur 100 % du décompte des voix « représentent une reconnaissance à la gestion du gouvernement et montrent que l'opposition de droite n'a jamais eu une vision du pays », a commenté pour sa part l'analyste de l'Université Gabriel René Moreno de Santa Cruz (est), Reymi Ferreira.

Des l'annonce des résultats, les pétards ont explosé à La Paz et des milliers de partisans du président Morales ont convergé vers la place Murillo où se trouve le palais présidentiel. Evo Morales, blouson bleu aux couleurs du MAS, est sorti sous les acclamations sur le balcon avec des membres de son gouvernement.

Il obtiendrait également 111 des 130 députés de la Chambre basse et 25 des 36 sièges de sénateurs.

Quelque six millions de Boliviens ont voté dimanche dans le calme et pour la première fois, plus de 200 000 Boliviens de l'étranger ont fait entendre leur voix lors de cette huitième élection depuis le retour à la démocratie.

### **Craintes de l'opposition**

Arrivé au pouvoir en 2006 avec 54 % des voix dès le premier tour, Evo Morales avait été triomphalement réélu en 2009 avec 64 % des suffrages. Il est le plus ancien président en exercice du continent.

En Amérique latine, la Bolivie est le pays à la plus forte proportion de population amérindienne et le plus pauvre, malgré d'importantes réserves d'hydrocarbures.

Un taux élevé de croissance et un climat propice aux affaires ont provoqué un rapprochement du pouvoir avec les milieux d'affaires de Santa Cruz (est), et les entrepreneurs ne sont plus en guerre ouverte contre le président auteur de la nationalisation de pans entiers de l'économie.

Sonia Tika, étudiante de Santa Cruz, a « voté pour Evo, car il a fait de bonnes choses, des routes, nous a donné des ordinateurs, des bons d'alimentation, tout ce que le peuple demande, il le donne. »

Avec le contrôle du Congrès, l'opposition craint qu'Evo Morales ait les mains libres pour modifier la Constitution en vue de réélections répétées.

« En neuf ans, nous avons appris à bien gouverner et c'est pour cela que nous gagnerons avec une large majorité », a assuré le président lors de sa dernière allocution.

Le premier président amérindien de Bolivie a affronté les électeurs fort d'une stabilité politique inédite dans un pays qui a connu 160 coups d'État depuis l'indépendance en 1825.

Le vote est obligatoire en Bolivie sous peine d'une amende élevée (environ 60 dollars). La consommation d'alcool a été interdite 48 heures avant le vote et jusqu'à 12 heures après, ainsi que le port d'armes à feu.

Faisant une longue queue dans une école transformée en bureau de vote à Laja, sur l'altiplano à une trentaine de kilomètres de la capitale, Johnny Huanco, chauffeur de bus trentenaire, a prédit « une large victoire d'Evo » et de son parti, le MAS (Movimiento Al Socialismo).

*www.lapresse.ca › International › Amérique latine*

Doc 63

La popularité inoxydable d'Evo Morales.

Bleu, blanc, noir... Une marée de drapeaux déferle sur l'immense ville d'El Alto surplombant La Paz, nichée plus bas, à 3600 m d'altitude. « Ce sont les couleurs du MAS, le Mouvement vers le socialisme, du président Evo Morales », sourit Margot, une jeune commerçante vêtue de bleu pour l'occasion. Mineurs, agriculteurs, fonctionnaires, syndicalistes... Des milliers de Boliviens ont rejoint El Alto, mercredi 8 octobre, pour apporter leur soutien à Evo Morales, à nouveau candidat à la présidentielle prévue dimanche.

« Le président doit rester, car il est de notre côté, du côté des pauvres », affirme Doña Nancy, qui tient un commerce à El Alto. « Evo Morales a réveillé les peuples indigènes et a montré le chemin, il ne peut pas s'en aller maintenant », insiste la cinquantenaire, qui porte fièrement sa pollera, la jupe traditionnelle des femmes de l'Altiplano.



Ancien producteur de coca d'origine aymara, Evo Morales Ayma est le premier président syndicaliste et indigène de Bolivie. Après son impressionnante victoire au premier tour de l'élection en 2005 avec près de 54 % des voix, beaucoup se demandaient comment le dirigeant socialiste allait s'en sortir à la tête d'un pays convulsé qui avait vu se succéder deux présidents cette même année. Neuf ans plus tard, Evo Morales a non seulement largement été réélu en 2009, mais il brigue un troisième mandat à la tête d'un pays en pleine croissance, jouissant d'une relative paix sociale.

(...) « Il y a toujours des conflits dans différents secteurs, mais ils ne remettent pas en cause l'hégémonie du gouvernement », précise le politologue et spécialiste du MAS, Hervé Do Alto. Crédité de plus de 57 % des intentions de vote selon les derniers sondages, M. Morales devancerait dimanche de plus de 40 points l'entrepreneur centriste Samuel Doria Media, son adversaire le plus sérieux. Un taux d'approbation faisant de lui l'un des chefs d'Etat les plus populaires d'Amérique latine.

Les raisons de cette popularité sont nombreuses. Pour Pablo Stefanoni, journaliste argentin et ancien conseiller du dirigeant socialiste, « Evo Morales a gardé son aura de chef populaire » et reste le « représentant d'un renouvellement de l'élite ». Depuis son arrivée au pouvoir, « l'Etat a fait une place aux indigènes et aux paysans, ce qui n'avait jamais été le cas avant », insiste Pablo Stefanoni.

« Il est des nôtres, c'est un président qui est fier de ses origines », salue Clemente Paco, un agriculteur de la province d'Ingavi, venu mercredi à El Alto. « Beaucoup de Boliviens se sentent représentés par le président », souligne à son tour le sociologue George Komadina, qui rappelle aussi la reconnaissance internationale dont jouit Evo Morales.

Au charisme et à l'intelligence politique du président Morales s'ajoutent les bons résultats économiques depuis 2006. En huit ans, le PIB a été multiplié par trois et le taux d'extrême pauvreté est passé de 38 % à 21 % en 2012. La loi de nationalisation de 2006, conjuguée à une hausse du prix des matières premières (pétrole, gaz, mais aussi étain), a permis à l'Etat d'augmenter les dépenses publiques au profit des plus pauvres. « Cet argent a été redistribué de manière habile dans les secteurs les plus fragiles de la société », explique George Komadina.

Le gouvernement a mis en place des bons d'aide aux personnes âgées et aux enfants scolarisés. Il a construit des écoles, des hôpitaux ou des terrains de jeux. « Résultat, les gens voient en Evo Morales un grand constructeur », analyse M.Komadina. « Dans notre région, il a fait goudronner les routes, a installé le système d'égouts et financé des tracteurs », remercie l'agriculteur Martin Mamani, de la province d'Aromas.

#### « ENFIN DE LA STABILITÉ »

L'absence d'opposition, faute d'union, ouvre la voie à la victoire annoncée d'Evo Morales, qui, depuis 2009, a gagné le soutien de la population de la riche région de Santa Cruz et des entrepreneurs, qui lui étaient pourtant farouchement opposés dans un premier temps. « Ils ont choisi d'être pragmatiques et de négocier », constate Pablo Stefanoni, qui estime « qu'en plein boom économique, ils n'avaient aucun intérêt à continuer de s'opposer au gouvernement ».

Le système de pouvoir mis en place par Evo Morales n'est pas exempt de critiques, notamment dans le domaine de la justice, trop souvent mise au service de l'exécutif. « La corruption au sein des institutions a aussi été dénoncée, mais très peu sanctionnée », note George Komadina, dénonçant un « hyper-présidentialisme » alors que le MAS, qui regroupe la majorité des mouvements sociaux, concentre tous les pouvoirs.

Evo Morales a aussi été très critiqué en 2013 pour avoir décidé de la construction d'une route traversant le parc naturel du Tipnis, aux dépens de communautés amazoniennes. Ce projet a entraîné une cassure au sein des peuples indigènes et poussé Fernando Vargas à se présenter pour le Parti vert de Bolivie, mais il est crédité d'à peine 1 % des intentions de vote. « Moi, je ne trouve pas sain de ne pas avoir plus d'opposants ou de projets d'alternance dans une démocratie », indique un fonctionnaire qui refuse de dire son nom. Peu convaincu par le gouvernement, ce jeune père de famille votera toutefois pour Evo Morales dimanche, « car le plus important pour un pays est qu'il soit stable, qu'il y ait de la continuité. Et, avec ce gouvernement, admet-il, nous avons enfin cette stabilité. »

*Chrystelle Barbier (La Paz, envoyée spéciale)  
Journaliste au Monde*

### Des « instruments » de mesure de la pauvreté

IDH



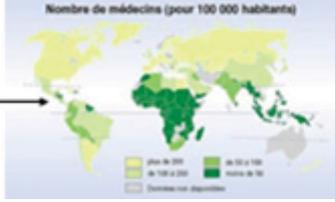
Taux de mortalité infantile



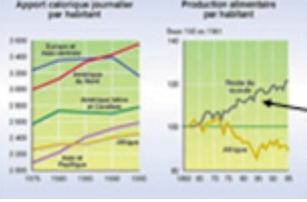
Apport calorique par habitant



Nombre de médecins pour 1000 habitants



Production alimentaire





Portail de l'action du système de l'ONU sur les objectifs du Millénaire pour le développement

- En 2000, les Etats membres de l'O.N.U se sont engagés d'ici 2015 à réaliser les **objectifs du millénaire pour le développement = OMD**.

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT	
social	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p> Réduire la mortalité infantile</p> <p> Améliorer la santé maternelle</p> </div> <div style="width: 45%;"> <p></p> </div> </div>
économique	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p> Réduire l'extrême pauvreté et la faim</p> <p> Assurer l'éducation primaire pour tous</p> </div> <div style="width: 45%;"> <p> Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies</p> </div> </div>
	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p> Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes</p> </div> <div style="width: 45%;"> <p> Préserver l'environnement</p> <p> Mettre en place un partenariat mondial pour le développement</p> </div> </div>

social

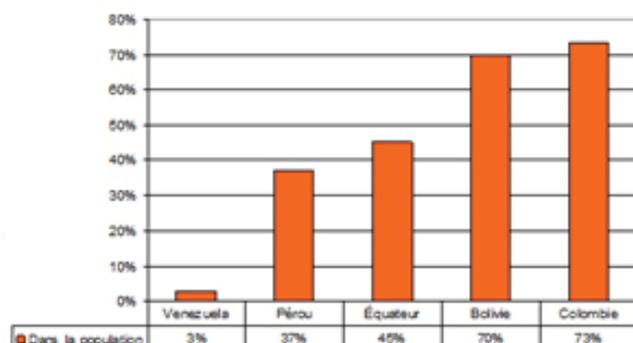
économique

environnemental

économique

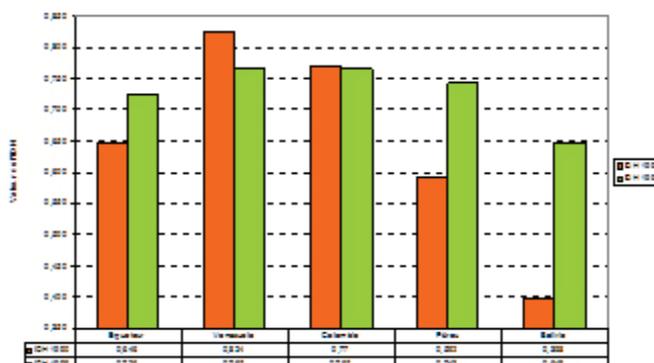
Nadine Debarre

Part des espaces Andins dans la répartition de la population



<http://www.willka.net/libros.htm>

Indice de développement humain dans les pays andins 1990 et 1999



## Quelques définitions choisies... à approfondir!

### Adaptabilité, adaptation

L'adaptabilité c'est la capacité d'un système, d'une région ou d'une communauté, à ajuster ses mécanismes et sa structure pour tenir compte des changements environnementaux réels, potentiels ou supposés. L'ajustement peut être spontané ou planifié, il peut se produire en réponse ou en prévision (voir principe de précaution). Cette capacité d'adaptation dépend des ressources écologiques disponibles, des enjeux économiques, des catégories sociales et humaines impliquées.

On peut distinguer l'adaptation de l'atténuation (ou mitigation). Les bénéfices de la mitigation deviendront avec le temps des biens publics également partagés ce qui n'est pas le cas pour l'adaptation. L'adaptation, par contre, ne bénéficie qu'aux agents qui se sont adaptés (souvent des acteurs privés) et à la communauté dans laquelle sont situés ces agents.

### Agriculture durable et raisonnée

Une agriculture durable désigne des systèmes d'exploitation agricole qui, tout en respectant l'environnement, sont économiquement rentables, capables de fournir à la société une nourriture de bonne qualité et en quantité suffisante, tout en assurant des revenus suffisants aux agriculteurs. L'agriculture biologique, qui n'utilise pas d'engrais chimique, en est une des formes en expansion.

L'agriculture raisonnée, davantage située dans le champ technique, désigne un ensemble de pratiques de gestion d'exploitation visant à renforcer les impacts positifs de l'agriculture sur l'environnement et à en réduire les effets négatifs, sans remettre en cause la rentabilité économique des exploitations.

### Commerce équitable

Le commerce équitable peut contribuer au développement durable en proposant de meilleures conditions commerciales aux producteurs marginalisés, essentiellement dans les pays du Sud. Né de la volonté d'adopter des règles « équitables », par opposition au fonctionnement actuel du marché mondial, le commerce équitable comporte trois dimensions :

- ▶ une dimension commerciale, avec une aide au renforcement financier, technique et opérationnel des organisations de producteurs du Sud;
- ▶ une dimension éducative, par l'information et la sensibilisation des citoyens des pays du Nord et des partenaires du Sud;
- ▶ une dimension politique, un engagement pour plus de justice dans les règles du commerce international.

### Concession (contrat de)

Le terme de concession est généralement utilisé pour désigner un périmètre d'exploration et/ou d'exploitation (également appelé bloc) attribué à un opérateur (une compagnie, un consortium) étranger par le gouvernement hôte pour une période définie. Le système conces-

sionnaire, fondé sur un accord passé entre l'opérateur et le pays d'accueil, fixe les conditions des futures ventes de la production à l'issue de la phase exploratoire : loyers, royalties, primes et taxes. Dans le cadre d'un système concessionnaire, la compagnie détient le titre de propriété des ressources produites.

Les contrats de concession ont évolué considérablement depuis leur création au début des années 1900, lorsqu'ils étaient des contrats unilatéraux et que bon nombre de pays riches en ressources étaient des colonies ou des protectorats. Gouvernements et compagnies indépendantes peuvent toujours recourir à des négociations directes, mais, aujourd'hui, ces dernières sont souvent mises en concurrence à travers des processus d'appel d'offres pour obtenir la concession de ces droits.

### Dynamique

Changement, évolution et, par extension, capacité à changer, à évoluer. Au demeurant, la notion ne doit pas être interprétée uniquement en termes de croissance positive. Une dynamique, dans telle situation sociospatiale, peut-être négative, elle peut traduire le déclin, la déshérence, la déprise. La dynamique des territoires étudie les changements qui sont en œuvre du point de vue :

- ▶ des localisations des populations et de leurs activités ;
- ▶ des aménagements et des capacités de maîtrise des territoires étudiés.

On pourra analyser différents types de dynamiques spatiales avec leurs manifestations : fronts pionniers, mutations territoriales (urbaines, rurales), dynamiques de la mondialisation, etc.

### Eau (accès, potabilité)

La question des approvisionnements en eau, tant à des échelles transnationales que locales, implique largement des démarches de développement durable à travers ses multiples dimensions : la gestion de la ressource (réserves, bassins versants), le maintien de sa qualité, son partage équitable, le traitement des rejets, etc.

L'eau potable est une eau qui ne contient pas d'agents pathogènes ou d'agents chimiques à des concentrations pouvant nuire à la santé, sa définition a changé dans le temps.

La Banque mondiale (indicateurs de développement) évalue la proportion de la population qui a un accès raisonnable à une quantité adéquate d'eau potable (20 litres par jour et par personne). Par accès raisonnable à l'eau, on entend un éloignement de moins de quinze minutes de marche du point d'approvisionnement. Dans les régions urbaines, la source d'eau peut être une fontaine publique ou une borne-fontaine située à moins de 200 mètres. Dans les régions rurales, cela suppose que les membres du ménage n'aient pas à consacrer une part disproportionnée de leur journée à chercher de l'eau.

L'indicateur d'accès à l'eau potable représente la part de la population qui dispose de cet accès.

### Enclavement / Désenclavement

L'enclavement caractérise un territoire isolé, pour des raisons géopolitiques (enclave de Kaliningrad, Corée du Nord, Lesotho, Gambie par exemple) et/ou du fait de sa position en angle mort, privé de façade maritime et de voies de communication praticables avec son environnement régional et mondial.

Le désenclavement consiste à construire des infrastructures de transport afin d'insérer de tels territoires dans les réseaux existants pour les sortir de leur isolement et les intégrer dans le système monde. Cela peut passer par l'organisation de corridors d'échange. Mais la construction de voies de communication ne suffit pas toujours. Il arrive même qu'elle soit contre-productive et aboutisse à l'effet inverse : les nouveaux équipements sont alors autant d'incitations au départ.

### Environnement et santé

Les facteurs environnementaux, au sens large, sont des déterminants importants de l'état de santé des populations. Ainsi, l'accès à l'eau potable, l'assainissement des eaux usées et l'élimination des matières fécales sont essentiels pour éviter des maladies souvent mortelles comme les diarrhées des nourrissons, le choléra, etc. Des eaux stagnantes, croupies, peuvent être aussi favorables à la multiplication de vecteurs (moustiques, parasites) transmettant des maladies telles que le paludisme, mais la bilharziose, l'onchocercose, etc. Des contaminants dans l'air, dans l'eau, dans les sols (métaux lourds, PCB, amiante, pesticides et fongicides par exemple) sont ou ont été certainement responsables de surmortalité et de surmortalité par cancers, maladies respiratoires ou cardio-vasculaires notamment. L'OMS considère que, en incluant les conditions de vie (alimentation, addictions, etc.), environ le tiers de la charge mondiale de morbidité serait provoquée par des facteurs environnementaux.

Aussi, la mise en place d'un Plan national de Santé-Environnement (PNSE) à partir de 2004 avait promu, bien que tardivement, la notion de santé environnementale en France en préconisant un certain nombre de mesures pour limiter les risques liés à la présence de substances toxiques dans l'environnement. Mais la France reste en retard sur ses engagements européens dans l'application du droit communautaire de l'environnement. Selon le rapport d'information de la commission des finances du Sénat en 2011, les infractions dans ce domaine représentent 17 % des contentieux engagés contre la France qui doit ou devra payer des pénalités. Les dossiers sur la qualité de l'air (particules fines), sur celle de l'eau (nitrates) sont préoccupants. Le rapport relève un problème de gouvernance et de pilotage, avec le trop grand nombre de plans existants.

### Identité

L'identité est un des fondements de l'appartenance et une composante de la territorialité. La notion d'identité renvoie à la fois à ce qui est semblable (similarité) et à ce qui est distinct (singularité).

L'identité comme similitude renvoie aux processus d'homogénéisation observables dans le monde : paysages d'entrée des villes, effets de la transnationalisation des entreprises, etc. À travers des représentations modélisées de l'organisation de l'espace, certains travaux de géographes s'efforcent de dégager des lois de similitude, des configurations reproductibles, transférables : l'organisation des espaces estuariens, le modèle d'organisation de la ville-centre européenne, de la ville nord-américaine, etc.

Dans une approche différente du terme, la quête identitaire, souvent réactivée à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, passe par l'attachement de l'individu, du groupe à son territoire de référence (selon les niveaux d'échelle : le quartier, la ville, la région, la patrie). C'est une notion qui engage alors le temps long.

Citons les mots de la géographie : « Le géographe, longtemps réduit au simple greffier du territoire, est par ailleurs l'un des plus vieux dispensateurs d'identité, à travers les dénominations qui sont les siens, les identifications de terres nouvelles et leur désignation (...), à travers la codification de l'espace qu'il propose. Car l'homme a pour ambition de se « graver » (s'inscrire) dans l'espace, d'y imprimer sa marque, de le baliser et donc d'y produire du territoire, cette appropriation conférant identité à la fois au territoire et à lui-même. » Ainsi, au-delà des attachements au passé, l'identité peut aussi se

construire autour de projets pour le futur des territoires (territoires de projet, d'innovation).

### Mortalité

Elle désigne le nombre de décès intervenus sur une période donnée (une année) dans une population donnée. Elle s'exprime en général par le taux (brut) de mortalité pour lequel le nombre de décès est rapporté à 1000 habitants le plus souvent, mais aussi à 10 000 ou à 100 000 lorsque les données le justifient.

Les causes de la mortalité ont évolué dans le temps. Ainsi, le modèle de la transition épidémiologique définit trois âges de morbidité/mortalité par lesquels toute société devait passer en se modernisant. « L'âge de la peste et de la famine » où la mortalité est forte surtout du fait des maladies infectieuses et où l'espérance de vie est plafonnée aux alentours de 30 ans. Ensuite, avec le recul des pandémies et de la mortalité infantile (hygiène, amélioration de l'alimentation), l'espérance de vie dépasse les 50 ans. Avec le développement économique et la progression du niveau de vie vient l'âge des maladies dégénératives et « de société » où la prévalence des maladies infectieuses s'effondre et laisse place aux maladies chroniques comme le diabète et autres maladies du vieillissement. Les maladies chroniques non transmissibles sont responsables de plus de 60 % des décès dans le monde et les maladies cardio-vasculaires (MCV) sont à elles seules responsables de 30 % des décès dans le monde (données 2005) et ces maladies ne sont plus l'apanage des pays développés, leur prévalence devient forte également dans les pays en développement et émergents.

Pour mesurer la surmortalité, on utilise l'indice comparatif (ou standardisé) de mortalité calculé, pour un groupe donné, comme le rapport entre le nombre de décès effectivement observés sur une période donnée et le nombre de décès qui seraient survenus au cours de cette même période si ce groupe avait été soumis à la mortalité par âge de l'ensemble de la population, multiplié par 100. Un rapport supérieur à 100 s'interprète comme une surmortalité dans le groupe observé.

D'autres taux sont proposés : selon le sexe (maternelle, masculine), l'âge (mortalité infantile, néonatale), la cause du décès, etc.

Le taux de mortalité infantile est le nombre de décès d'enfants de moins d'un an (parfois de moins de 5 ans) pour 1000 naissances vivantes. Les taux de mortalité infantile dans le monde sont très inégaux. Leurs disparités reflètent l'inégale répartition des risques environnementaux stricto sensu (accès à l'eau, hygiène), mais aussi les inégalités d'accès aux soins, des conditions de vie (alimentation), de niveau d'éducation, en particulier le niveau d'alphabétisation des filles et adolescents. Ainsi, 7,6 millions d'enfants de moins de 5 ans sont morts en 2010 et près de 70 % de ces décès étaient concentrés dans 15 pays, près de la moitié dans cinq d'entre eux : Inde et Nigéria (33 % à eux deux), R.D. du Congo, Pakistan et Chine.

La mortalité prématurée ou évitable est par convention l'ensemble des décès survenus entre 1 et 64 ans. Certaines causes de décès à l'origine de la mortalité prématurée peuvent être considérées comme « évitables », c'est-à-dire qu'en l'état actuel des connaissances médicales et compte tenu des capacités de prise en charge du système de soins, elles ne devraient pas entraîner de décès avant 65 ans. En France, la liste des causes de décès évitables a été établie par la Fédération nationale des observatoires régionaux de la santé (Fnors) en s'inspirant à la fois des travaux européens et des travaux menés au sein de l'INSERM. Les travaux européens classent les décès « évitables » en deux groupes selon les modalités d'actions capables d'en diminuer la fréquence. Le premier groupe distingue les décès qui pourraient être évités essentiellement par une action sur les facteurs de risques individuels, par exemple décès par cancer du poumon, alcoolisme, ou encore accident de la circulation. Le second groupe comprend les décès évitables principalement grâce à une meilleure prise en charge par le système de soins, y compris dans le cadre d'actions de dépistage, éventuellement renforcée par une action sur certains comportements individuels, par exemple décès par tuberculose, cancer du sein ou maladies hypertensives.

### Planification sanitaire

La planification, au sens général et sur le principe, vise à distribuer

équitablement les biens, les services et les ressources aux populations d'un territoire. L'objectif de la planification sanitaire est donc la répartition équitable des services de santé sur le territoire. Elle s'inscrit dans une politique d'aménagement sanitaire du territoire destinée à assurer l'efficacité du système de soins et elle doit rendre l'offre de soins accessible à tous en réduisant autant que faire se peut les inégalités et les disparités géographiques de santé. Elle se fait dans un cadre qui peut être plus ou moins autoritaire et contraignant, normatif ou seulement incitatif.

En France, la planification sanitaire, d'abord nationale, s'est progressivement régionalisée dans le cadre des dynamiques de la décentralisation et pour mieux orienter les choix en fonction des besoins et de l'offre de santé. Dans un contexte plus large et de plus en plus contraint (Révision générale des politiques publiques / RGPP, réalités territoriales et démographiques, etc.) de la politique publique de santé, la planification sanitaire a profondément évolué au cours des dernières décennies.

### Politique de santé

La politique de santé est une action volontariste des autorités gouvernementales fixant des objectifs de santé au vu des besoins de santé de la population qu'elle administre (État, région, local). On distingue : des programmes « verticaux », lutte contre les maladies infectieuses, chroniques, prévention des conduites à risque sanitaire ; des programmes « intégrés » en matière de nutrition, d'hygiène et d'assainissement, de qualité environnementale, de systèmes de soin et de santé.

### Précaution / principe de précaution

Alors que la prévention correspond à des risques connus pouvant être plus ou moins réduits, la précaution se situe dans un domaine où subsiste d'importantes incertitudes quant à l'existence et à l'ampleur d'un risque dont les effets pourraient être graves et irréversibles, ce qui rend difficile, voire impossible, l'estimation de ses enjeux. La précaution s'impose donc comme attitude de prudence autorisant la prise de décision en attente d'informations supplémentaires sur la prise de risque à gérer.

La montée en puissance des préoccupations liées aux risques (environnementaux, alimentaires, sanitaires) a fait émerger le principe de précaution comme nouvelle norme sociale et juridique, à l'échelle mondiale (Rio) et en Europe.

Ce principe n'est cependant pas universellement admis, d'autant que son libellé et son acception juridique varient selon les pays. Des conflits ont opposé l'Europe aux États-Unis, au Brésil, à l'Inde et à d'autres pays en développement à propos de la reconnaissance du principe de précaution et de ses modalités d'application. Des pays, hostiles ou réticents, principalement des pays du Sud, y voient la source possible pour de nouvelles barrières non tarifaires. Une adoption très hétérogène du principe de précaution par les législations des différents pays de la planète pourrait aboutir à des effets de barrière et de désavantages comparatifs.

En France, une Charte de l'environnement fut inscrite, le 28 février 2005, dans le préambule de la Constitution de la Ve république révisée pour la première fois depuis 1958. La principale innovation du texte, mais aussi la plus controversée, a porté sur l'inscription du principe de précaution.

L'application du principe de précaution suppose des procédures d'expertise et de contre-expertise à la fois indépendantes et transparentes. Un Comité de la prévention et de la précaution (CPP) composé de scientifiques est chargé d'éclairer les décideurs politiques.

Entre rationalités (scientifiques, économiques) et subjectivités, des arbitrages sont indispensables pour définir des politiques de raison autour des grands enjeux scientifiques d'aujourd'hui et de demain : génie génétique, politiques énergétiques, nanomatériaux, etc. La prise en compte du rapport « coûts-bénéfices » de l'application du principe de précaution pourrait être favorisée.

### Puissance

G. Dorel définit ainsi ce qu'est une puissance : « un État qui dans le monde se distingue non seulement par son poids territorial, démographique et économique, mais aussi par les moyens dont il dispose pour s'assurer d'une influence durable sur toute la planète en termes économiques, culturels et diplomatiques ».

On peut donc identifier les attributs, les leviers de la puissance puis évaluer la façon dont les États peuvent en disposer. Ainsi :

- ▶ le poids territorial peut procurer ressources de diverses natures, profondeur stratégique, mais il est des États de très grande superficie qui n'en retirent guère de puissance et l'inverse est également vrai : comparons la République démocratique du Congo et Singapour par exemple ;
- ▶ le poids démographique peut être un atout ou un fardeau : atout lorsque les dynamiques politiques, socio-économiques engagées sont favorables à la création des biens matériels ou immatériels, à l'innovation, à l'intégration de tous ; fardeau dans les situations inverses, les mouvements migratoires traduisant, lorsqu'ils sont possibles, ces différences de condition ;
- ▶ le poids économique confère indéniablement de la puissance en se traduisant par des capacités : d'innovation et d'investissement ; de pénétration voire de domination des autres marchés ; du contrôle des marchés de capitaux, de devises, de matières premières, etc. ;
- ▶ la puissance s'évalue aussi en termes d'influence culturelle : rôle de la langue, diffusion des biens culturels à l'échelle régionale ou mondiale, influence sur les modes de diffusion de l'information, les réseaux, etc. ;
- ▶ enfin, les capacités diplomatique et militaire achèvent de constituer la puissance en superpuissance.

Le poids, le rang et le rôle d'une puissance découlent aussi du poids qu'exercent certains centres d'impulsion (grandes métropoles, centres régionaux de production). Il convient donc d'étudier les lieux où s'exerce cette puissance : c'est la permanence de certains lieux (concept géopolitique). Il faut absolument allier l'histoire et la géographie, qui doivent se féconder mutuellement.

Les États jouissent de manière très inégale des attributs de la puissance. Compte tenu de leur histoire, de leur niveau actuel de développement, ils peuvent n'en disposer que de manière incomplète : par exemple, les États européens qui, réunis au sein de l'UE ou de la zone euro, voient leurs capacités d'autonomie diplomatique et militaire limitées. Certaines catégories d'État ne disposent que de peu de moyens et se trouvent dans des positions de soumission à l'égard des « grandes puissances ».

Enfin, en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, seuls les États-Unis sont en position de disposer réellement de la totalité des attributs de la puissance, mais la croissance rapide d'États dits « émergents » pourrait redistribuer certaines cartes de la puissance au cours du siècle, laissant se profiler un monde qui deviendrait réellement multipolaire dont la gouvernance devra être repensée.